

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE PÉTROLE ROUMAIN

APERÇU HISTORIQUE, ÉCONOMIQUE, POLITIQUE
ET LÉGISLATIF

CHIFFRES — INTERPRÉTATIONS

1825-1920

NATIONALISATION OU PARTICIPATION DES CAPITAUX ÉTRANGERS ?

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 9 février 1921, à 2 heures du soir

PAR

Virgiliu Stef. SERDARU

Président : M. ALLIX, Professeur

Suffragants { *MM. RIST, Professeur*
GERMAIN MARTIN, Chargé de cours

PARIS

JOUVE ET C^{ie}, ÉDITEURS

15, Rue Racine, 15

1921

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE PÉTROLE ROUMAIN

APERÇU HISTORIQUE, ÉCONOMIQUE, POLITIQUE
ET LÉGISLATIF

CHIFFRES — INTERPRÉTATIONS

1825-1920

NATIONALISATION OU PARTICIPATION DES CAPITAUX ÉTRANGERS ?

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 9 février 1921, à 2 heures du soir

PAR

Virgiliu Stef. SERDARU



Président : M. ALLIX, Professeur

Suffragants { *MM. RIST, Professeur*
GERMAIN MARTIN, Chargé de cours



PARIS

JOUVE ET C^{IS}, ÉDITEURS

15, Rue Racine, 15

1921

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LE PÉTROLE ROUMAIN

INTRODUCTION

Le pétrole roumain est une des richesses les plus discutées du monde.

Les bruits les plus fantaisistes circulent en ce qui concerne son existence et le régime législatif, auquel on a soumis cette source immense de richesses.

Celui qui connaît cette question est étonné de l'ignorance dans laquelle se trouvent ceux qui, par leurs occupations ou leurs études, devraient être bien renseignés là-dessus.

* * *

La résistance roumaine devant les tendances d'accaparement des trusts du pétrole, la victoire roumaine même, a fini par jeter un voile de mystère épais sur le pétrole roumain.

* * *

Nous nous sommes proposé dans ce volume de mettre bien en lumière cette question et de démontrer que, contrairement à l'opinion commune, l'Etat roumain a eu vis-à-vis des exploitants étrangers la meilleure bonne

volonté et que la législation pétrolifère en Roumanie n'a péché que par l'accord d'une trop grande liberté.

A lire les documents qui vont suivre et qui sont vieux de trente ans, on se dirait dans la plaine sauvage trans-océanique il y a deux cents ans. Et ça a duré jusqu'en 1914.

Il a suffi de quelques mesures restrictives et surtout la tendance d'avoir une politique d'Etat en ce qui concerne le pétrole, pour révolter quelques sociétés habituées à agir en Roumanie trop librement.

* * *

L'opinion habituellement répandue dans l'Occident, c'est que la Roumanie possède des sources de pétrole, mais que ce pétrole n'est exploité que bien peu et par des moyens bien arriérés.

Et pourtant, à Campina (1), par exemple, les sondes sont si nombreuses qu'on peut dire sans exagération : la forêt des sondes de Campina.

Il y a des personnes qui croient que le pétrole roumain a été en grande partie détruit par les incendies qui ont été mis aux sondes par les armées roumaines en retraite, en 1916. Ce n'est pas exact !

Il s'agissait seulement de paralyser l'industrie pétrolifère pour quelques mois.

Ce qu'on a détruit dans cette occasion c'est seulement l'échafaudage en bois qui s'élève au-dessus de

1. Localité pétrolifère en Roumanie.

terre, et qui est l'opération la plus simple et la moins coûteuse dans la construction d'une sonde.

Car on ne peut pas brûler les tuyaux en fonte qu'on enfonce dans la terre, au fur et à mesure qu'on creuse.

* * *

Nous allons faire l'historique de l'exploitation du pétrole en Roumanie, en commençant par la société *Valachian-Petroleum Companie* en 1866 et nous allons finir par décrire l'actuel état des choses en donnant des chiffres précis sur l'exploitation et sur les raffineries existantes.

Nous allons indiquer les théories des géologues en ce qui concerne l'existence du pétrole dans d'autres endroits du territoire roumain, que là où il est exploité maintenant.

Nous allons indiquer exactement les endroits où le pétrole existe actuellement, chose scientifiquement constatée.

Après nous passerons à la législation.

L'étude des lois est divisée en deux :

1° L'étude des lois concernant les terrains des particuliers ;

2° L'étude des lois concernant les terrains de l'Etat.

Nous divisons l'étude économique législative en plusieurs périodes :

1° 1875-1906 ;

2° 1906-1914 ;

3° 1914-1918 ;

4° La situation actuelle.

L'étude de chaque période a comme point d'appui de nombreux chiffres et lois, que je cite dans le texte et j'interprète.

A la fin, après avoir passé en revue les tendances de la politique d'Etat roumaine en ce qui concerne le pétrole, nous arrivons à la conclusion que c'est seulement à l'aide du capital étranger que le pétrole roumain pourrait prendre le développement nécessaire à la consolidation du pays, donc à *son existence même*.

La Roumanie devra préférer les capitaux des Alliés, qui l'ont aidé à faire sa situation ; c'est un sentiment de reconnaissance qui trouvera son écho dans les cœurs des Alliés.

* * *

Les capitaux étrangers devront proposer à la Roumanie des conditions raisonnables, car les Roumains se rendent parfaitement compte de la richesse immense représentée par le pétrole et de son triple aspect : économique, politique et militaire.

VIRGILIU STEF. SERDARU

BIBLIOGRAPHIE

1. Les annales du Ministère de l'Industrie et du Commerce de Roumanie.
2. Les annales du pétrole roumain.
3. La collection du « Journal Officiel » du Royaume de Roumanie.
4. Règlement des conditions de l'accord du droit de rechercher et exploiter le pétrole sur les propriétés de l'Etat, 1893.
5. La loi des mines de 1895.
6. Le règlement du droit de rechercher et d'exploiter le pétrole sur les terrains de l'Etat, 1895.
7. Les modifications du même règlement, 1900.
8. La loi pour la réglementation et la consolidation des droits d'exploiter le pétrole et l'osokérite sur les propriétés particulières, 1904.
9. La loi pour le refus des demandes existantes et futures relatives à la concession des terrains pétrolifères de l'Etat, jusqu'à l'étude des régions, 1905.
10. La loi pour la concession des terrains pétrolifères de l'Etat, 1906.
11. Le règlement de la concession des terrains pétrolifères de l'Etat, 1906.
12. Le règlement pour accorder le droit de rechercher et exploiter le pétrole sur les propriétés de l'Eforie des hôpitaux civils, 1905.
13. Le règlement des mesures de défense de la santé publique, menacée par les exploitations du pétrole.

14. Le règlement d'administration et de police minière dans l'exploitation du pétrole.
 15. Le règlement sur les modalités de travail par le sondage hydraulique, 1906.
 16. La loi sur le travail des mineurs et des femmes dans les établissements industriels et les exploitations minières, 1906.
 17. Le règlement de la loi, 1906.
 18. La loi pour les impôts sur le mazoût (1887).
 19. Le règlement de la fabrication et de la vente des produits de distillation du pétrole, 1892.
 20. La loi pour la création d'une taxe de consommation du pétrole, 1900.
 21. La décision pour l'établissement des bases sur lesquelles se fera l'exploitation des installations de pétrole du port de Constantza, 1904.
 22. « Le pétrole et la politique d'Etat » par Vintila J. C. Bratianu. Bucarest, 1919.
 23. La paix de Bucarest et la question du pétrole, par l'ingénieur Halaceanu. Bucarest, 1919. Independenta.
 24. Le pétrole roumain aux Roumains par Pierre Solomon. Bucarest, 1918. Poporul.
 25. Dix années dans le pétrole par C. Alimanestianu, 1906. Göbb.
 26. Le moniteur du pétrole roumain.
 27. Les statistiques du Ministère de l'Industrie et du Commerce de Roumanie.
 28. L'exposé des motifs de la loi relatif au régime intérieur du pétrole en France présentée à la Chambre des députés dans le mois de décembre 1920.
-

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Généralités

Le pétrole est une des plus précieuses richesses du monde. C'est la plus grande source d'énergie qu'on ait utilisée jusqu'à nos jours. Elle ne pourrait être dépassée que par la captation des énergies du vent et des marées.

La facilité de son extraction lui donne actuellement d'autant plus de valeurs que des difficultés énormes s'élèvent constamment entre les patrons et le monde des travailleurs.

Les précieuses qualités du pétrole ont été découvertes ces dernières années seulement. Et nous assistons depuis lors à une révolution complète dans l'industrie : les anciennes entreprises veulent transformer leur matériel de telle sorte qu'elles puissent utiliser le pétrole ; les nouvelles cherchent les moyens les plus efficaces pour arriver à un rendement maximum du merveilleux liquide.

Il suffit de donner un exemple de l'emploi du pétrole à la place du charbon pour qu'on en voit les avantages.

A Bucarest un grand nombre de maisons sont chauffées

fées au mazout. Celui-ci transporté par la conduite ou le wagon-réservoir, s'écoule au moyen d'un tube dans la citerne mobile. Celle-ci est facilement transportée jusqu'à la maison de destination, — où au moyen d'un tube de caoutchouc, on fait la liaison entre la citerne et la chaudière du calorifère, — qui se trouve dans le sous-sol de l'immeuble. Au bout de quelques minutes le calorifère peut fonctionner.

Propreté, économie de temps, économie des bras, économie de véhicules.

De plus, le pétrole a une autre grande qualité : il est meilleur marché que le charbon et sa valeur calorique est plus grande.

* * *

Le charbon a révolutionné le monde ; maintenant le pétrole prend sa place.

Prenons pour exemple un seul dérivé du pétrole — le mazout — On voit qu'il est supérieur au charbon par les qualités suivantes : le charbon a une valeur calorique de 7.000-8.000 calories, tandis que la valeur calorique du mazout est de 10.000-11.000 calories soit 1,5 fois la force calorique du charbon.

Le pétrole remplace partout le charbon. Il est utilisé dans les fabriques, transports, chemins de fer, automobiles, tracteurs agricoles, chars d'assaut, avions, dirigeables, bateaux, sous-marins. Les dernières industries de cette énumération ne pourraient exister sans le pétrole.

Le pétrole lampant donne la lumière et le mazout met

en mouvement des machines qui produisent l'électricité.

Mais outre les dérivés cités jusqu'ici, le pétrole procure encore les huiles, la paraffine et des résidus. Les industries chimiques des couleurs et des parfums dépendent du pétrole. Les explosifs de même.

Les vaselines pharmaceutiques et les crèmes industrielles sont des distillations de ce produit, qui semble inventé par la plus riche fantaisie, enfantée par une tête humaine.

* * *

En considérant les nombreuses utilisations du pétrole, on se rend compte qu'il est le plus important élément de l'économie nationale d'un pays. Je pourrais dire que la monnaie et le pétrole sont les deux éléments rencontrés dans l'étude de presque toute question importante de l'économie politique.

Prenant une telle place dans la vie d'un état, il est incontestable que le pétrole intéresse la politique d'état. En temps de paix il faut surveiller de très près ce formidable élément, pour qu'il ne devienne pas en temps de guerre une source de perte.

CHAPITRE II

Données techniques sur le pétrole roumain (1)

Les produits du pétrole roumain sont les suivants :

1° *Les gaz de pétrole*, qui se dégagent à l'orifice de la sonde au moment de l'extraction ; au moment de la captation ces gaz ont une valeur calorique de 11.000-14.000 calories ; mais peu de temps après, mêlés à l'air, leur valeur calorique se réduit à 7.000-7.500 calories.

Pendant l'unité de temps, 1 kilogramme de gaz peut évaporer trois fois plus d'eau, que la meilleure houille et 1,8 fois plus d'eau qu'un kilogramme de pétrole brut.

Un moteur à gaz a besoin de 0 mc. 3 de gaz naturel pour produire un cheval à vapeur, il faut 0 mc. 5 de gaz de houille pour produire la même quantité d'énergie.

Les gaz de pétrole de Roumanie sont riches en hydrocarbures légers. Ces gaz soumis à une faible pression à basse température, donnent la *gazoline*, qui est douée d'une grande énergie et qui en sus a l'avantage d'être transportable. On a obtenu en Roumanie 50 litres de gazoline avec 100 mètres cubes de gaz. Si on inventait

1. A part les divers volumes consultés pour ce chapitre, j'ai trouvé beaucoup de données techniques dans un excellent article de M. Gane, ingénieur-chimiste roumain, publié dans le *Moniteur du pétrole roumain*, en 1920.

un dissolvant pétrolifère, on pourrait condenser annuellement au moins 300.000.000 de mètres cubes de gaz naturels.

Les gaz de pétrole sont utilisés en Roumanie sur les chantiers, brûlés directement dans des injecteurs, où conduits plus loin et brûlés dans des moteurs à explosion.

2° *Les dérivés du pétrole par distillation.*

1° *Les benzines* sont les premiers produits de la distillation, ce sont des produits légers, vendus dans le commerce sous deux formes : 1° *benzine légère* avec une densité de 0,710-0,725 (pour les automobiles et tous les moteurs à explosion); 2° *benzine lourde* avec une densité de 0,750-0,770 utilisée dans des moteurs spéciaux d'explosion.

Le pétrole brut perd une grande quantité de benzine pendant l'extraction, le transport et la déposition dans les raffineries. Les chimistes roumains ont constaté que le pétrole brut qui contient à l'extraction 47 0/0 de benzine légère, ne contient plus que 14 0/0 à la raffinerie. C'est donc une perte de 33 0/0 de benzine et 15 0/0 du pétrole brut ;

2° *Le lampant* est utilisé dans les villages pour l'éclairage. Pendant la retraite de 1917 il a été pourtant employé aussi pour les moteurs. On distillait le pétrole brut de telle manière, qu'il donnait premièrement une benzine d'une densité de 0,725 à la température de + 15°C ; ensuite, on obtenait un distillé d'une densité de 0,826 avec un point d'inflamabilité de + 26°C,

qui représentait 37 0/0 du pétrole brut. Ce produit, contenant la benzine lourde, le lampant et les huiles, a été employé comme combustible dans les moteurs Diessel.

3° *L'huile de gaséification* est le troisième produit de la distillation, communément on l'appelle *gaz-oil* ou *motorine*. Il est utilisé dans les moteurs Diessel à combustion interne ;

4° *Le mazout* représente en Roumanie presque 50 0/0 du pétrole brut. Il contient des hydrocarbures lourds et difficilement volatils. La densité du mazout paraffineux est de 0,890-0,920, tandis que la densité du mazout non paraffineux est de 0,920-0,960.

Le mazout est utilisé comme combustible pour produire de la vapeur d'eau, de cette manière, pourtant, on n'utilise que 10 0/0 de son énergie de combustion.

C'est pourquoi les ingénieurs ont estimé qu'il faut distiller le pétrole de telle manière qu'il serve comme générateur d'énergie. L'ingénieur Gane est d'avis que les fractions supérieures (qui entrent actuellement dans le produit lampant) mélangées avec des produits inférieurs de la distillation du résidu formeraient une parfaite motorine. Il resterait un dernier résidu de 25-30 0/0, qui donnerait l'asphalte de pétrole (le goudron) très employé.

5° *Les huiles minérales* forment une autre catégorie de produits de la distillation du pétrole.

En Roumanie on produit les espèces suivantes de bonnes huiles.

	Viscosité	Inflammabilité
1. Huiles de mélange p. arbr.,	3—5 à 20°C.	140—160°C.
2. « pour machines agricoles » Agricole « ou » Rural.	8—10 à 20°C.	160—175°C.
3. Huiles p. machines et essieux « C.F.R. prima et extra ».	3.5—4.5 à 50°C.	180—190°C.
4. Huiles pour moteurs : « Regal o » ou « Industriel ».	5—6.5 à 50°C.	190—205°C.
5. Huiles pour moteurs type Diesel et autos « Diesel Regal oo » ou Idéal.	7—8 à 50°C.	200—215°C.
6. Huiles légères pr. cylindres « Valvolineo » ou « Vegolina oo »	2—3 à 100°C.	240—225°C.
7. Huiles lourdes pr. cylindres « Valvolina oo », « Vegolina ooo »	3—4.5 à 100°C.	260—270°C.
8. Huiles spéciales :		
a) pour vapeurs surchauffées « Vegolina S. I. ».	3—4.5 à 100°C.	275—280°C.
b) pour moteurs industriels « Regal ooo ».	9.5—10 à 50°C.	215—220°C.

6° La *parafine* est le 6^e produit de distillation dans les raffineries.

CHAPITRE III

Les sources de pétrole

En Roumanie il y a des régions entières, où depuis longtemps ont jailli du fond de la terre des flammes qui ne se sont plus éteintes. Ce sont des flammes nourries par les gaz qui émanent du sol.

Ce sont *les feux perpétuels*.

Ces feux ont indiqué — il y a cent ans — les terrains pétrolifères de Roumanie. Ils ont été indiqués aussi par de petits volcans boueux, qui laissaient sortir par leur cratère le pétrole brut, mélangé avec de la terre...

Depuis, par des sondages scientifiques — conduits sagement par l'Institut géologique roumain — on a

constaté que le pétrole existe en deux grandes zones :

I. *La zone du « flis »* qui commence au nord de la Moldavie et finit à la rivière de Dambovitza en Munte-
nia. Elle englobe les départements suivants : Suceava,
Neamt, Bacau, Putna, Ramnica-Sarat, Buzau, Pra-
hova et Dambovitza.

II. *La zone des départements de Valcea et Gorj.*

III. *La zone sous-carpatique*, c'est-à-dire la zone des
collines.

La Dobroudgea manque sûrement de sources pétro-
lifères, car son sous-sol s'est formé dans une ère vol-
canique, dans laquelle la vie organique n'était pas
encore apparue sur le globe. Etant donné que la théo-
rie géologique sur la naissance du pétrole, nous ensei-
gne qu'il est le produit de la décomposition des matières
organiques, la Dobroudgea de l'ère volcanique manque
de pétrole (1).



Les centres de l'exploitation pétrolifère en Roumanie
sont les suivants :

1° Moinesti, Tetcani, Solont et Lucacesti dans le
département de Bacau ;

2° Lopatari, Berca et Sarata dans le département de
Buzau ;

3° Campina, Bustenari, Baicoi, Moreni, Poiana Ma-
tita, Pacureti, Tintea du département de Prahova ;

4° Colibasi et Glodeni dans le département de Dam-
bovitza.

1. Théorie savamment soutenue par les savants roumains : doc-
teur Mrazeck et Gr. Stefanescu.

Autour de ces centres sont groupés de nombreux villages, dans lesquels le pétrole est exploité et où les sondes sont chaque jour plus nombreuses.

*
* *

Le pétrole forme dans la terre des lacs entre les couches pierreuses, on imprègne les couches comme l'eau qui imbibe le sable.

L'habileté de l'homme doit le trouver là et l'amener à la surface de la terre.

En Roumanie le pétrole se trouve à une profondeur de 300 à 1.000 mètres. Son extraction des sources trouvées tout près de la surface de la terre s'est faite à l'aide de puits, semblables aux puits d'eau. Le pétrole brut était extrait avec des seaux. Quand le puits était épuisé, on creusait plus loin et le plus souvent on trouvait une seconde couche de pétrole.

Actuellement l'exploitation habituelle est celle par des sondes ; sondage hydraulique et sondage sec. Avec ces systèmes on peut arriver à creuser jusqu'à une profondeur de 1.000 mètres. Je trouve inutile de dire qu'en Muntenia il est suffisant de creuser quelques dizaines de mètres pour rencontrer une couche de pétrole.

La sonde est une série de tubes métalliques introduits dans la terre, au fur et à mesure qu'on creuse et sort dehors la terre. Au moment où on arrive au pétrole il peut arriver deux choses :

1° On a affaire avec une couche lente de pétrole ;

dans ce cas le liquide sera extrait à l'aide de cuillères ou d'une pompe;

2° Le deuxième cas est le plus fréquent; quand on arrive à la couche, le pétrole brut fait violemment éruption, jaillissant en colonne à 80-100 mètres au-dessus de la terre.

Cette éruption dure quelques jours en donnant 150-200 wagons par jour.

Il y a des personnes qui, avec une sonde bien placée se sont enrichies en quelques jours. Dernièrement la sonde n° 69 de Moreni appartenant à la société *Astra Romana* a donné par éruption depuis le mois d'avril 1920 jusqu'au mois de décembre, 150 wagons quotidiennement au commencement et 50 wagons à la fin.

La grande quantité de pétrole donnée par l'éruption est cueillie à l'aide de grands récepteurs, préparés d'avance autour de la sonde.

A la fin de l'éruption, on commence à exploiter la sonde comme au premier cas, c'est-à-dire à l'aide des cuillères ou des pompes.

CHAPITRE IV

Aperçu historique de l'exploitation 1825-1865-1905

En Roumanie on a commencé à exploiter le pétrole dans la première moitié du XIX^e siècle; c'était une

exploitation rudimentaire, mais suffisante aux besoins locaux.

Le lecteur pourra se faire une idée du degré de développement dans lequel se trouvait l'industrie du pétrole, en lisant les chiffres qui vont suivre.

En 1857 il y avait 250 puits de pétrole et aucune sonde. La production totale était de 275 tonnes de pétrole brut. Quelques années plus tard en 1865 on produisait déjà 5.426 tonnes, on exportait 3.267 tonnes de pétrole brut d'une valeur de 1.685.545 lei et 927 tonnes de pétrole raffiné. Le total de l'exportation du pétrole en 1865 était de 4.194 tonnes d'une valeur de 3.485.021 lei. Le prix d'une tonne de pétrole brut était de 514 lei et le prix d'une tonne de pétrole raffiné était de 1.941 lei. Il y avait huit petites raffineries de pétrole.

Le premier essai d'exploitation méthodique a été fait en 1866 par la société *Valachian Petroleum Company* qui avait un capital de 7.000.000 lei. Pourtant ses essais à Moreni et Tintea (renommées à présent) n'ont donné aucun résultat.

De nombreuses années se sont écoulées sans qu'on se préoccupât de savoir si le sous-sol roumain contenait du pétrole. En 1894, en plein développement de l'Etat, le service des mines du Ministère de l'Industrie recommence des études sérieuses pour la recherche du pétrole. Les résultats obtenus ont été excellents et les regards du monde entier se tournèrent vers mon pays.

En 1899 l'ingénieur C. Alimanestiano — connu pour ses écrits économiques — déclarait à un Congrès de Berlin que, se basant sur les statistiques qu'il avait à

PRODUCTION ET VALEUR DU PÉTROLE BRUT DEPUIS 1857 A 1906 (1)

Exportations

Production	Tonnes	Valeur	Brut résidus gaz-oil et huiles minérales	Pétrole lampant et distillé	Benzine brute et rectifiée	TOTAL d'export. TONNES	Valeur totale de l'exportation en francs
1857	275	11.000	»	»	»	»	»
1858	495	19.800	»	»	»	»	»
1859	605	24.200	»	»	»	»	»
1860	488	47.520	»	»	»	»	»
1861	2.403	96.120	»	»	»	»	»
1862	3.226	129.040	»	»	»	»	»
1863	3.386	155.440	»	»	»	»	»
1864	4.591	183.640	»	»	»	»	»
1865	5.426	217.040	»	»	»	»	»
1866	5.915	236.600	»	»	»	»	»
1867	7.070	282.800	»	»	»	»	»
1868	7.700	308.000	»	»	»	»	»
1869	8.140	325.600	»	»	»	»	»
1870	11.649	465.660	»	»	»	»	»
1871	12.520	500.800	»	»	»	»	»
1872	12.690	507.600	»	»	»	»	»
1873	14.468	578.720	»	»	»	»	»
1874	14.350	574.000	»	»	»	»	»
1875	15.100	604.000	»	»	»	»	»
1876	15.480	619.200	»	»	»	»	»
1877	15.100	604.000	»	»	»	»	»
1878	15.200	608.000	»	»	»	»	»
1879	15.300	612.000	3.674	»	»	3.674	183.700
1880	15.900	636.000	9.759	»	»	9.759	487.950
1881	16.900	676.000	10.378	»	»	10.378	518.900
1882	19.000	760.000	12.230	1.922	»	13.752	657.600
1883	19.400	776.000	17.550	74	»	17.624	881.200
1884	29.300	1.172.000	21.724	529	»	22.253	1.162.650
1885	26.900	1.076.000	19.919	1.068	»	20.987	1.049.350
1886	23.450	938.000	14.413	686	»	15.099	754.950
1887	25.300	1.012.000	16.094	38	»	16.132	806.600
1888	20.400	1.216.000	18.126	4	»	18.130	906.500
1889	41.400	1.656.000	18.657	11	»	18.668	933.400
1890	53.300	2.136.000	11.773	»	»	11.773	588.650
1891	67.900	2.716.000	18.072	35	»	18.107	905.350
1892	82.500	3.300.000	19.715	59	»	19.774	988.700
1893	74.500	2.980.000	17.083	42	»	17.125	866.250
1894	70.550	2.822.000	16.632	607	»	17.239	861.950
1895	80.000	3.200.000	15.718	2	»	15.720	686.000
1896	81.570	3.262.000	17.269	529	»	17.798	910.000
1897	110.050	4.400.000	21.339	48	»	21.387	1.069.350
1898	180.000	7.200.000	27.480	4.253	»	31.733	1.745.317
1899	250.000	10.000.000	48.108	14.283	»	62.391	3.119.550
1900	250.000	10.000.000	48.899	24.612	4.145	77.656	4.001.775
1901	270.000	10.800.000	30.753	16.819	8.300	55.872	3.057.025
1902	310.000	12.400.000	23.073	32.291	16.344	71.708	3.916.434
1903	384.302	17.293.635	58.723	45.897	21.601	126.226	6.923.220
1904	500.561	22.525.245	45.204	78.270	36.970	160.444	10.696.620
1905	614.870	27.669.155	49.515	118.134	46.696	214.345	14.466.370
1906	897.091	39.919.095	54.799	190.914	74.493	325.206	30.572.310

1. D'après les statistiques du Ministère de l'Industrie et du Commerce de Roumanie.

sa portée, il pouvait déclarer que la Roumanie possède du pétrole pour une valeur de 7 milliards de lei.

C'est alors que commence la formation des sociétés pétrolifères, la plupart étrangères. La première est *Steaua Romana*; puis viennent *Vega*, *Romana-Americana* et *Astra*.

En 1903 l'exploitation du pétrole était arrivé à un sérieux degré de développement. Mais voici des chiffres qui sont plus éloquents (voir tableau ci-devant p. 22).

En 1905 le *capital* investi dans le pétrole était de 150.000 lei, duquel 85 0/0 étranger.

Des puits 680 producteurs; 115 en préparation.

Des sondes : 340 producteurs; 215 en forage, 225 abandonnées.

Le prix du pétrole brut était de 45 lei la tonne (en 1866 la tonne coûtait 514 lei); le prix du pétrole raffiné était arrivé à 77 lei, la tonne du 1940 lei en 1866.

Raffineries : 50. Parmi celles-ci il y en avait 8 qui avaient une renommée mondiale. Elles appartenaient aux sociétés *Steaua Romana*, *Romana-Americana*, *Vega* et étaient situées à Campina, Plopeni, Baicoi, Ploesti, Targoviste, Moinesti et Cerna-Voda. Ces raffineries avaient une capacité annuelle de raffinement de 150.000 wagons.



Tous ces chiffres montrent les grands progrès réalisés par l'exploitation du pétrole de Roumanie et le développement dans lequel elle se trouvait.

CHAPITRE V

La situation mondiale du pétrole

Un combat acharné pour l'accaparement du pétrole avait lieu entre les grands états du monde. Des regards gourmands étaient dirigés vers la Roumanie.

Il s'était formé deux grands trusts de pétrole qui se disputaient la domination du monde. C'était *Standard Oil Company* et *Royal Dutch Comp.* représentant respectivement l'Amérique et l'Angleterre. *Royal Dutch* soutenue par l'état même était en train de prendre la suprématie. Un grand état trop occupé de politique coloniale était resté en arrière : c'était l'Allemagne. Sa négligence lui coûtait cher ; l'importation du pétrole étranger, nécessaire à la consommation intérieure et à la consommation de sa flotte. Elle voulut s'intéresser aux affaires de pétrole du monde. C'était trop tard ! Partout les Anglais et les Américains avaient pris la place.

L'Angleterre voulait dominer partout. La conduite habile de l'Etat anglais avait déjà commencé. Il s'était rendu compte avant les autres Etats de l'importance de cette richesse et doucement il s'était introduit dans toutes les entreprises pétrolifères du monde.

Profitant d'incidents, de circonstances locales et de l'entier appui de l'Etat, les sociétés anglaises réussirent à mettre pied solidement dans les exploitations de pétrole de tout le globe.

La société *Shell transports* réussit à avoir des concessions en Roumanie, et à planter ses sondes au Caucase, aux Indes, au Vénézuëla, en Colombie et même dans l'Amérique du Nord, où elle faisait concurrence à la *Standard Oil* dans son pays même.

La société *Mexican Eagle* courait le marché mexicain. Sa fondation fut pour Rockefeller (le créateur de *Standard Oil*) le premier indice que les Anglais travaillent... Il était trop tard : déjà Rotchild exploitait à Bakou, et la société Royal Dutch avait pris un développement formidable dans les Indes néerlandaises.

Standard Oil avait ses concessions dans l'Amérique du Nord, l'Amérique du Sud et en Chine ; sa puissance était formidable.

* * *

L'Allemagne qui était restée en arrière comme nous l'avons dit, poussa ses capitaux avec insistance en Roumanie, dans les Balkans, en Turquie et dans l'Argentine. A la tête des capitaux allemands engagés dans le pétrole se trouvaient la *Deutsche Bank* et la *Diskonto Gesellschaft* (de Berlin).

Avec cette politique énergique l'Allemagne réussit à avoir de nombreuses concessions dans les pays sus-nommés. Mais elle ne comptait pas sérieusement dans la grande lutte pour le pétrole.

L'Angleterre a réussi à renforcer davantage sa situation en achetant la moitié des actions des sociétés *Tarkio-Petroleum Company* (de Mésopotamie) *Persian Oil* (de Perse) et *Birman Oil* (de Birmanie).

L'action anglo-hollandaise avait été efficace en Roumanie, où elle avait bien handicapé les Américains. Cette situation est bien démontrée par le tableau des capitaux investis dans le pétrole roumain avant la guerre. En le lisant on constate que les Américains avaient 6,19 0/0 du capital total investi dans le pétrole roumain, tandis que les Anglais avaient 23,64 0/0 et les Hollandais 24,25 0/0, donc un total de 47,89 0/0 du capital investi.

Il faut remarquer d'ailleurs que les deux trust du pétrole *Standard Oil* et *Royal Dutch, Schell Compt* sont venus en Roumanie surtout avec l'intention de contrôler la production roumaine (1) ; elles réservaient l'exploitation intensive pour plus tard.

* * *

Ce grand combat économique a eu pour effet que certaines sociétés pétrolifères de Roumanie se sont munies de forts instruments politiques, pour pouvoir agir plus sûrement.

Le gouvernement roumain s'est bien rendu compte de cette situation qui poussait le pays à l'abîme. La bienveillance sans bornes montrée aux exploitants étrangers devait être limitée par les hauts intérêts de l'Etat. Il commence donc une politique qui, sauf de petites exceptions a été suivie par tous les gouvernements qui se sont succédés à la tête du pays.

1. Nous trouvons cette même opinion dans l'excellente brochure de M. Vintila. J.-L. Bratiana, *Le pétrole et la politique d'Etat*.

CHAPITRE VI

Aperçu historique des courants économiques et de la législation du pétrole de 1825-1905

Au commencement de la période de 1825-1905 il n'y avait pas une législation proprement dite du pétrole, parce que l'exploitation était insignifiante. Quelques dispositions sans importance du Code Calimah Caragea et le Règlement organique se référaient plutôt aux questions de propriétés, qu'à l'organisation et l'exploitation du pétrole.

En 1887 paraît « la loi pour l'établissement des impôts sur le mazout ». Des petits impôts presque inexistants ! Car on demandait aux exploitants un impôt fixe de 24 lei par an ; et pour le cas où les puits produiraient moins que 25 tonnes par an, la moitié de cette somme.

Cette loi ne touche pas les problèmes importants du pétrole roumain, et non plus le règlement de la fabrication et de la vente des produits de la distillation du pétrole, en 1892. En lisant ce règlement on a l'impression que le législateur craignait le pétrole, comme on craint de nos jours les rayons X.

La grande loi du pétrole ne devait pas tarder de paraître. Jusqu'à cette date — c'est-à-dire 1895 — l'exploitation du pétrole était primitive et avait eu lieu seulement dans les régions où le pétrole brut était sorti tout seul à la surface de la terre. Même là, les exploi-

tants n'avaient creusé qu'à de faibles profondeurs. Les masses importantes de pétrole, qui se trouvaient à une grande profondeur étaient restées inexplorées, quoiqu'il y eût des indices sûrs de leur existence (1).

A part cela, l'exploitation d'alors mettait la Roumanie dans une situation bien étrange. D'un côté l'industrie du pétrole souffrait de la surproduction ; d'un autre côté les chemins de fer roumains manquaient de mazout et renonçaient à transformer les chaudières des locomotives de manière qu'elles puissent utiliser le pétrole. Les sociétés pétrolifères ne lui livraient pas le matériel nécessaire ; mais en même temps elles envoyaient du pétrole à des pays qui, quoique sans sources pétrolifères, pouvaient monter des usines qui consommaient ce combustible, ou lançaient des bateaux, nourris avec du pétrole.

L'organisation en Roumanie était évidemment défectueuse.

La loi des mines de 1893 devait porter des remèdes à cette situation.

Cette date de 1893 est très importante dans l'histoire des exploitations pétrolifères de Roumanie, car c'est alors que s'éleva la discussion de la position que devait prendre l'état roumain vis-à-vis de la participation des capitaux étrangers à l'exploitation des mines et du pétrole.

Il se présentait plusieurs modalités :

1^o *L'école sociale démocrate* de C. Panu soutenait que

1. Sur cette question nous avons trouvé des informations précieuses dans l'exposé des motifs de la loi des mines que nous allons analyser plus tard.

l'état doit exploiter en régie, tant le pétrole, que les mines.

C'était l'opinion de ceux qui voyaient seulement la fin d'une affaire prospère, sans penser qu'avant de finir, une affaire doit commencer.

De tout temps l'état s'est montré mauvais commerçant ; je parle même des états bien organisés et en pleine prospérité. L'état roumain aurait été un très mauvais commerçant ; car il avait le désavantage d'être désorganisé et pauvre. La Roumanie n'avait ni les capitaux nécessaires, ni le pouvoir d'organisation indispensable, car la situation intérieure demandait la contribution de toutes les énergies (1).

L'opinion de l'école sociale-démocrate est tombée ;

2° *Le parti libéral* était d'opinion qu'il faut laisser à l'initiative privée roumaine d'exploitation des mines, l'état ayant seulement le contrôle et la coordination des résultats.

1. Le rapport de Sc. Varnav à la Chambre des députés en 1895 contient des données intéressantes relativement à cette question. On lit : « Quoique des légendes populaires aient répandu la croyance à un rapide enrichissement des exploitants des mines, la réalité est toute autre. La statistique des mines de l'Empire d'Allemagne donne sur les bénéfices, les chiffres suivants :

Dividendes en 1875 ont été de 3,70 o/o de capital

—	1880	—	2,70	—
—	1882	—	3,30	—
—	1884	—	3,60	—
—	1886	—	3,68	—
—	1888	—	4,63	—

Les statistiques des mines de France, y compris les fameuses mines d'Anzin, montrent que leur bénéfice net ne dépasse pas 4 o/o du capital. Les statistiques de mine de charbon de Westphalie, publiées en 1894 par le D^r Effertz montrent que dans les dernières dix années, 59 mines ont réalisées un bénéfice net de 78 pfennigs en moyenne sur la tonne de charbons extraite ; 43 mines ont eu une perte moyenne de 44 pfennigs.

Ce système — non plus — n'était pas bon pour la Roumanie, car en ce qui concerne le pétrole, l'initiative privée roumaine était inexistante. Les citoyens roumains avaient des affaires locales dont le rapport était beaucoup plus grand et comportait moins de risques que l'exploitation des pétrolifères ;

3° La troisième opinion a été celle qui a triomphé et a formé l'esprit de la loi des mines de 1895, c'est-à-dire de laisser l'exploitation à la libre initiative de l'initiative privée tant roumaine qu'étrangère ; l'état n'ayant à intervenir que pour stimuler ou créer des ressources nécessaires.

En analysant ce système à la lumière des principes économiques il faut lui reconnaître des mérites. Les énergies des particuliers attirées et protégées par la puissance de l'Etat, c'était une formule heureuse. Elle était demandée par la situation économique du pays : à part le manque de capital roumain (constaté et reconnu dans les rapports officiels de ce temps) la Roumanie manquait d'ingénieurs des mines. La découverte des richesses du sous-sol avait surpris la jeune civilisation du Royaume. La plupart des étudiants roumains des écoles techniques, se dirigeaient vers les ponts et chaussées, l'architecture et la métallurgie.

Par conséquent le pays devait faire appel aux techniciens étrangers, chose impossible sans le large esprit de la loi de 1895.

En ce qui concerne la participation des capitaux étrangers, il n'y avait pas de doute sur cette nécessité. Un rapport à la Chambre des députés en 1895 le disait

clairement : *Nous manquons de capitaux nationaux ; la seule solution est l'appel aux capitaux étrangers !*

On ne peut s'expliquer, que cette disposition ait soulevé tant de tempêtes, quand on sait que tous les partis politiques ont fait appel à tour de rôle au capital étranger pour le développement économique du pays (1).

Mais... il faut souligner le fait que toutes les libertés et les protections accordées aux capitaux étrangers ont été données dans un but purement économique. Il resté à voir si les bénéficiaires n'ont pas profité de ces avantages, pour vouloir exercer sur la Roumanie une tutelle vexatoire pour la souveraineté de l'état.

La loi des mines. — La loi des mines posait une distinction entre les terrains des particuliers et les terrains de l'état. Chacun devait être soumis à sa réglementation spéciale : les particuliers étaient maîtres absolus sur leurs terrains et les terrains de l'état donnés en fermage ou concession avec une grande facilité et dans d'excellentes conditions.

Rien n'empêchait les particuliers — Roumains ou étrangers — d'exploiter les terrains pétrolifères de Roumanie. Il était donc naturel que ce régime attirât un grand nombre d'exploitants étrangers et qu'il donnât les bons résultats que je vais exposer plus loin.

De 1893 jusqu'en 1904 le capital investi dans les exploitations de pétrole était monté à 90 millions de

1. Les règlements de la liberté et de la protection accordés aux capitaux étrangers seront étudiés dans la partie législative de cet ouvrage au ch. de la « loi des mines ».

lei, et l'exportation avait pris une grande extension : tandis qu'en 1901-1902 on avait exporté 53.872 tonnes, en 1903-1904 on était arrivé à 160.244 tonnes.

*
* *
*

Sous le régime de la loi des mines de 1895, qui demandait une redevance de 4 0/0 du revenu net des exploitations pétrolifères des terrains de l'Etat, on a accordé 8 concessions sur une surface de 228 hectares.

En 1899 le règlement avec la redevance de 4 0/0 a été changé, en 8-14 0/0 du produit brut de l'exploitation. Sous ce règlement on a accordé 2.930 hectares.

C'est alors que la Roumanie passe par des moments difficiles à cause des mauvaises récoltes de céréales. Les finances du pays étaient dans un si mauvais état que le gouvernement présidé par P. P. Carp s'était vu forcé de traiter la vente des terrains pétrolifères de l'Etat à un consortium formé par la *Disconto Gesellschaft* de Berlin et *Standard-Oil*. Le prix offert par ce consortium était de 30 millions ; l'opinion publique roumaine protesta énergiquement et les tentatives furent rompues.

En 1900 on a modifié l'article 70 de la loi des mines (1) et dans le nouveau règlement on a prévu des dispositions pour le contrôle des exploitations en ce qui concerne la sûreté des travailleurs. On prévoyait aussi un droit de ferme de 30 lei par hectare et une redevance de 10-15 0/0 du produit brut. Sous le ré-

1. On fixait à 100 hectares l'étendue d'une concession sur les terrains pétrolifères de l'Etat.

gime de ce règlement on a accordé 12 concessions sur une surface de 495 hectares.

Le total des concessions accordés de 1895 jusqu'en 1900 était de 110 sur une surface de 3.653 hectares située dans les départements de Prahova, Dambovitza, Buzeu, Bacau et Neamtz.

On avait pourtant remarqué que la majorité des concessionnaires ne disposaient pas des capitaux suffisants pour faire les exploitations. La loi devait être modifiée.

* * *

En 1900 l'industrie du pétrole était déjà en pleine prospérité, fait qui permet au gouvernement de venir avec *la loi pour l'établissement et une taxe de consommation du pétrole dans les pays*. C'était une taxe de 10 centimes par litre sur les distillés du pétrole : la benzine, le lampant semi-raffiné ou raffiné et les huiles minérales avec une densité de au plus 0,870. L'exposé des motifs de cette loi dit clairement « qu'on a restreint l'imposition pour ne pas mettre d'obstacles au développement de l'exploitation du pétrole ».

* * *

L'état roumain donnait tout son concours à ce développement. Il avait acheté des nombreux wagons-citernes pour le transport et avait mis à l'étude la question de l'installation d'une *pipe-line* de Biscoi (1) à la Mer Noire. En même temps il avait déjà commencé

1. Village dans la région pétrolifère.

dans le port de Constantza la construction des réservoirs et des installations nécessaires au chargement du pétrole et de ses dérivés dans les bateaux. Dans ce but le ministre de l'industrie signait le 5 juin 1904 une *décision pour l'établissement des bases sur lesquelles on fera l'exploitation des installations pétrolifères du port de Constantza.*

L'importance de cette décision ne consiste pas seulement dans la démarcation du développement du pétrole roumain, mais aussi dans le fait qu'elle est la première manifestation énergique d'une politique d'état de disposer d'une manière absolue des moyens de transport du pétrole.

* * *

En 1904 l'état roumain considérait que les avantages consentis aux exploitants de pétrole n'étaient pas suffisants ; il promulga une loi, qui apportait aux concessionnaires une nouvelle protection : *la loi pour la consolidation des droits d'exploiter le pétrole.*

Les concessionnaires des terrains des particuliers n'avaient pas une entière sécurité en ce qui concerne leurs droits. En effet, d'après la loi de 1895 le droit du concessionnaire était un *droit immobilier*, d'où résultaient de nombreuses conséquences juridiques en ce qui concerne la transmission, la transcription de l'acte, la cession, les charges, etc.

Profitant de cette situation, nombre des propriétaires de mauvaise foi, avaient vendu le même terrain à deux ou plusieurs personnes. En conséquence il y avait de

véritables combats pour la prise de possession des terrains.

Pour la tranquillité publique et pour la bonne renommée du pays, on vota la loi de 1904 par laquelle on établit que le droit du concessionnaire est un *droit réel mobilier*. Par conséquent la préférence des droits des concessionnaires est réglée d'après la date de la transcription de l'acte sur les registres et en même temps on déjoue le partage (car il est déclaratif et non pas attributif de propriété).

Cette loi prévoit aussi des exceptions à la règle commune en ce qui concerne les biens dotaux (ils pourront être concédés pour quinze ans) et bien d'autres moins importantes que je vais étudier dans la partie législative de cet ouvrage.

J'ai voulu montrer ici encore une fois la sollicitude dont jouissaient les exploitants étrangers de la part du gouvernement roumain. Il n'y a pas de doute que c'est eux que visait cette loi, car ils possédaient 85 0/0 des capitaux investis dans le pétrole.

*
* *

Malgré cette bienveillance on s'aperçoit en 1905 que sur 110 concessions, on travaillait sérieusement seulement dans 16 ; sur le reste on faisait seulement des travaux de terrassement pour ne pas courir le risque d'avoir les terrains, retirés par le Ministère, faute d'exécution du contrat. La plupart de ces concessionnaires cherchaient à céder leurs terrains à des capitalistes sérieux.

Devant cette situation le Ministère de l'industrie

décide de résilier tous les contrats de concessions non exécutés et en même temps il fait voter en mai 1905 *une loi pour le refus de toutes les demandes existantes et futures relatives à la concession des terrains pétrolifères de l'Etat jusqu'à ce que les régions soient étudiées par le Ministère.*

A cette date il y avait 24 demandes de concessions ; à la suite de cette loi il restait en exploitation sur les terrains de l'état 19 concessions, sur une surface de 919 hectares, ayant 54 sondes et 179 puits.

Ces 19 concessions ont produit :

en 1901.	14.000 tonnes
en 1902.	18.000 —
en 1903.	24.000 —
en 1904. . . ,	27.000 —

Principes de la loi des concessions

Cette situation négative n'a duré que quelques mois, car dans le mois de janvier 1906, fut votée une *loi pour la concession des terrains pétrolifères de l'Etat*. Cette loi marque une deuxième grande étape dans l'histoire du pétrole roumain.

Il faut remarquer que le législateur roumain — timide jusqu'alors — montre de l'énergie et avec une vigueur louable établit cette loi, cherchant à concilier le mieux possible les intérêts de l'Etat avec les intérêts des particuliers.

Le premier intérêt de l'Etat était de voir explorer les terrains où il y avait des probabilités d'existence du

pétrole. Dans ce but, le législateur divise les terrains en deux :

1° *Les terrains pétrolifères connus ;*

2° *Les terrains pétrolifères inconnus ;*

Il constitue les lots à concessionner de telle manière que chacun contienne tant des terrains connus, que des terrains inconnus ; ainsi le concessionnaire était obligé de sonder les terrains inconnus.

Le deuxième principe économique établi par la loi de 1906 est la défense de donner plusieurs lots à une même personne ou sociétés, car dans ce cas on ne peut s'attendre à une exploitation active. La loi ne parle pas du véritable motif de cette disposition, c'est-à-dire la crainte qu'une société ne devienne trop puissante, qu'elle ne domine absolument le marché roumain et qu'elle ne se mêle à la politique intérieure soutenue par son capital.

3° La *constitution d'une réserve pétrolifère pour l'avenir* trouve ici ses origines (1). Les Roumains sont reconnaissants au ministre J. M. Lahovary, qui a déposé la loi en question.

La réserve pétrolifère était destinée à pourvoir aux besoins de l'Etat, qui s'accroissaient chaque jour.

Le quatrième principe de la loi de 1906 est la conservation absolue dans les mains de l'Etat de tous les moyens de transport du pétrole et de ses dérivés.

Relativement à cette question l'exposé des motifs de la loi dit : « C'est une condition essentielle pour le

1. Les détails de cette question seront trouvés dans la partie législative.

maintien intégral des prérogatives importantes réservées à l'Etat dans la défense et le développement sans obstacle de l'économie nationale ».

La citation de ces 4 principes fondamentaux de la loi de 1906 est suffisante pour montrer la politique sûre et énergique dans laquelle s'engageait le gouvernement roumain.

Mais c'est justement ce que désiraient les exploitants étrangers. Tant que ceux qui étaient à la tête de la Roumanie, ne se rendaient pas un compte exact de l'importance du pétrole et de sa législation, les exploitants pouvaient craindre que, le jour de la sagesse venu, on ne prit des décisions lésant leurs intérêts. La complète appréciation de la situation montrée par le gouvernement de 1906 fortifiait leur confiance dans la sûreté des entreprises.

La preuve la plus évidente de la prospérité de l'industrie pétrolifère sous le régime de cette loi est fournie par les chiffres des exploitations en ce qui concerne la production, l'exportation et le capital investi.

* * *

Dans la même période de temps on fit : le règlement pour l'accord du droit de rechercher et d'exploitation du *pétrole sur les propriétés de l'Eforie des hôpitaux civils* (qui est inspiré par la loi des concessions de l'Etat), et les règlements suivants, sur lesquels je vais revenir.

1^o *Mesures de défense de la santé publique en face des exploitations de pétrole ;*

2° *L'administration de la police minière ;*

3° *Sondages hydrauliques.*

L'année 1906 riche en législation pétrolifère, a donné matière à controverses à l'occasion d'une question soulevée par la constatation de la présence du pétrole dans les terrains à emphytéose. Sitôt qu'on découvrait une source de pétrole, les paysans se présentaient avec des demandes pour le rachat de ces terrains conformément au titre II de la loi de 1899. Après le rachat, les terrains étaient cédés avec des grands bénéfices aux diverses sociétés pétrolifères. Mais la loi de 1899 interdisait la vente des propriétés dans lesquelles se trouveraient des carrières, des mines ou du pétrole. Et le rachat d'emphytéose était un contrat immobilier.

Or, l'Etat s'était toujours réservé les droits sur le sous-sol, de sorte qu'une dérogation au bénéfice des titulaires de l'emphytéose était impossible.

A cette occasion le sénateur Orléano démontra au Sénat que d'après le vieux droit moldave le propriétaire emphytéotique pouvait user tant de la surface que du sous-sol ; dans *Muntenia* c'était la même situation en vertu d'une vieille coutume. De notre temps on a l'impression que le droit d'emphytéose était très réduit, mais en considérant la situation à l'origine on se rend compte que la somme payée était grande en comparaison de la chose donnée en emphytéose.

Au point de vue juridique la loi de 1906 qui défend le rachat des emphytéoses est juste, car on ne peut admettre qu'une donation de l'usufruit de la terre, en échange d'une somme dérisoire (donnée pour ne pas

faire courir la prescription) puisse se transformer dans un droit d'appropriation de la terre.

Au point de vue économique la liberté du rachat aurait amené une cherté sans motifs des terrains pétrolifères, un état de trouble perpétuel et une nouvelle insécurité pour des concessionnaires.

* * *

A titre de document je rappelle que dans cette période on a voté la loi sur le travail des mineurs et des femmes dans les établissements industriels et les exploitations minières par laquelle on leur accorde la protection qui, en France, et en Angleterre, leur était déjà accordée par les lois qui ont leurs origines dans le manifeste du Dr Villermé en 1847 et de Robert Pell en 1802.

CHAPITRE VII

1906-1914

En 1906 la situation économique de la Roumanie était florissante. L'exposition de 1906 avait étonné ceux qui nous considéraient dans la lumière désavantageuse de l'Orient.

Les industries roumaines se développaient d'une manière prodigieuse et un énorme travail poussait la Roumanie vers une belle situation dans le monde.

Dans l'industrie pétrolifère les exploitants étrangers ne pouvaient pas se plaindre des restrictions. Au con-

traire on peut affirmer qu'à ce moment-là, la qualité d'étranger était une prérogative dans le Royaume de Roumanie. Leurs demandes étaient vite résolues et partout ils étaient préférés aux citoyens roumains, même devant la justice (1).

Dans ces années de richesse et de perspective d'abondance, personne ne cherchait à étudier le travail occulte de quelques exploitants étrangers. Rarement on trouvait quelqu'un qui pensait qu'il y a des idées dangereuses cachées dans ces maisons, entourées des murs hauts, comme des murs chinois.

D'ailleurs les réels services, apportés par les capitaux étrangers, excusaient en partie ceux-là qui avaient tendance à se mêler de la politique intérieure du pays.

Cette époque de 1906 à 1914 est une des époques les plus riches de l'histoire économique de la Roumanie et du pétrole roumain.

Pendant cette période l'Etat roumain a cherché à avoir une politique ferme vis-à-vis des tendances d'acaparement des terrains pétrolifères et en ce qui concerne les cartels de spéculation sur les produits raffinés du pétrole dans l'intérieur du pays.

Le gouvernement roumain eut vis-à-vis de tous les exploitants étrangers une attitude de parfaite égalité ; en montrant ainsi le prisme purement économique par lequel il entendait regarder la question du pétrole, et

1. Comme il sera montré plus loin.

ne pas donner à la politique étrangère l'occasion de se mêler de nos affaires économiques.

Incontestablement la sympathie des Roumains pour certains grands états, les poussait vivement à leur accorder des avantages. Pourtant ils ne l'ont pas fait, prouvant ainsi l'importance considérable que présente le pétrole pour les *intérêts vitaux économiques* du royaume du Danube.

Il y eut de la part de la *Standard-Oil* des tendances d'accaparement et de destruction des capitaux roumains investis dans le pétrole. Par une manœuvre de baisse des prix, les petites raffineries nationales ont failli être ruinées, tandis que les grandes entreprises étaient à l'abri à cause de leurs capitaux ou par les cartels déjà conclus.

Devant cette situation l'état est venu avec la *loi du contingentement du pétrole*, par laquelle il fixait la quantité et la qualité du pétrole consommable dans le pays, en proportion de l'importance de chaque société ; en même temps il se réservait le droit de fixer le prix du pétrole, destiné à la consommation intérieure.

Il faut remarquer que c'est seulement l'attitude incorrecte de certaines sociétés, qui avait forcé le gouvernement roumain à adopter cette solution. Jusqu'alors la vente n'était pas réglementée ; quant au prix du pétrole il suivait le libre jeu de l'offre et de la demande, ou encore plus souvent, il suivait les prescriptions des cartels conclus. Sous ce régime le pétrole était tellement cher, que la plupart des paysans ne pouvant l'acheter, étaient forcés de rester chez eux sans éclairage.

Donc en 1908 on créa une société anonyme pour la distribution du pétrole. C'était un monopole d'état en ce qui concerne la vente intérieure du pétrole.

La description de l'activité et de la richesse pétrolière de la terre roumaine, ne sera pas aussi frappante que l'éloquence indiscutable des chiffres.

En voici. Ils sont relatifs à toutes les branches de l'industrie pétrolière. En les lisant le lecteur pourra se rendre bien compte tant de la situation que des progrès réalisés.

La production et sa valeur depuis 1906 jusqu'en 1913 (1):

Année	Tonnes	Valeurs en lei
1906	837.091	39.919.095 lei
1907	1.129.297	50.918.365 —
1908	1.147.737	51.647.715 —
1909	1.297.957	58.376.565 —
1910	1.352.407	47.330.115 —
1911	1.544.847	49.410.304 —
1912	1.804.761	72.190.440 —
1913	1.885.225	131.965.750 —

La production de 1913 était presque huit fois plus grande que celle de 1906, et trois fois plus grande que celle de 1906.

Il est intéressant de voir la proportion des autres pays. Nous prenons pour exemple les Etats-Unis, qui tiennent la première place dans la production mondiale du pétrole.

Production des Etats-Unis.

1910	1911	1912	1913
2.745.184 wag.	2.887.788	2.966.392	3.231.444

1. D'après la statistique du Ministère de l'industrie.

La comparaison est favorable à la Roumanie ! Tandis que la production des Etats-Unis avait augmenté de 1910 à 1913 d'un quart, la production de la Roumanie a augmenté presque d'un tiers.

* * *

La Roumanie tient la quatrième place dans la production mondiale du pétrole (1)
Wagons

Pays	1910	1911	1912	1913
1. Etats-Unis....	2.745.184	2.887.788	3.466.392	3.231.444
2. Russie et Galicie.....	1.131.971	1.060.689	1.044.406	1.033.422
3. Les Indes hollandaises....	149.571	167.066	152.000	153.422
4. Roumanie....	135.229	154.485	180.694	188.522
5. Indes anglaises	81.840	89.718	90.000	100.000
6. Mexique.....	44.437	187.352	210.000	300.000
7. Japon.....	25.742	22.118	25.000	25.000
8. Allemagne....	14.516	14.288	14.000	13.000
9. Divers pays....	22.936	25.988	27.500	35.000
Total.....	4.351.428	4.609.592	4.710.000	5.079.857

On remarque que depuis 1911 le Mexique a pris la troisième place occupée par les Indes hollandaises.

Actuellement la désorganisation de la Russie donne à la Roumaine la troisième place ; en outre, de vastes terrains pétrolifères connus, mais non exploités lui permettent un brillant avenir.

* * *

L'exportation. — Il est intéressant de voir, non seulement que 54,9 0/0 de la production sont exportés,

1. D'après la statistique de l'Institut géologique des Etats-Unis d'Amérique.

mais aussi que l'exportation du pétrole combustible diminue chaque année, tandis que l'exportation des dérivés du pétrole augmente. Les huiles et la benzine ont surtout été très demandées.

Cette constatation est heureuse pour celui qui regarde les choses du point de vue scientifique et non pas du point de l'égoïsme commercial. Cette tournure économique de l'exportation du pétrole est due en grande partie à la politique du gouvernement roumain.

Sans doute, les temps où l'on pouvait acheter en Roumanie n'importe quelle quantité de pétrole étaient avantageux pour l'étranger. Ils n'offraient pas pourtant de sécurité pour l'avenir, car cette situation était basée sur « l'ignorance » économique des vieux dirigeants du pays. Cette ignorance même serait à discuter, car il y a des preuves que certaines situations politiques difficiles, ont amené les hommes d'état roumains à fermer, bon gré, mal gré, les yeux sur les avantages « à l'Orientale » que l'étranger prenait de Roumanie. La situation actuelle d'une Roumanie éclairée et consciente, a le grand avantage d'être une situation nette. Un négociant ou un pays qui veut traiter en Roumanie une affaire de pétrole, sérieuse et loyale, est sûr de pouvoir la mener à bonne fin. Par contre il est naturel de constater la non réussite de ceux qui cherchent à appliquer en Roumanie les vieilles mœurs et les tendances à la spéculation, comme dans les pays barbares colonisés...

En ce qui concerne l'exportation en voici un tableau éloquent.

Années	Brut, résidus, gaz-oil et huiles miné- rales	Pétrole lampant et distillé	Benzine brute et rectifiée	TOTAL des expor- tation en TONNES	Valeur totale des exportations en francs
1906	54.799	190.914	74.493	325.206	30.572.310
1907	78.423	262.489	89.522	430.434	38.389.230
1908	78.765	263.633	122.860	465.208	43.622.780
1909	54.265	262.087	108.736	425.588	32.406.500
1910	122.492	337.036	126.334	586.151	37.371.810
1911	231.327	323.012	128.060	679.837	39.986.480
1912	318.441	353.564	173.816	846.420	60.323.380
1913	380.077	418.622	237.168	1.036.446	94.773.850

L'exportation du pétrole en proportion de l'exportation totale de la Roumanie.

TABLEAU POUR LA DERNIÈRE ANNÉE DE LA PÉRIODE
1906-1913.

Total des exportations.	$\left\{ \begin{array}{l} 75 \text{ } 10 \text{ } 0/0 \text{ de céréales et autres produits du sol.} \\ 24, \text{ } 37 \text{ } 0/0 \text{ pétrole.} \\ 0,50 \text{ } 0/0 \text{ bétail.} \\ 0,03 \text{ } 0/0 \text{ diverses.} \end{array} \right.$
4.569.436 tonnes	
d'une valeur de 670.705.330 lei.	

Ce tableau qui montre la grande place occupée par l'exportation du pétrole dans l'ensemble des exportations roumaines, nous force à reconnaître que la politique d'état ne peut pas lui être indifférente.

Où allait le pétrole roumain ?

Le pétrole roumain allait sans distinction dans tous les pays Européens, — de sorte qu'aucun n'a pu jamais se plaindre d'une préférence roumaine vis-à-vis d'une puissance quelconque.

1911 (1)

Exportation : 67.989 wagons d'une valeur de 40.734.838 lei

Pays	Wagons	Valeur
Angleterre	17.903	9.001.977
France	11.623	11.258.886
Allemagne	55.182	5.056.135
Egypte	11.034	4.856.240
Italie	1.800	692.210
Autriche	4.707	2.390.353
Hollande	2.434	1.433.184
Turquie	4.494	2.227.080
Divers pays	8.476	3.818.773

1912

Exportation : 84.642 wagons d'une valeur de 66.239.814 lei

Pays	Wagons	Valeur
France	16.615	16.982.301
Allemagne	8.777	12.943.918
Angleterre	21.461	12.431.245
Egypte	13.698	7.792.435
Italie	2.749	1.858.594
Autriche	8.344	4.780.380
Hollande	2.618	2.230.770
Turquie	5.801	3.812.20s
Divers pays	4.569	3.407.953

1913

Exportation : 103.644 wagons d'une valeur de 131.451.044 lei

Pays	Wagons	Valeur
France	15.791	29.075.669
Allemagne	12.788	24.921.422
Angleterre	23.913	23.924.923
Italie	11.886	12.221.997
Egypte	12.972	9.885.236
Autriche	7.800	8.470.743
Hollande	4.646	7.317.100
Turquie	6.160	5.382.541
Divers pays	7.640	10.039.412

1. D'après les statistiques du Ministère de l'industrie.

On voit donc que pendant l'année prospère de 1913 la proportion du pétrole exporté a été de 23 1/2 0/0, Angleterre, 14 1/2 0/0 France, 11 3/4 0/0 Egypte, 11 1/20 0/0 Allemagne, 10 3/4 0/0 Italie, 7 1/4 0/0 Autriche, 5 3/4 Turquie, 5,75 Hollande, 8 0/0 divers pays.

Il ne faut pas oublier que ce sont les 54,6 0/0 de la production qui étaient exportés.

* * *

La consommation du pays

La consommation du pays a beaucoup augmenté. Il est intéressant de remarquer que, tandis que la consommation a augmenté depuis 1906 jusqu'en 1913 dans une proportion de 60 0/0, la production du pétrole a augmenté de 1906-1913 de 300 0/0.

Dans les trois dernières années la consommation a augmenté de 58 0/0, tandis que la production a augmenté seulement de 45 0/0.

La consommation du pays depuis 1908-1913.

Qualités	1908	1910	1911	1912	1913
Benzine.	905	2.037	2.445	3.065	3.013
Pétrole lampant. .	3.842	4.185	4.394	4.994	5.139
Huiles T.	683	706	848	894	793
Huiles dénaturées.	531	1.048	1.391	2.055	2.579
Résidus.	46.107	46.876	55.712	68.097	69.922
Parafine.	—	77	114	114	142
Total.	52.068	54.929	64.904	79.169	81.147

C'est la benzine qui a été la plus demandée.

La distillation

Tandis que l'Etat roumain voulait diriger vers l'ex-

portation seulement les produits raffinés, les raffineries se multipliaient et atteignaient une grande capacité.

Voilà un tableau statistique des quantités distillées de 1910 à 1913.

1908	1904	1910	1911	1912	1913
109.000 wag.	220.000	230.000	253.000	308.000	372.000

les limites obtenues dans la distillation sont les suivantes :

	1906	1913
Benzine . . .	45 à 25 0/0	23,6 8/0
Lampant . . .	20 à 30 0/0	21,3 0/0
Huiles	2 à 8 0/0	2,7 0/0
Résidus . . .	44 à 56 0/0	50,7 0/0
Pertes	2 0/0	1,7 0/0

* * *

Les capitaux investis dans le pétrole roumain en 1913

La tableau ci-dessous montre que les capitaux étrangers ont eu toute liberté pour s'intéresser aux exploitations de pétrole de Roumanie.

Pays	Capital souscrit	Capital versé	Proportion des pays
Allemagne. .	146.637.000	110.354.000 sau	27,34
Hollande. . .	107.275.000	97.901.000 »	24.25%
Angleterre. .	151.451.000	95.411.000 »	23.64%
Amérique . .	25.000.000	25.000.000 »	6.19%
France. . . .	28.675.000	20.350.000 »	5.07%
Belgique. . .	15.400.000	14.395.000 »	3.56%
Italie.	7.500.000	7.500.000 »	1.85%
Roumanie . .	37.522.000	32.725.000 »	8.10%
Total'. . .	519.522.000	403.546.000 »	

Constatons sans commentaires que la Roumanie ne possède que 8 0/0 des capitaux investis dans le pétrole.

* * *

Les transports

Le pétrole était transporté en 1913, par 2.300 wagons-citernes et par 1.280 kilomètres de conduites. L'exportation était faite par les ports de Constantza, Giurgiu, Braila et par wagons-citernes.

A ce point de vue, la situation n'était pas bonne. Les moyens de transport étaient insuffisants. On fondait pourtant bon espoir sur la construction de la pipeline de Baicoi-Constantza et l'aménagement du port de Constantza (1).

* * *

Je termine l'historique de la période de 1906-1914 en montrant que le gouvernement roumain, dans le desir d'offrir la plus grande sécurité aux exploitants étrangers, a apporté à la fin de 1913 une nouvelle loi de consolidation des droits d'exploiter le pétrole. Quoique ressemblant à la réglementation de 1904, cette loi avait des parties spécifiques, qui feront le sujet d'une étude spéciale dans la partie législative de cet ouvrage (2).

1. Voir les chiffres de la période 1914-1918.

2. Dans la même période le ministre de l'industrie avait présenté le projet de loi de concession des terrains pétrolifères de l'état. Ce projet de loi n'a pas été pris en considération.

CHAPITRE VIII

1914-1918

La guerre mondiale ! Comme toutes les grandes catastrophes elle a fait voir beaucoup des vérités !

Les Roumains ont dû constater avec tristesse que la présence des capitaux étrangers dans le pétrole a donné occasion à des interventions étrangères dans les affaires intérieures de l'Etat. C'est seulement grâce à une politique habile que le pays a échappé à une véritable mésaventure.

Il est suffisant de dire qu'on a découvert que les entreprises allemandes étaient en liaisons directes avec la Wilhelmstrasse et que, au moment où la Roumanie devait entrer en guerre à côté des alliés, les exploitations allemandes de pétrole devaient être détruites par les agents allemands, qui les conduisaient.

La Roumanie était devenue le champ de bataille des intérêts contraires des puissances du monde. La présence des capitaux étrangers mettait en danger, non seulement la sécurité politique, mais la vie économique même du pays, par la possibilité de destruction des exploitations de pétrole.

Depuis les Roumains ont été saisis d'une crainte profonde. Ils se disent qu'ils ne peuvent être maîtres dans leur pays et qu'à tout moment ils doivent veiller à ne pas froisser les intérêts étrangers.

Cette situation leur fût révélée comme un mauvais rêve, — ou plutôt comme une mauvaise réalité !

La situation de la Roumanie semblait celle de l'homme qui a vendu son âme au diable pour une somme d'or...

Les services rendus au pays par les capitaux étrangers étaient grands, mais les dangers causés par ces mêmes capitaux étaient grands dans la même proportion.

Une formule pour concilier les intérêts contraires s'imposait.



A l'occasion de la guerre mondiale, la Roumanie s'est vue laissée à ses propres forces, en ce qui concerne le combustible ; elle ne pouvait plus recevoir du charbon. Par conséquent l'état roumain dût trouver le combustible nécessaire au milieu de ses frontières. N'ayant pas de houille, il fut réduit à utiliser le pétrole.

Par suite du manque de charbons, le pétrole a acquis pour les Roumains une importance encore plus grande.



Toute l'activité pétrolifère s'est ressentie de la guerre. La production comme l'exportation ont diminuées sensiblement.

En novembre 1916 une grande catastrophe s'abattait sur les exploitations de pétrole de Roumanie. Les armées roumaines avaient dû abandonner la plus riche région pétrolifère du royaume ; le commandement allié,

spécialement anglais, a donnée l'ordre de mettre le feu à toutes les installations pétrolifères.

Alors on voit sauter en l'air des dizaines de dépôts, contenant des centaines de tonnes de pétrole... Toutes les vallées de Prahava étaient envahies par la fumée des constructions incendiées. Les Allemands ne devaient pas pouvoir se servir des anciennes installations.

* * *

Les armées roumaines se retirèrent en Moldavie, où se trouvent les exploitations de Moinesti, produisant une quantité insuffisante de pétrole.

Pendant ce temps (1917-1918) dans le territoire occupé, les Allemands cherchaient à refaire les sondes détruites... On comprend donc que ces deux ans ne comptent pas dans l'étude du développement du pétrole roumain. Nous allons donner pourtant des chiffres sur la production et l'exportation pour qu'on puisse voir la différence avec les années précédentes de la guerre.

La Production (1).

Années	Tonnes	Valeur en lei
1913	1885.225	131.963.750
1914	1783.947	107.036.680
1915	1673.145	83.657.250
1916	1244.093	74.647.380
1917	517.491	77.623.650
1918	1214.219	182.132.850]

Sitôt la guerre éclatée la production diminua.

1. D'après la statistique du ministère de l'industrie.

Les sondes : Il y avait :

1916 sondes : 962 à 450 wag. par jour ; en forage 550

1918 sondes : 437 à 300 wag. par jour ; en forage 220

L'exportation

	Brut gaz-oil résidus huiles minérales	Lampant et distillé	Benzine brute et rectifiée	Total des export. en tonnes
1913	380.077	418.622	237.168	1.036.446
1914	191.545	297.800	164.143	653.488
1915	142.816	572.899	13.132	428.847
1916	98.090	112.982	3.690	214.722
1917	Occupation allemande			
1918				

La consommation du pays reste à peu près la même, parce que le pays accumulait des réserves. On le voit dans le tableau suivant :

Qualités	1914	1915
Benzine.....	3.167	3.176
Lampant.....	5.171	5.274
Huiles 1 ^{re}	1.021	1.345
Huiles dénaturées.....	3.060	3.489
Résidus.....	75.857	66.813
Paraffine.....	142	185
Total.....	78.278	80.098

La distillation avait une capacité de 415.000 wagons en 1914 ; 445.000 wagons en 1915 et 460.000 wagons en 1916.

La production mondiale du pétrole. En 1917 et 1918 la Roumanie produisait seulement 1,70 0/0 de la production mondiale du pétrole.

Voici les chiffres donnés par la statistique de l'institut géologique des Etats-Unis.

	1917	1918	la proportion
Etats-Unis.	44.127.790	47.456.029	69.15 0/0
Russie.	3.700.460	5.520.066	7.86 0/0
Roumanie.	510.455	1.242.219	1.70 0/0
Galicie.	805.480	777.640	1.09 0/0
Mexique	8.242.565	9.506.289	12.40 0/0
Indes Néerlandaises. .	1.763.391	1.836.917	2.58 0/0
Indes Anglaise . . .	1.128.300	1.066.667	1.55 0/0
Japon.	394.655	326.543	48 0/0
Autres pays	1.075.758	1.200.000	

Les transports du pétrole.

En ce qui concerne le transport il faut noter qu'en 1914 la pipe-line Baicoi-Constantza, avait commencé à fonctionner.

L'Etat avait installé deux pipe-line d'une longueur de 300 kilomètres chacune : la première avec un diamètre de 36 centimètres ; la deuxième avec un diamètre de 20 centimètres. La première destinée d'abord au pétrole brut avait un débit anormal de 1.000.000 de tonnes ; la deuxième, destinée au pétrole raffiné avait un débit annuel de 750.000 tonnes.

En même temps les réservoirs et l'outillage perfectionné qu'on construisait dans le port de Constantza, étaient presque terminés. Leurs capacité était de 200.000 mètres cubes.

* * *

Dans le territoire occupé les Allemands ont accompli un immense travail pour remettre debout les installations des exploitations. Avec des spécialistes amenés d'Allemagne et à l'aide (réquisitionnée) des habitants du pays, ils ont réussi à accomplir en peu de temps un énorme travail.

Après une année et demie, ils ont réussi à extraire quotidiennement 360 wagons de pétrole (1), c'est-à-dire 72 0/0 de la production d'avant-guerre.

Ayant besoin d'une pipe-line de Baicoi au Danube (2), ils ont démonté la pipe-line de 20 centimètres qui allait de Baicoi à Constanza et l'ont installée sur le parcours Baicoi-Giurgiu. Dans ce port ils chargeaient leurs bateaux, qui allaient en Allemagne, en montant le Danube.

L'installation de cette conduite a coûté la vie à des nombreux citoyens roumains, soumis à un travail inhumain sous forme de réquisition. Sans être payés, sans être nourris, une foule de travailleurs étaient forcés de creuser des fossés depuis six heures du matin jusqu'à 8 heures du soir. Dans ces conditions il n'est pas éton-

1. En septembre 1918.

2. Pour les transports en Allemagne.

nant que les Allemands aient réussi en quelques mois à installer la fameuse pipe-line.

Pendant que les techniciens allemands étaient occupés au travail décrit jusqu'ici, — leurs économistes s'appliquaient à la liquidation forcée des sociétés pétrolifères à capital allié, anglais, français, allemand et belge. Tous leurs droits étaient transmis à la société : *Erdol Industrien-Anlagen Gesellschaft*. Le traité de paix de Bucarest garantissait plus tard cette cession et mettait à la charge du gouvernement roumain le dédommagement des sociétés expropriés.

Le même traité obligeait la Roumanie à céder à l'Allemagne tous ses vastes terrains pétrolifères d'état. Ces terrains avec ceux expropriés, devaient appartenir à une grande société allemande d'exploitation.

C'était trop beau !

En plus, le traité instituait des monopoles et des délais de quelques ans, etc., qui complétaient merveilleusement la complète appropriation de cette immense richesse au profit des Allemands.

C'est pas ici la place de protester contre le procédé barbare, par lequel l'Allemagne voulait nous dépouiller de nos biens ; pourtant je tiens à faire remarquer que cette « paix » de Bucarest a montré clairement aux Roumains que le pétrole n'est pas seulement une richesse, mais aussi un facteur politique d'une énorme importance.

* * *

Heureusement pour la Roumanie, en novembre 1918

l'Allemagne était vaincue. L'armée roumaine entraît avec les armées alliées dans le territoire ex-occupé... les Allemands se retiraient... Cette fois ils avaient eu la sagesse de ne pas détruire, contrairement à leurs habitudes... Les réparations effectuées pendant l'occupation survécurent. Dans ces conditions, et avec du travail la Roumanie devait arriver en peu de temps à la production d'avant-guerre. Mais la situation actuelle du pétrole et les questions qu'elle soulève feront l'objet d'études spéciales dans les derniers chapitres.

DEUXIÈME PARTIE

LA LÉGISLATION. SON INTERPRÉTATION ÉCONOMIQUE

CHAPITRE PREMIER

Règlement des conditions générales de l'accord du droit de rechercher et d'exploiter le pétrole sur les propriétés de l'Etat [1893] (1).

A part les anciennes législations *Calimachi* et *Règlementul organic* — qui s'occupent plutôt des mines — ce règlement est le premier qui traite du pétrole.

Il y eut pourtant des projets de loi, présenté par : Joan Cantocuzino en 1870, D. Cretzulesco, en 1873, D. Dabija en 1881 et un projet d'initiative parlementaire en 1886.

Le règlement en question est d'un libéralisme sans bornes, et il fera sûrement sourire ceux qui connaissent l'âpre combat mené pour le pétrole.

« Le ministère de l'Agriculture et de l'Industrie, du Commerce et des Domaines est en mesure d'accorder le droit de rechercher et d'exploiter le pétrole sur les

1. Sanctionné par le décret royal n° 207 du 26 janvier 1893.

propriétés de l'Etat de toute personne — Roumain ou étranger — qui lui en fera la demande.

Il y a deux modes d'exploitation : 1^o par concession et 2^o par fermage.

Les concessions sont données pour un terme de dix ans (art. 2) sur une surface d'au moins 3 hectares et d'au plus 10 hectares (art. 5).

« Tout bénéficiaire d'une concession devra fixer au milieu de la superficie qu'il veut occuper, un poteau sur lequel il fera sculpter les initiales de son nom et la date de l'installation du poteau. Il fera constater cet acte par un procès-verbal conclu par l'agent forestier (art. 6).

On croirait que, en 1893, la Roumanie était encore à l'état sauvage.

Dans les conditions indiquées en hant « la place était considérée comme occupée par le pétitionnaire et personne ne pouvait plus s'approprier cette portion » (art. 7).

La pétition une fois enregistrée l'ingénieur du ministère se présente pour faire le procès-verbal, après quoi on signe le contrat de concession.

Le concessionnaire s'obligeait à faire chaque année au moins 50 mètres de fouille par des puits et 100 mètres de perforation avec la sonde (art. 20). Il devait payer pour la concession 20 lei par hectare (art 25).

C'était une très petite somme, même pour ce temps-là.

Le concessionnaire devait payer encore deux lei pour chaque tonne de pétrole extraite (art. 28).

2. *Le fermage* des puits producteurs se passait par licitation publique (art. 35) par des offres cachetées (art. 39) avec une garantie de la moitié du prix du fermage (art. 40).

Le fermier devrait entretenir les installations en bon état, étant responsable de leur endommagement (art. 51). Avec l'approbation du Ministère, le fermier pouvait approfondir les puits existant et ouvrir de nouveaux puits ou sondes.

Il suit une série de dispositions relatives à l'exploitation, à la sécurité des ouvriers et aux accidents. On prévoit des allocations pécuniaires aux blessés et aux femmes qui ont à déplorer la mort d'un parent dans un accident survenu dans les puits.

L'article 73 dispose que « les exploitants étrangers ne peuvent pas invoquer leur qualité d'étranger en ce qui concerne les obligations prises dans les contrats. Pour leur exécution, ils sont soumis aux lois du pays et à la juridiction exclusive des tribunaux roumains ».

Le législateur craignait les étrangers. Nous trouvons utiles de montrer ces choses, parce qu'il arrive souvent que des Occidentaux traite les Orientaux en semi-barbares, sans se rendre compte que ces derniers le remarquent et les jugent.

CHAPITRE II

LA LOI DES MINES DE 1895 (1)

Cette loi est le fondement de la législation minière et pétrolifère de Roumanie. Nous entrerons dans une analyse en tant qu'elle intéresse le pétrole.

En Roumanie — comme dans les autres pays — on a discuté, à l'occasion de la loi des mines, la nature du droit d'exploiter une mine, et si la propriété de la surface entraîne la propriété du sous-sol, si cette dernière a des limites.

La nature particulière de l'exploitation d'une mine a amené pour la propriété minière un régime différent du régime de la surface, car l'exploitation d'une mine intéresse l'économie de l'Etat et deuxièmement son exploitation est beaucoup plus difficile que celle de la surface.

En France la propriété minière est concédée par l'Etat, tout en réservant une redevance pour le propriétaire de la surface.

En Allemagne on applique le principe de la mine à l'inventeur.

En Angleterre et aux Etats-Unis le propriétaire de la surface et maître absolu du sous-sol.

1. *La loi des mines* votée par le Sénat dans la séance du 11 février 1895, avec une majoration de 65 votes contre 5. Votée par la Chambre dans sa séance du 18 avril 1905 avec une majorité de 81 votes contre 6. Sanctionnée et promulguée par le décret n° 1972 du 20 avril 1895.

On voit donc que les Etats, ayant des habitants entreprenants, ont laissé la propriété du sous-sol à la disposition du propriétaire de la surface.

La Roumanie qui se trouvait dans une situation spéciale, a dû adopter une mesure intermédiaire : sitôt après la découverte d'une mine, l'état demande au propriétaire de la surface s'il est disposé et s'il peut faire l'exploitation. En cas de réponse négative l'Etat procédera lui-même à l'exploitation, ou cédera le droit à une tierce personne qui payera au propriétaire de la surface une ferme et une redevance annuelle de 5 0/0 du produit brut (art. 5 et 55).

En ce qui concerne le pétrole le régime est variable.

a) Sur les propriétés particulières le pétrole reste à la libre disposition du propriétaire de la surface (art. 63) parce que « l'exploitation du pétrole est facile, elle n'a pas besoin de grands capitaux et pour l'exploitation on n'est pas forcé de faire des galeries souterraines » (1).

Nous pensons qu'on a institué un régime aussi libéral pour le pétrole, parce qu'on ne se rendait pas bien compte de sa grande utilité et parce que la liberté poussait à l'exploration;

b) *Les terrains pétrolifères de l'Etat* étaient soumis aux prescriptions générales de la loi des mines (art. 70).

L'étendue d'une concession de pétrole était de 100 hectares au maximum.

*
* *

1. Explication donnée dans le Sénat par le ministre A. Lahovary à l'occasion d'une question de G. Marzesco.

La loi des mines contient XIX titres et 138 articles. Dans un esprit de protection pour l'explorateur, on réglemente ses relations avec le propriétaire de la surface et avec les ouvriers. On accorde de nombreux avantages à l'exploitant, et même dans le cas où il abandonnerait la mine, on lui accorde un long délai pour revenir.

La loi des mines crée pour les travailleurs une maison d'assistance et de pensions pour les cas de maladies, accidents et mort.

*
* * *

Le règlement de la loi des mines, relatif à l'exploitation du pétrole sur les terrains de l'Etat(1) apporte des éclaircissements relatifs à la réglementation du pétrole.

Exactement comme le règlement de 1883, ce règlement accorde le droit de rechercher et d'exploiter le pétrole à toute personne. Roumain ou étranger (art. 1). Cette fois, pourtant, ce droit est accordé par concession seulement et pour une durée de trente ans (art. 2). La superficie concédée est augmentée de 10 hectares à 40 hectares (au maximum) (art. 5).

Le bénéficiaire d'une concession doit fixer un poteau au milieu du terrain qu'il veut occuper (art. 6).

Le concessionnaire a les mêmes obligations que dans le règlement de 1883 et en sus il doit payer un dédommagement égal à la double valeur des terrains voisins pour la surface détériorée par les fouilles ou l'installation des dépôts (art. 29).

1. Sanctionné par le décret n° 2322 du 5 mai 1895. Abrogé.

Il payera encore une redevance de 8-140/0 du produit brut de l'exploitation, selon qu'elle est loin ou près du chemin de fer et selon l'importance de la production (art. 29).

Les puits et les sondages faits par le concessionnaire resteront, à l'expiration du contrat, la propriété absolue de l'Etat; quant aux machines, instruments, wagons, chevaux, il pourra les enlever (art. 33).

Le concessionnaire est obligé de se conformer aux prescriptions prévues par la loi des mines (titres XVIII et XIX relativement à la maison d'assistance et aux pensions des ouvriers.

L'article 43 contient l'importante disposition que les machines, les outils et les autres appareils de l'exploitation et l'exploration seront exempts de tout droit de douane.

A la fin du règlement, l'article 49 décide que la protection étrangère ne peut jamais être invoquée. C'est un article pareil à l'article 73 du règlement de 1883.

CHAPITRE III

Le règlement du droit de rechercher et d'exploiter le pétrole sur les terrains de l'Etat 1900 (1).

Ce règlement qui abroge les deux règlements précédents contient pourtant les mêmes dispositions de prin-

1. Sanctionné par le décret n° 2182 du 5 avril 1900. Abrogé.

cipe en gardant des différences sur les points suivants :

La surface du terrain concédé est de 100 hectares et la diagonale la plus longue du polygone ne doit pas dépasser 2.500 mètres (art. 4).

Dans la même localité une personne ou une société ne peut avoir qu'une seule concession (art. 4).

Nous ne voyons pas la nécessité d'une telle disposition dont l'effet est de diviser le même capital, destiné au pétrole, en plusieurs exploitations, éloignées les unes des autres. Ce fait amènera une surveillance difficile et un coût de production élevé. Au point de vue économique cette disposition n'est pas bonne ; elle peut être expliquée seulement par des raisons politiques ; c'est-à-dire par l'influence probable exercée dans une région par une puissante société pétrolifère.

La concession est donnée pour cinquante ans (art. 15), c'est-à-dire une durée de temps, suffisante au succès de l'exploitation.

Le concessionnaire doit payer à l'Etat : 1° 30 lei pour chaque hectare concédé, comme droit d'occupation du terrain ;

2° Une redevance de 10-15 0/0 du produit de l'exploitation.

* * *

Le règlement prévoit aussi les modalités de la ferme des puits pétrolifères en exploitation, des échafaudages abandonnés et des terrains explorés de l'Etat.

La ferme se fait pour un délai de cinquante ans, par licitation publique (art. 30).

Le fermier peut approfondir les puits abandonnés, creuser des nouveaux puits et des nouvelles sondes (art. 31).

Payements : 1° La ferme résultant de la licitation ;

2° Une redevance de 10-15 0/0 du produit brut de l'exploitation ;

3° Un dédommagement égal à la double valeur des terrains voisins, pour les surfaces détériorées par des fouilles, dépôts, etc. (art. 33).

A l'expiration du contrat les puits et les sondages faits par le concessionnaire ou le fermier restent la propriété de l'Etat.

* * *

Le règlement de 1900 contient encore dans le titre VI une série de dispositions relatives aux exploitants des propriétés particulières (1). Ces dispositions sont édictées conformément aux titres VI, XI, XII, XIV, XVI, XVIII et XIX de la loi des mines, qui dispose en ce qui concerne les prescriptions d'intérêt général que les exploitants cités sont soumis au contrôle des autorités minières.

Conformément à l'article 56 les exploitants doivent tenir : 1° Un plan des travaux ; 2° Un registre de la marche de l'exploitation ; 3° Un registre pour les observations minières ; 4° Un registre d'extraction ; 5° Ils

1. Ces dispositions ont été abrogées par le règlement d'administration et de police minière du 16 octobre 1916.

doivent avoir un représentant parlant le roumain, pour pouvoir s'entendre avec les contrôleurs du ministère.

Les exploitants doivent avertir le ministère de l'ouverture d'un nouveau puits ou sonde (art. 58), et prendre les mesures nécessaires pour la sécurité des travailleurs (art. 63).

Les dispositions finales, concernant l'exemption de douane, l'expiration du contrat et l'action en justice, sont semblables à celles du règlement de 1893.

* ■ *

Comme on l'a vu, le règlement de 1900 contient bien des dispositions utiles au bon développement des explorations et exploitations pétrolifères de Roumanie.

En ce qui concerne l'intervention de l'Etat dans les exploitations particulières, elle est applicable par le fait que de nombreux concessionnaires se trouvaient sans connaissances spéciales du pétrole et que l'Etat se voyait forcé de les obliger à travailler davantage et d'une manière scientifique.

CHAPITTE IV

Loi pour la réglementation et la consolidation du droit d'exploiter le pétrole et l'osokuérite sur les propriétés particulières 1913 (1).

Cette loi étant toujours en vigueur, nous allons l'étudier de très près, en laissant pour la fin les diffé-

1. Votée le 8 juin 1913 ; c'est la loi de 1908 modifiée.

rences qui la distinguent de la loi précédente de 1904.

La loi de 1913 est divisée en 10 chapitres, contenant 79 articles.

Le premier chapitre traite la nature du droit de concession, la transcription de l'acte et la préférence entre les concessionnaires.

Conformément au premier article le droit du concessionnaire est un droit réel mobilier. C'est une chose très importante, car les conséquences juridiques qui en dérivent sont bien intéressantes.

D'après la loi de 1895 c'était un droit personnel semblable à la location, qui donne sur le propriétaire un droit de créance. D'après la jurisprudence roumaine la concession avec la possession de fait du terrain donnait la préférence vis-à-vis des concessionnaires éventuelles du même terrain.

Il y avait en conséquence des luttes de possession entre les divers concessionnaires.

La loi de 1913 en transformant la nature du droit du concessionnaire, réglemente ses conséquences en ce qui concerne la transcription, et la préférence découlant de la transcription.

Le droit de concession est opposable aux tiers par la simple transcription de l'acte dans le registre des transcriptions, tenu au tribunal respectif (art. 2).

En prévoyant que le premier concessionnaire peut céder ses droits, — le législateur a prévu cette circonstance et a disposé que toutes les cessions seront transcrites dans le même registre, à la partie de la concession.

Le contrat de concession peut être prolongé par une

simple pétition adressée pendant la concession au président du tribunal (art. 3).; après quoi on en fera transcription à la suite.

La préférence des concessions est réglée d'après l'ordre de la transcription dans le registre des transcriptions.

Les articles 6 et 7 prévoient le cas des concessionnaires, qui n'ont pas encore transcrit leurs droits, malgré l'invitation de la loi de 1904.

La consolidation du droit de concession est faite par une pétition adressée au président du tribunal de l'immeuble, avec les actes suivants: 1°) l'acte de concession et des diverses cessions (s'il y en a) en original ou en copie, avec l'attestation du pétitionnaire. La demande ne doit contenir qu'au plus 25 parcelles prises en concession. Elle devra contenir à part le nom du concessionnaire, les noms des voisins de son terrain (art. 8). Le concessionnaire devra demander aussi la citation des personnes qui figurent comme propriétaires dans les rôles de contribution foncière, faute de quoi la décision ne pourra pas leur être opposée (art. 8).

Le tribunal déléguera un ingénieur-arpenteur qui fera une enquête sur le terrain devant les parties en procès et qui relèvera aussi le plan du terrain (art. 10-13). Après quoi le tribunal ordonne les publications de consolidation et fixe la date de la séance sous au moins 30 jours et au plus deux mois (art. 17-20).

Les concessionnaires doivent adresser au tribunal leurs contestations trois jours francs avant la date fixée pour le jugement de la consolidation (art. 22).

Le jugement est fait par une *commission* composée de 3 membres, (en majorité magistrats), est présidée par le premier président, ou un président du tribunal local ; elle se réunit à l'heure fixée par les publications à la mairie de la commune, dans la zone de laquelle est situé le terrain à consolider (art. 24 et 27).

La commission entend les parties, examine les documents présentés, entend les témoins sans prestation de serment et fait toutes les investigations qu'elle considère comme utiles. En cas de besoin elle pourra aller elle-même sur le terrain pour entendre les témoins des parties (art. 28).

La décision de consolidation sera prononcée dans un délai de trois jours francs après la fermeture des débats à la mairie locale ou au tribunal (art. 31 et 32).

Appels et recours

La décision de consolidation est sujette à l'appel devant la Cour dans un délai de quinze jours francs après la communication ; l'appel est jugé d'urgence et sans droit d'opposition (art. 35, 36 et 38). Il reste pourtant le droit de recours en cassation dans un délai de quinze jours après la communication (art. 39).

En matière de consolidation pétrolifère le délai de péremption est d'une année (1).

L'exécution et les effets de la décision de consolidation

La décision de consolidation, investie avec la for-

1 Art. 41 dit : « il est la moitié du délai fixé par l'art. 257 de la procédure civile. »

mule exécutoire, est exécutée par huissier sans sommation ou communication de titre (art. 42). De préférence à toutes les affaires, ces contestations sont jugées d'urgence par le tribunal respectif, sans droit d'opposition pour ceux jugés par défaut (art. 44).

Cette décision est sujette à appel dans un délai de dix jours francs après le prononcé et au recours en cassation dans un délai de dix jours francs après la décision de la Cour d'appel (art. 45).

Quand la décision de consolidation est définitive, les parties doivent intervenir au greffe pour qu'on fasse mention de cette décision et exécution à la partie du terrain concédé art. (48).

A partir de ce moment la consolidation est définitive.

La loi prévoit à l'article 48 un cas extrêmement grave, qui heureusement arrive rarement. Il s'agit du cas de deux ou plusieurs concessions sur le même terrain consolidées par erreur. C'est une situation pénible. L'article dispose que « la commission décidera sur l'étendue de ses décisions, en établissant la décision qui doit produire des effets ».

La protection accordée au concessionnaire va très loin, heurtant même des principes juridiques élémentaires ; ainsi l'article 49 dispose que « même si une tierce personne établit légalement vis-à-vis du concédant, son droit de véritable propriétaire, elle devra respecter la concession consolidée ; mais elle pourra établir devant la justice le quantum réel de sa redevance pour l'avenir. »

Il faut avouer que la compensation donnée au pro-

priétaire est infime et que le droit sacré de la propriété est ici gravement lésé. Cet article peut être expliqué seulement par la grande protection accordée aux étrangers. En effet, l'étranger venu en Roumanie pour exploiter des terrains, ne connaît pas les habitants et n'a pas le temps nécessaire pour ouvrir des enquêtes sur les hommes avec lesquels il a affaire. Il traite avec les propriétaires apparents, quoi que dans un pays moins protecteur il devrait se renseigner ; ou risquer autrement son capital.

La loi roumaine ne se soucie que ménager l'étranger et ne se gêne pas pour frapper un des droits les plus indiscutables de l'individu.

Une autre disposition aussi révoltante et fréquente est celle de l'article 84. Si une propriété indivise est consolidée et si un ou plusieurs copropriétaires n'ont pas pris part à la concession, ils n'auront que le droit d'établir une redevance pour l'avenir.

Le partage des terrains possédés en commun, n'est pas opposable au propriétaire d'une partie indivise, s'il n'a pas pris part à la conclusion de l'acte de partage (quand celui-ci se fait par bonne entente) ou si le partage s'est fait par un jugement où il n'a pas été cité.

Si dans le partage, le terrain concédé ne tombe pas dans le lot de celui qui l'a concédé, le contrat de concession est quand même opposable pendant vingt ans au propriétaire déclaré par le partage, pendant ce temps il aura le droit d'établir en justice une redevance pour l'avenir (art. 54).

Les terrains des femmes mariées sous le régime dotal,

des mineurs, des interdits et de ceux mis sous le conseil judiciaire (qui conformément au Code civil ne peuvent être loués que pour cinq ans) ont ici l'avantage d'être concédé pour un délai de vingt ans à condition que les représentants légaux aient aussi l'autorisation de l'époux (ou du tribunal, au cas où celui-ci refuse); pour les autres incapables avec l'avis du conseil de famille et l'homologation de la justice (art. 57).

Les troubles de concessions parus après la consolidation sont jugés par le président du tribunal, où on a fait la demande de consolidation par une ordonnance définitive et exécutoire.

Une concession consolidée peut être remise en gage, à deux ou plusieurs personnes; mais c'est la date de la transcription qui règle les préférences des gagistes (art. 64). Le gage peut être vendu.

Dans l'article 61, la loi de consolidation contient une disposition très louable: « celui qui conscient donne son terrain en concession successivement à deux ou plusieurs personnes, ou accordera une concession qui ne lui appartient pas, en se donnant pour propriétaire, sera puni conformément à l'article 333 du Code pénal (1). »

L'effet de cette disposition a été d'arrêter les tricheries qui malheureusement étaient commises.

La loi contient encore quelques articles relatifs aux taxes et timbres nécessaires pendant la procédure, ainsi que quelques-uns relatifs à son application.

1. C'est-à-dire un mois jusqu'à un an de prison et une amende de 26 jusqu'à 2.000 lei.

* * *

La loi des consolidations pétrolifères de 1919 (1) est le squelette de la loi que nous venons d'étudier, tout en contenant quelques différences.

La loi de 1904 ne possède pas l'article 9 relatif au fait que la demande de consolidation ne peut contenir qu'un maximum de 25 parcelles dans la même commune. On voit ici l'ancienne crainte de l'influence du concessionnaire.

Cette loi ne possède pas non plus les articles relatifs à l'enquête de l'ingénieur-arpenteur avant le jugement.

En ce qui concerne la composition de la commission il n'y a pas de différence : l'article 5 de la loi de 1904 est semblable à l'article 24 de 1913. Le dernier possède pourtant encore un alinéa : « la commission peut juger avec deux membres ; la présence d'un magistrat est prévue sous peine de nullité. » Cet alinéa est remarquable, car la présence d'un magistrat inspire confiance.

La loi de 1904 laisse un délai d'appel plus long (30 jours) que la loi de 1913 (15 jours). On a constaté que ce délai n'est pas nécessaire, et il fait traîner les formalités de la consolidation.

Dans la loi de 1904 le recours en cassation n'existait pas. C'était une lacune. La loi de 1913 parle de ce recours dans les articles 39 et 42.

1. Sanctionné par le décret n° 1698 du 9 mai 1904. Elle a eu un règlement.

Il y a encore une différence de détail. La loi de 1904 ne contient pas l'article 60: « L'ordonnance du président sera exécutée par l'administration ; au cas où la partie voudrait l'exécuter par huissier, elle devra supporter les dépenses. »

C'est une facilité de plus, accordée aux concessionnaires par la loi.

Considérée dans ses lignes générales, la loi des consolidations de 1913 est beaucoup plus complète que la loi de 1904 et elle réussit à cristalliser beaucoup mieux la politique de protection des capitaux étrangers pour le pétrole. Dans cette voie elle va si loin qu'elle dédaigne même la propriété des citoyens roumains, comme nous l'avons montré dans l'article 49. Nous croyons qu'il n'y a qu'une négligence, car nous ne pouvons expliquer autrement qu'on ait voté ce sacrilège.

CHAPITRE V

Loi pour le refus des demandes existantes et futures relatives à la concession des terrains pétrolifères de l'Etat, jusqu'à l'étude des régions par le Ministère, 1905.

Cette loi, des causes de laquelle nous avons déjà parlé, contient deux articles. A savoir :

1. Sanctionnée par le décret du 15 juin 1905. Publiée et rectifiée dans le *Moniteur officiel*, n° 70 du 28 juin 1905. Proposée par le ministre Ion Lahovari. Votée sans discussion par la Chambre des députés le 29 mai 1905 ; votée par le Sénat le 28 mai 1905. Les rapporteurs ont été M. Crupensky pour la Chambre et Gr. Stefanescu pour le Sénat.

L'article premier qui répète le titre en expliquant que l'interdiction durera jusqu'à la détermination des régions pétrolifères, conformément au journal n° 515 du 20 juin 1904 du Conseil des ministres.

L'article 2 qui dispose que les études une fois finies, le ministère proposera les conditions les plus avantageuses pour l'Etat dans l'approbation des concessions pétrolifères.

* * *

Nous croyons qu'on aurait pu arriver au même résultat, par une simple décision administrative. La loi a eu pour effet de mettre le gouvernement dans la délicate situation d'avoir l'air de ne pas savoir ce qu'il veut faire de ses terrains pétrolifères.

Une décision administrative s'imposait d'autant plus que la nouvelle loi des concessions était presque prête, et devait être présentée avant six mois aux corps législatifs.

CHAPITRE VI

Loi pour la concession des terrains pétrolifères de l'Etat de 1906 (1)

Cette loi importante contient 4 principes fondamentaux :

1. Sanctionnée par le décret n° 144 du 17 janvier 1906, publiée dans le *Moniteur officiel*, n° 239 du 28 janvier 1906. Le Sénat l'a adoptée le 8 décembre 1905, avec une unanimité de 60 voix. La Chambre des députés l'a adoptée avec une majoration de 68 contre 2 (avec une modification). Le Sénat l'a votée de nouveau le

1° La division des terrains pétrolifères en : a) terrains connus ; b) terrains inconnus ;

2° La division des terrains en lots concédables à plusieurs personnes ou sociétés ;

3° La constitution de la réserve des terrains pétrolifères de l'Etat ;

4° La conservation absolue des transports dans les mains de l'Etat.

• • •

Conformément à cette loi, les terrains pétrolifères de l'Etat sont divisés en terrains connus et inconnus, qui à leur tour sont divisés en lots par districts et régions.

Le gouvernement peut accorder des concessions pour un maximum de cinquante ans sur des lots formés par 100 hectares de terrains connus et 1.000 hectares de terrains inconnus. Ces lots peuvent être pourtant divisés en fractions inférieures proportionnées (art. 1 et 3).

Si le même lot est demandé par plusieurs personnes on fera une licitation par des offres écrites et le lot sera concédé à celui qui offrira la plus grosse redevance brute, tout en respectant les autres conditions de la loi (art. 1).

Nous croyons que cet article aurait dû contenir l'idée de préférence donnée aux exploiters sérieux, qui — voyant mieux les possibilités réelles — sont beaucoup plus avares dans les offres de redevances. L'article

21 décembre 1905 à l'unanimité. Les rapporteurs pour le Sénat : D.-D. Alexandresco ; pour la Chambre : G. Cantacuzène.

Cette loi a un règlement sanctionné par le décret n° 780 du 6 février 1906, et publié dans le *Moniteur officiel*, n° 263 du 28 février 1906.

tel quel, donne aux aventuriers la possibilité d'acquiescer des concessions, sans avoir plus tard les possibilités de les exploiter dans de bonnes conditions. Le fait que la loi demande une garantie pécuniaire (comme on verra plus tard) n'est pas suffisant car la garantie peut facilement être utilisée dans un autre but.

* * *

Le même concessionnaire pourra avoir au plus trois lots, pour les quels il devra déposer à la *Casa de depuneri* (1) une somme de 2 millions de lei pour chaque, comme garantie de la possession du capital nécessaire à l'exploitation (art. 2).

Conformément au dernier alinéa du 1^{er} article les fusions ou les cessions de concessions, qui finiraient par mettre un seul groupement de concessionnaires en possession de plus de 3 lots, ne sont pas admises ; les fusions secrètes sont punies par l'annulation des concessions qui entrent dans la fusion.

A. — *Obligations du concessionnaire* (art. 6, 7, 11, 12 et 13). 1° Commencer au cours de la première année de la concession l'installation d'au moins 4 sondes sur chaque lot et continuer dans les années suivantes à installer encore au moins 4 sondes sur chaque lot.

2° Installer dans les trois premières années de la concession des sondes d'exploration sur chaque périmètre de 100 hectares de terrains connus, en menant les fouilles jusqu'à 800 mètres au minimum la Munteonie et 1.000 mètres au minimum la Moldavie.

1. Banque roumaine d'Etat.

3° Installer sur chaque lot de 1.000 hectares de terrains connus 10 sondes d'exploration, qui deviendront des sondes d'exploitation si elles trouvent le pétrole; cinq de ces sondes seront menées jusqu'à 800 mètres en Muntenie et 1.000 mètres en Moldavie; les cinq autres jusqu'à 500 mètres en Muntenie et 600 mètres en Moldavie, les sondes seront installées deux par année.

L'obligation du concessionnaire de creuser en Moldavie à une profondeur de 1.000 mètres est expliquée par le fait que ces terrains ressemblent aux terrains de Galicie, qui ont un rendement sérieux à partir de 1.000 mètres seulement, — le législateur n'a pas mis l'obligation d'une profondeur plus grande que 1.000 mètres, — car l'exploitant qui est arrivé avec sa sonde à cette profondeur, continuera tout seul à creuser plus loin, au cas où il aurait des indices d'une nappe pétrolifère.

4° Chaque lot devenu terrain pétrolifère connu devra être divisé par le concessionnaire en deux parties égales, dont l'Etat choisira celle qui lui conviendra. Si dans les six mois après la constatation, le concessionnaire ne s'est pas exécuté, l'Etat peut faire sans sommation ni mise en demeure, la division ci-dessus, et choisir la partie qui lui convient.

B) *Redevance à l'état* (art. 14). — 1° 10 0/0 du produit brut de l'exploitation, quand la production ne dépasse pas sur chaque lot de 100 hectares, terrain connu (ou terrain inconnu devenu connu) la quantité de 8.000 wagons par an. La redevance est de 12 0/0 quand production est de 8.000-16.000 wagons par an; la rede-

vance est de 14 0/0 quand la production dépasse 16.000 wagons annuellement. On ne paye aucune redevance pour les terrains inconnus jusqu'au moment où ils deviennent terrains connus.

2° Un quart du bénéfice net de l'exploitation, quand celui-ci varie entre 10 et 30 0/0 ; à partir de 30 0/0 la part de l'Etat est de 50 0/0 du bénéfice net.

3° Une ferme annuelle de 20 lei par chaque hectare de terrain pétrolifère connu ou devenu connu. En sus des taxes générales.

* * *

Etant donné que l'Etat ne fait payer que les terrains pétrolifères connus — qui rapportent énormément — nous croyons que les redevances demandées ne sont pas grandes. Elles laissent aux capitaux la possibilité d'un gain d'au moins 100 0/0.

C. — *La réserve pétrolifère de l'Etat* (art. 5, 7, 8 et 9). Pour la constitution de la réserve pétrolifère de l'Etat on procède de la manière suivante :

1° A la formation de lots on conserve sur le tableau de chaque lot destiné à être concédé une part de terrain égale à au moins un quart du terrain connu et un et demi du terrain inconnu après qu'il est devenu connu.

Comment devient-il connu ? Voici : d'après l'exploration de l'exploitation les six sondes installées sur un lot de 1.000 hectares de terrains inconnus, donnent une production d'au moins un wagon par jour pendant un mois le lot de 1.000 hectares sera considéré à la suite d'un procès-verbal comme terrain pétrolifère connu.

La réserve pétrolifère de l'Etat ne pouvait être concédée qu'en 1716 dans de nouveaux lots.

Il faut reconnaître que la création de la réserve est une heureuse disposition de la loi de 1906.

D. — *Moyens de transport* (art. 10). L'Etat se réserve exclusivement l'exploitation de tous les moyens de transport du pétrole et de ses dérivés (sur le chemin de fer, conduites, pipe-line, etc.) provenant des exploitations du pays.

Les concessionnaires de l'Etat ont pourtant le droit de relier leurs exploitations par des conduites à la gare la plus proche.

* * *

En principe quoique les exploitants eussent pu organiser mieux le transport — la solution de la loi est acceptable quand on pense que le pétrole a non seulement un aspect économique, mais un aspect politique aussi — qui ne peuvent être séparés.

C'était d'ailleurs la seule voie par laquelle l'Etat pouvait exercer effectivement son contrôle et sa souveraineté sur ce produit, qui intéresse sa sécurité politique.

En ce qui concerne la manière dont l'Etat roumain s'est acquité de son obligation — car c'était pas seulement un droit, mais aussi une obligation — nous croyons qu'on peut la qualifier de satisfaisante. La construction des pipe-lines et des bases de Constantza, Giurgin, et Braila sont les preuves de cette affirmation.

E) *Les litiges* (art. 15 et 17). — Conformément à la loi les litiges entre les concessionnaires et l'Etat sont jugés par les instances roumaines, car toutes les concessions sont soumises aux lois et aux règlements roumains.

La loi contient à la fin une disposition que nous considérons comme superflue : « l'Etat ne prend aucune responsabilité pour la *récitabilité* des terrains concédés, tant connus, que inconnus ».

Le législateur a voulu être clair et honnête.

• • •

Dans le règlement de la loi il y a quelques dispositions intéressantes : Pendant cinq ans après le commencement des travaux d'exploitation, un tiers du personnel (ouvriers et contremaîtres proportionnellement) devra être composé de Roumains. Pendant dix ans, deux tiers au moins du personnel technique et ouvrier — proportionnellement dans chaque catégorie — devra être composé de Roumains.

Comme on le voit les prétentions de l'Etat n'étaient pas exagérées. D'ailleurs, il faut penser à la nécessité dans laquelle il se trouvait de les exiger, à cause de ses propres obligations vis-à-vis de ses citoyens, auxquels — en réalité — appartiennent toutes les propriétés. C'est pourquoi, nous croyons qu'on aurait pu fixer une proportion plus élevée des Roumains dans les exploitations pétrolifères.

* * *

En résumé, la loi de 1906 quoique avec des tendances de nationalisation, montre beaucoup de bienveillance aux capitaux étrangers, tant par la facilité de leur admission dans les concessions, que par la petitesse des redevances et taxes, auxquels ils sont soumis.

CHAPITRE VII

Règlement pour accorder le droit de rechercher et d'exploiter le pétrole sur les propriétés de l'Eforie des hôpitaux civils 1905 (1).

Le règlement a été institué pour régir les vastes domaines de l'Eforie. Conformément à ses dispositions le droit de chercher et d'exploiter le pétrole sur ces propriétés est accordé de deux façons :

1° *Par licitation publique* pour les terrains producteurs pour une échéance de trente ans (art. 2).

2° *Par concession* pour trente ans sur des périmètres de 50 hectares au maximum (les intermédiaires sont exclus).

Les candidats doivent déposer une pétition à l'Eforie. Deux semaines après ils y sont autorisés ils doivent déposer à la *Casa de depuneri* une somme de 500 lei pour les dépenses nécessitées par le contrat et 100 lei comme garantie pour chaque hectare demandé. S'il y

1. Sanctionné par le décret n° 3733 du 4 juillet 1905. L'Eforie des hôpitaux civils est une institution de bienfaisance, qui soutient nombre des hôpitaux en Roumanie.

a plusieurs postulants, dans un délai de quinze jours, l'Eforie les réunira aux fins de licitation. Le candidat accepté sera mis en possession, et obligé de verser encore une garantie définitive de 200 lei par hectare et 500 lei par hectare comme droit de concession et dédommagement pour les dégradations apportées à la surface.

On voit donc que le candidat à une concession doit verser à l'Eforie une somme de 40.000 lei avant de commencer toute opération d'exploitation de pétrole. S'il est compréhensible de demander un fort pourcentage du bénéfice il n'est pas pratique de demander avant toute exploitation une si forte somme, qui s'ajoute au risque de ne pas trouver de pétrole.

Avec une semblable méthode on arrive à chasser les amateurs d'explorations et d'exploitations pétrolifères. On peut répondre pourtant qu'il y en a des terrains où la présence du pétrole est certaine. Dans ce cas personne n'empêchait le législateur de classer les terrains de l'Eforie en deux catégories : 1° terrains pétrolifères connus ; 2° terrains pétrolifères inconnus. Les terrains de la première catégorie auraient pu être soumis aux conditions de la loi, tandis que les terrains de la deuxième catégorie auraient été soumis à d'autres conditions.

Droits et obligations du concessionnaire (art. 22-36).

1° Installer dans les dix premières années une sonde sur chaque 10 hectares ; installer dans chaque année suivante une sonde sur chaque 10 hectares. Au cas où la production ne pourrait pas se maintenir pour les

sondes en fonctions à trois wagons au minimum par jour.

Après avoir réglé les détails de l'exploitation, on arrive à la question des *paiements*. Le concessionnaire doit payer à l'Eforie une redevance de 10 0/0 du produit brut extrait et en sus toutes les taxes et les impôts prévus par la loi des mines ou les lois spéciales.

La production est constatée d'après les registres d'extraction, les registres des chemins de fer, les comptoirs, ou tout autre acte.

Les sanctions les plus sévères sont prévues pour ceux qui cacheraient la quantité véritable de la production.

Les articles 51 et 52 prévoient les mesures de sécurité des exploitations pétrolifères.

A l'expiration du contrat de concession les sondages et toutes les installations fixes resteront la propriété de l'Eforie, sans qu'elle soit obligée à des dédommagements. A ce moment le concessionnaire pourra enlever les machines, les instruments, les wagons, les chevaux, etc., qui — d'après l'avis de l'ingénieur de l'Eforie — pourront être écartés sans mettre en danger l'existence des installations, ni leur accessibilité (art. 45).

Le contrat de concession ou le bail ne peuvent être cédés, qu'avec l'autorisation préalable de l'Eforie, à laquelle on paiera un droit de transmission de 10 0/0 de la somme prévue comme droit de concession dans le contrat c'est-à-dire au moins 100 lei par hectare.

Après avoir passé en revue les conditions du règlement de 1905, nous pouvons dire que ce règlement manque complètement d'esprit économique ou commercial. Il n'attire pas l'exploitant. C'est un règlement égoïste de protection des intérêts de l'Eforie. Il n'y a aucune disposition qui montre qu'on se soit soucié des intérêts du concessionnaire. .

Dans ces conditions il est naturel que les terrains de l'Eforie n'aient pas eu le grand nombre d'amateurs qu'ont eu les terrains des particuliers.

Nous croyons que du moment où l'Eforie même y est intéressée, l'entreprise doit être organisée sur des bases économiques, qui permettent son développement.

Sinon, la concession aurait dû être tout simplement refusée.

CHAPITRE VIII

Loi pour l'interprétation et l'extension des articles 5 et 58 de la loi des aliénations des biens de l'Etat du 6 avril 1889.

Cette loi ne présente qu'un intérêt plutôt historique. Nous n'allons pas l'analyser. Le lecteur pourra trouver des détails dans la partie historique de cet ouvrage.

CHAPITRE IX

Lois taxant le pétrole

Il y a deux lois qui ont créé des taxes sur le pétrole et qui ont été en vigueur jusqu'à la grande guerre.

I. — *La loi de création de l'impôt sur le mazout de 1887* (1), crée une taxe annuelle de 24 *lei noi* pour tous les exploitants de mazout. Ce que les propriétés particulières prenaient en argent ou en nature des exploitants leur était calculé comme revenu soumis à l'impôt foncier. En toute hypothèse cette somme ne pouvait dépasser la cinquième partie de la production nette des puits pétrolifères.

C'était une toute petite taxe.

II. — *La loi pour la création d'une taxe de consommation du pétrole de 1900* (2) établit un impôt indirect. Elle crée une taxe de 7 centimes (*bani*) sur chaque kilogramme de benzine, lampant et huiles minérales (d'une densité d'au moins 0,920), mis en consommation dans les pays. Les produits suivants : la paraffine, les huiles ordinaires et les résidus employés comme combustibles ; plus conformément à l'article 1^{er}, la benzine employé dans les procédés industriels et aux moteurs étaient exempts de toute taxe.

Cette loi contient des dispositions sévères et bien liées, en ce qui concerne la perception de la taxe, le

1. Sanctionnée par le décret n° 867 du 24 mars 1887.

2. Votée par le Sénat le 1^{er} février 1900 avec une majorité de 80 contre 1, votée par la Chambre le 8 février 1900.

contrôle des agents fiscaux et les pénalités appliquées à ceux qui ont frustré l'Etat.

Il faut retenir l'article 3, qui décide que le pétrole destiné à l'exportation n'est pas soumis à la taxe de consommation. Par conséquent, l'exportation était encouragée.

On voit donc que la taxe établie par la loi de 1900 était plutôt un impôt indirect sur les habitants du pays. Les exploitants ne perdaient rien car dans le pays ils purent augmenter leur prix sans craindre une concurrence quelconque. A l'étranger ils étaient dans une situation semblable à celles des autres producteurs, car pour l'exportation on ne prélevait aucune taxe.

CHAPITRE X

Loi sur le travail des mineurs et des femmes dans les établissements industriels et les exploitations minières de 1906 (1).

Cette loi roumaine a été inspirée par la législation française du travail, qui tire ses origines du manifeste du D^r Villermé en 1841, qui voulait mettre un terme à l'exploitation des enfants dans les industries textiles.

Il est incontestable pourtant que le pays, qui le premier s'est occupé de cette question est l'Angleterre, — où — en 1802, Robert Pell donna, le fameux « acte pour la préservation de la santé et de la moralité des

1. Votée par le Sénat le 17 janvier 1906 avec l'unanimité; votée par la Chambre le 21 janvier 1906 avec une majorité de 61 contre 1.

enfants employés dans les manufactures de coton et de laine ».

La loi roumaine est une fusion des dispositions épar-
sées des lois françaises en ce qui concerne le travail dans
les usines, les manufactures, les ateliers et les mines.

La dernière loi votée en France avant la loi rou-
maine, était la *loi des mines* du 29 juin 1905, qui rédui-
sait à huit heures la journée de travail des adultes
employés à l'extraction du minerai. En ce qui concerne
les enfants, la France possédait alors la loi de 1892, qui
interdisait aux enfants le travail des fabriques avant
treize ans ; ils en avaient pourtant l'autorisation s'ils
possédaient le certificat d'études primaires et un certi-
ficat médical d'aptitude. Dans ce cas ils devaient tra-
vailler dix heures par jour au plus.

Considérant ces mesures comme insuffisantes, le
gouvernement français avait déposé le 13 juillet 1905,
un projet de loi, qui reproduisait les conditions de l'*As-
sociation pour la protection des travailleurs*.

C'est à savoir :

1° L'âge d'admission fixée à quatorze ou seize ans,
comme la Suisse et l'Espagne ;

2° La réduction de la durée de travail des enfants :
demi-temps.

En 1905 en appliquant aux enfants en France les dis-
positions spéciales relatifs : 1° *aux professions ambu-
lantes* (loi du 7 décembre 1874, modifiée le 19 avril
1898, interdites aux enfants jusqu'à seize ans ;

2° *Théâtres et cafés-concerts* (loi du 2 novembre 1892),

où les enfants au-dessous de treize ans ne sont pas admis.

La loi sur l'emploi des enfants à *bord des bateaux de commerce* qui interdisait l'embarquement des enfants de moins de treize ans, est venue un peu plus tard, au mois d'avril 1907.

*
* * *

Les dispositions de la loi roumaine

Pour être admis à travailler dans les établissements industriels, laboratoires, ateliers de constructions, ou dans les travaux souterrains de mines, pétrole, carrières, les enfants doivent avoir au moins douze ans accomplis et avoir terminé leurs études primaires (art. 1). Pour travailler, les garçons jusqu'à quinze ans et les femmes jusqu'à dix-sept ans doivent avoir un certificat médical d'aptitude physique, écrit sur le livret de travailleur.

Conformément à l'article 4, l'emploi des mineurs est interdit dans les établissements où l'on confectionne des écrits, gravures ou emblèmes qui atteignent la moralité ; de même pour les exercices acrobatiques dangereux.

Le travail de nuit est interdit aux garçons jusqu'à quinze ans et aux femmes jusqu'à dix-sept ans. Il est défendu aussi d'employer des femmes pendant un mois après l'accouchement, sans l'autorisation médicale.

La durée du travail pour les enfants des deux sexes de douze à quinze ans est de au plus huit heures par jour.

Dans les industries prévues par le règlement de la loi, on peut pourtant employer dix heures par jour les enfants entre treize et quinze ans.

Les femmes ne peuvent être employées que au plus dix heures par jour ; pourtant dans les industries où il y a une étroite liaison entre le travail des hommes et des femmes, ces dernières pourront être employées onze heures par jour.

Les mineurs de quinze ans doivent poursuivre dans la fabrique leur instruction religieuse et primaire.

Un repos d'une journée par semaine doit être accordé aux femmes de tout âge et aux enfants jusqu'à 10 ans.

La loi contient encore des dispositions concernant les conventions avec les mineurs, l'hygiène et l'affichage de la loi.

Conformément à l'article 19 le contrôle de l'application de la loi est fait par les inspecteurs industriels, les ingénieurs des mines, les « guards » des carrières et par les officiers de la police judiciaire.

On prévoit des sanctions sévères contre les contrevenants et même contre les parents qui envoient leurs enfants aux fabriques avant l'âge légale.

* * *

La loi de 1906 est sanctionnée par le décret n° 3.042 du 9 août 1906, publié dans le *Moniteur officiel* n° 109 du 11 août 1906.

* * *

La loi de 1906 est très en arrière vis-à-vis de l'ar-

ticle 13 du projet de Code international de travail, qui dispose la suppression du travail des enfants.

Elle est très en arrière vis-à-vis des dernières lois françaises : la loi de 8 heures du 23 avril 1909 et la loi de la semaine anglaise, du 18 septembre 1917.

CHAPITRE XI

Divers règlements

I. — *Règlement sur la fabrication et la vente des distillés du pétrole du 1^{er} décembre 1892* (*Moniteur officiel* n° 197 du 5 décembre 1892). — Ce règlement n'a qu'un simple intérêt historique. Il est basé sur une crainte enfantine d'explosion des produits pétrolifères.

II. — *Règlement des mesures de défense de la santé publique menacée par les exploitations de pétrole du 15 octobre 1899* (*Moniteur officiel* n° 163 du 21 octobre 1899). — Les exploitations de pétrole étaient considérées comme insalubres, et par conséquent le règlement prenait toutes les dispositions utiles pour l'installation des sondes à la périphérie des villes et pour la préservation des rivières de pétrole brut.

III. — *Règlement sur les modalités de travail par sondage hydraulique du 4 février 1906* (publié dans le *Moniteur officiel*, n° 250 du 12 février 1906). — Le règlement contient une série de dispositions techniques qui évitent les pertes d'eau pendant le sondage hydraulique.

IV. — *Règlement d'administration et de police minière du 28 septembre 1906 (Moniteur officiel n° 156 du 10 septembre 1906).* — Ce règlement contient des dispositions techniques et des détails dans l'esprit des grandes lois déjà étudiées concernant la question suivante : 1° l'autorisation des travaux ; 2° le personnel ; 3° la direction de l'exploitation ; 4° l'exploitation par puits ; 5° l'exploitation par sondes ; 6° la police des travaux ; 7° l'électricité ; 8° les rapports entre exploiters et ouvriers ; 9° des documents et des communications ; 10° des applications.



Les lois et les règlements étudiés sont les plus importants. Nous avons laissé de côté une série de décisions ministérielles et de règlements sans importance.

L'interprétation économique des lois et des règlements étudiés donnera au lecteur une idée sur les normes, qui ont conduit le législateur roumain dans la réglementation de sa grande richesse pétrolifère.

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

La situation actuelle

La situation actuelle — celle des années 1919 et 1920 est la plus importante de l'histoire du pétrole roumain. Elle est, il est vrai, caractérisée par des nombreuses lois passagères, mais son importance ne s'en trouve pas diminuée ; elle prépare l'avenir des exploitations pétrolifères de Roumanie.

La période agitée que nous traversons amènera la nationalisation de l'industrie pétrolifère ou une large participation des capitaux étrangers.

Nous commençons par un aperçu historique sur cette période, avec les considérations économiques utiles et l'interprétation de la législation.

* * *

Après l'armistice de 1918 les armées roumaines ont occupé tous les territoires qui devaient leur revenir.

Dans l'ensemble des événements, qui provoquaient la dispersion des énergies, il s'est produit une désorganisation visible dans tous les services et dans toutes

les entreprises roumaines. Le pétrole s'en est naturellement ressenti.

A cette heure trouble où le change roumain était particulièrement déprécié, le pétrole nécessitait de nombreuses transactions onéreuses. Pour les éviter, et annuler les transactions des Allemands, le gouvernement roumain a publié *le décret-loi suivant (n° 1104 du 8 mars 1910)* :

ART. PREMIER. — Dans un délai de six mois après la conclusion de la paix générale ne peuvent être renouvelées ou prolongées les concessions pétrolifères qui au 14 août 1916 appartenaient aux Roumains, alliés ou aux sociétés roumaines ou alliées qu'à ceux auxquels appartenaient ces concessions à cette date-là.

Toute prolongation ou tout renouvellement de concessions faits dans l'intervalle du 1^{er} novembre 1916 et jusqu'à six mois après la conclusion générale, à d'autres qu'à ceux auxquels elles appartenaient à la date du 14 août 1916, sont nuls et de nul effet.

ART. 2. — Les renouvellements et prolongations faits par l'Erdöl Industrie Anlagen, avec l'argent des sociétés roumaines ou alliées sont nuls, mais reviennent de droit aux sociétés roumaines ou alliées, sur la base ou sur le compte desquelles ces concessions ont été prises.

ART. 3. — Toutes les concessions de pétrole, de mines et de carrières qui existaient au mois de novembre 1916, ainsi que toutes les obligations de travail aux sondages et mines, sont prolongées de plein droit jusqu'à six mois après la conclusion de la paix générale.

En ce qui concerne les redevances accordées à ces concessions, les sociétés roumaines ou alliées respecteront seulement les redevances dues aux propriétaires des terrains, toute redevance et tous droits de toute nature stipulés par actes conclus en faveur d'intermédiaires étant annulés.

ART. 4. — Nos ministres secrétaires d'Etat au département de l'Industrie et du Commerce et celui de la Justice

sont chargés de l'exécution des dispositions du présent décret-loi.

Fait à Bucarest, le 8 mars 1919.

N^o 1104

FERDINAND

Le ministre de l'Industrie et du Commerce.

AL. CONSTANTINESCO

Comme on le voit, le décret prolonge d'un délai de six mois après la conclusion de la paix générale les concessions existantes de novembre 1916.

*
* *

En même temps le gouvernement défendait l'exportation du pétrole, nécessaire à l'armée, obligée de se tenir prête aux attaques des bolcheviks russes et hongrois.

Comme on s'y attendait les deux décrets-loi précédents créèrent une agitation dans le monde pétrolifère.

Il est vrai, pourtant, que des grandes quantités de produits pétrolifères restaient dans les réservoirs ; la consommation du pays était insignifiante. Alors le Ministère de l'Industrie et du Commerce, au nom du bureau d'exportation « *Birex* » (formé par plusieurs sociétés), conclut avec la société *Standard Oil Company* un contrat de vente de 70.000 tonnes de produits pétrolifères, aux prix suivants :

Benzine légère rectifiée dollars 75.93248 la tonne métrique.

Benzine lourde rectifiée dollars 57.94464 la tonne métrique.

Pétrole raffiné rectifié dollars 80.08624 la tonne métrique.

C'était en août 1919.

Un peu plus tard, le Ministère de l'Industrie et du Commerce, toujours au nom de « *Birex* », conclut avec le lieutenant-colonel Bayle, de l'armée anglaise, un contrat de vente de 70.000 tonnes de produits pétrolifères aux mêmes conditions qu'à la *Standard Oil*.

*
* * *

Quelques jours plus tard, vers le milieu de septembre 1919 éclatait un grave conflit entre l'état roumain et les entreprises pétrolifères au sujet du *décret-loi n° 4118 du 12 septembre 1919 suspendant les transactions pétrolifères et la loi de consolidation de 1913*.

L'importance du décret-loi n° 4118 nous oblige à le donner *in extenso*.

Le Ministère de l'Industrie et du Commerce.

FERDINAND I^{er},

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Roi de Roumanie,

A tous présents et à venir, salut :

Sur l'apport de notre ministre, secrétaire d'Etat, au département de l'Industrie et du Commerce sous le n° 38.613 du 12 septembre 1919.

Vu le journal du conseil des ministres n° 2219, clos dans la séance du 12 septembre 1919, nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER. — Sous la réserve de la ratification ultérieure des Corps législatifs et tout en maintenant dans leur totalité les dispositions du décret-loi n° 1104 du 8 mars 1919, sont suspendus, jusqu'à six mois à dater de la conclusion de la paix générale, la loi de la consolidation du 1^{er} juin 1913 ; de même que l'octroi de toute concession ou cession en vue d'exploitations de pétrole, osochérite, asphalte et toutes autres matières bitumineuses, ainsi que toute transmission sous tout titre

et pour toute cause, de semblables droits de concession tels que : gage, usufruit, associations, contrat de travail, etc., dans toute l'étendue du pays.

ART. 2. — L'exploitation des terrains concessionnés, consolidés ou non, sur lesquels il n'a pas encore été fait jusqu'à ce jour de travaux d'exploitation tombe sous le régime qui sera établi ultérieurement pour l'exploitation des gisements.

ART. 3. — Notre ministre, secrétaire d'Etat au département de l'Industrie et du Commerce est chargé de l'exécution des dispositions du présent décret-loi.

Fait à Bucarest, le 12 septembre 1919.

N^o 4.118

FERDINAND

Le ministre de l'Industrie et du Commerce.

AL. CONSTANTINESCO

Ce décret-loi qui frappait les intérêts des profiteurs de la malheureuse situation économique roumaine déclenchait une véritable tempête ! Mais c'était le croassement des corbeaux, attristés de la perte de leur funèbre festin.

Le décret-loi n^o 4118 défendait les plus hauts intérêts roumains. L'Etat ne faisait qu'user d'un droit régulier incontestable. Il faut remarquer en outre le caractère provisoire du décret-loi en question.

L'interdiction des transactions pétrolifères impliquait la question de confiance de la part de l'Etat. Faisant abstraction des discussions qui, inspirées par des intérêts égoïstes, embrouillaient la question, constatons que la situation des exploitants était la suivante :

1^o Ou ils n'accordaient plus leur confiance au gouvernement qui avait imposé le décret-loi 4118. Si l'incapacité du gouvernement était véritable, les exploitants devaient s'attendre tôt ou tard à des lois mauvaises, celles à leur sens qui troubleraient leurs exploitations.

Le décret-loi faisait cesser une situation incertaine, et montrait les intentions du gouvernement en ce qui concerne la nouvelle réglementation du pétrole ;

2° Ou bien les exploitants conservaient confiance dans la capacité du gouvernement, convaincus qu'il savait ce qu'il voulait et voyait clairement la complexité de la question du pétrole. Dans ce cas, ils n'auraient pas dû protester contre le décret-loi, car celui-ci ne faisait que suspendre la loi de 1913 et n'était *menaçant* que par l'annonce d'une loi d'exploitation des sources du pétrole.

Mais ceux qui n'avaient pas confiance dans la capacité législative du gouvernement considéraient cette loi comme vexatoire pour les autres, c'était le simple indice d'une loi à venir.

Au fond, les protestations contre le décret n° 4418 ont été faites dans le but d'impressionner le gouvernement dans les décisions qu'il allait prendre au sujet de la nouvelle réglementation des exploitations pétrolières ; il était évident que le gouvernement roumain allait à pas rapides vers la roumanisation des entreprises.

CHAPITRE II

Le pétrole : *Nervus belli*

En l'automne de 1919, bien que la pipeline Baicoi-Campina fonctionnât déjà, le transport du pétrole se faisait difficilement. Les réparations fréquentes néces-

cessités par les conduites interrompaient le transport.

A la même époque, de grandes quantités des produits pétrolifères s'étaient accumulées dans les dépôts par suite de l'interdiction d'exportation.

En décembre 1919, plusieurs chantiers pétrolifères furent forcés de réduire leur production, faute de dépôts pour le pétrole extrait.

Si cette politique prohibitive avait eu lieu en temps de paix, naturellement elle eût dû être sévèrement jugée. Etant donné surtout l'état financier grave du pays, il fallait même un encouragement à l'exportation.

Quelle était donc la situation ? Et quelle sorte de loi était cette loi prohibitive de l'exportation ? Etait-ce une loi économique ? Etait-ce une loi politique ? Pendant tout l'été la Roumanie avait soutenu une lutte acharnée contre les Hongrois de Bela-Kuhn et les bolcheviks russes. Dans ces circonstances, la première mesure de précaution d'une politique de défense nationale était l'accumulation d'une grande quantité de pétrole. Celui-ci peut être nommé *nervus belli*, comme l'argent est nommé *nervus rerum*. En effet, la guerre moderne ne peut pas être menée sans pétrole.

Il faut donc comprendre que la loi prohibitive de l'exportation du pétrole était une *loi politique* nécessitée par les circonstances exceptionnelles par lesquelles passait le pays. Par suite, la loi ne peut plus être attaquée et on ne peut non plus lui attribuer les mauvaises conséquences économiques qui en ont découlé. Le principe de la guerre est le salut du présent d'abord et la défense de l'avenir ensuite, si c'est possible.

Nous ne défendons pas cette législation du gouvernement roumain. Cet ouvrage a un caractère purement scientifique. Nous critiquons la législation qui n'est pas basée sur des principes économiques solides ; nous aurions critiqué aussi les lois dont nous avons parlé dernièrement, si nous n'avions pas remarqué leur caractère provisoire et les nécessités militaires et politiques qui les avaient imposées.

* * *

Les résultats économiques de cette politique militaire ont été, naturellement, faibles : la production de 1919 a diminué, l'exportation a été presque nulle. Mais, — de même que l'Etat roumain ne peut être accusé pour avoir mis feu aux sondes en 1916 — (action anti-économique) — de même il ne peut être accusé pour les résultats de la politique qu'il a dû poursuivre pendant les combats de 1919.

Avant d'entrer dans l'analyse de l'année 1920, — nous allons jeter un regard sur la lutte pour la suprématie, à laquelle prenaient part les deux grands trusts mondiaux, *Royal Dutch* et *Standard Oil*.

Lutte de capitaux, lutte de vitesse, pour arriver le premier aux pays producteurs de pétrole !

Tout de suite après l'armistice la *Royal Dutch* était déjà à Bakou — où Rotschild commandait déjà — et avait mis la main sur la presque totalité des actions.

Dernièrement la *Standard Oil* a augmenté son capital de 100 millions de dollars et a formé en outre la

1. On verra les affaires plus loin.

Société *Maracaibo-Oil Export Company*, dans le but d'exploiter les terrains pétrolifères de Venezuela.

Au Mexique, en Roumanie, au Venezuela, en Russie, sur toute la surface de la terre, les deux grandes sociétés menaient un combat gigantesque. On peut dire que le combat se passait plutôt entre l'Amérique et l'Angleterre, qui mettaient dans les affaires de leurs sociétés leur immense autorité d'Etat.

Partout l'Amérique arrivait trop tard ; l'Angleterre était partout depuis longtemps installée, et si bien organisée qu'elle commandait le marché mondial du pétrole.

Dans cette lutte, la Roumanie a dû souffrir de nombreux assauts. Dans ces circonstances, elle a eu le malheur de constater, qu'à cause de sa situation géographique, qui la place en Orient, elle a été traitée en pays à moitié civilisé. On a souri souvent en Roumanie, en constatant cette désobligeante appréciation.

Parmi les pays qui ont le plus souffert dans la lutte pour le pétrole, la France compte au premier rang. Quoiqu'elle ait besoin d'importer une grande quantité de pétrole, la France n'a pas pris part à la chasse à cette richesse. Elle s'est contentée de tenir élevée, non une torche de benzine, mais la torche de l'idéalisme et de la justice éternelle ! C'est la grande politique avec des horizons sans fin qui ne rapporte pas d'intérêts annuels...mais qui rapporte plus tard... et davantage...

CHAPITRE III

Les prix maxima des produits pétrolifères

L'année 1920, débute par une vive agitation des entreprises du pétrole contre les prix maxima fixés par le Ministère de l'industrie pour la vente des dérivés du pétrole dans l'intérieur du pays.

Elles argumentaient que d'après le cours du change une tonne de mazout (ex.) qui revient à 3.000 leien Amérique, coûte en Roumanie seulement 200 lei. Suivant ce genre d'argumentation on aurait pu arriver à calculer le prix du pétrole d'après le cours du change d'une autre planète... Ainsi on serait arrivé à la conclusion qu'il faut augmenter tellement le prix du pétrole, que la Roumanie ne puisse l'utiliser pour ses locomotives qu'en le mesurant à la cuillère.

Il faut remarquer que la plupart des entreprises pétrolifères de Roumanie n'ont pas saisi le caractère de la décision gouvernementale de taxer faiblement les produits pétrolifères dans le pays. Ils ont injustement prétendu que c'était une mesure d'oppression, prise précisément pour les frapper.

La question se présentait pourtant tout à fait différente.

En regardant l'ensemble des lois visées dans cette période, chacun peut se rendre compte que le gouvernement cherchait par tous les moyens à atténuer la cherté fantastique de la vie en Roumanie. Ainsi les tarifs des

chemins de fer n'avaient subi qu'une augmentation insignifiante en comparaison du triplement des tarifs des chemins de fer des pays d'Occident. Les produits de l'Etat, comme le bois, les poissons et même les céréales étaient mis en vente à des prix à peu près égaux de ceux d'avant guerre.

Il était donc naturel que le pétrole — richesse nationale — soit utilisé lui aussi à faciliter la vie de ceux qui ont concédé son exploitation.

Il est regrettable que ces considérations nationales n'aient pas été examinées par les entreprises pétrolières. Elles auraient voulu réaliser des bénéfices énormes. Le gouvernement s'est vu forcé de fixer les prix maxima du pétrole pour atténuer la cherté de la vie.

La résistance des exploitants de pétrole dans cette haute question nationale a eu pour effet de pousser les dirigeants du pays vers la solution extrême — préconisée par quelques-uns — la nationalisation intégrale du pétrole. Heureusement comme nous le verrons plus loin, on n'en est pas encore là.

*
* *

Au mois de mars 1920 à cause de la cherté de la main-d'œuvre et de l'exploitation en général le *Ministère de l'industrie* fit paraître une décision qui augmentait les prix maxima du pétrole.

Presque en même temps, Sa Majesté le Roi signe le *décret-loi du 21 mars* (1) par lequel les taxes sur les

produits pétrolifères étaient augmentées de la manière suivante :

<i>Bani</i> (1)	25	pour le kilogramme de pétrole
—	10	pour la benzine dénaturée lourde, avec une densité d'au moins 760°
—	10	pour l'huile minérale motarine
—	75	pour la benzine pour 760°
—	50	pour le kilogramme d'huile minérale
—	50	pour le kilogramme de parafine, stearine.

Ces taxes sont perçues aux fabriques et aux douanes. Conformément au décret-loi du 21 mars, aucune expédition de mazout ou de pétroline ne peut être effectuée des fabriques sans l'avis spécial de la Direction du combustible.

Une commission composée de délégués du gouvernement, de l'Institut géologique et des industries devait fixer dorénavant les prix pour le pays.

* * *

L'Etat a pu facilement augmenter les taxes sur le pétrole, car il avait augmenté auparavant les prix maxima. La première augmentation était-elle aussi justifiée par la situation financière difficile de l'Etat.

1. Centimes.

CHAPITRE IV

Un décret-loi, qui tout en organisant l'exportation, l'interdit

L'Etat était en train d'organiser la vie économique du pays ; pourtant dans ce moment — où, tous les regards étaient dirigés vers cette grande question, — le gouvernement commet la faute de rendre un décret-loi, complètement dépourvu de tout esprit économique, comme nous allons le montrer.

Il s'agit du *décret-loi n° 1573 du 10 avril 1920 (1)* relatif à l'organisation de l'exportation

Conformément à ce décret-loi, l'exportation est libre dans les conditions suivantes :

1° Contrôle du Ministère de l'Industrie et du Commerce ;

2° Autorisation pour l'exportation ;

3° Paiement en lei ;

4° L'Etat perçoit des taxes *ad valorem*. Il prendra les proportions suivantes : 10 0/0 du prix si la différence entre le prix intérieur et le prix d'exportation est de moins de 20 0/0 ; 25 0/0 du prix si la différence est de 20 0/0 ; 50 0/0 si la différence est de 40 0/0 ; 60 0/0 pour une différence qui dépasse 40 0/0 ;

5° Une commission spéciale fixera les prix ;

6° L'Etat se réserve le droit d'acheter pour l'expor-

1. Publié dans le *Moniteur officiel*, n° 11 du 18 avril 1920.

tation des produits aux prix fixés pour la vente dans l'intérieur du pays.

* * *

Ce décret-loi peut être considéré comme incohérent. D'un côté l'exportation du pétrole est déclarée libre ; d'un autre côté on lui met de si nombreux obstacles que les exploitants reconcentrent d'eux-mêmes à exporter. Ensuite par l'institution d'une commission qui fixera les prix, la liberté des transactions est supprimée.

Il y a encore une disposition qui annule complètement le décret-loi n. 1573 : c'est celle qui dispose que l'Etat se réserve le droit d'acheter pour l'exportation des produits aux prix fixés pour la vente dans l'intérieur du pays.

Dans quelle position se trouvaient les sociétés pétrolières ? En vertu de cette disposition l'Etat aurait pu acheter n'importe quelle quantité de pétrole, donc l'entière quantité disponible pour l'exportation. Cette situation aurait pu se produire devant la nécessité pour l'Etat d'avoir des créances sur l'étranger pour ses paiements.

Le décret-loi n° 1573 quoique inventé pour permettre l'exportation, la prohibait en réalité à cause de la disposition analysée plus haut. Les entreprises ne jouissaient pas de la sécurité nécessaire pour faire des transactions avec l'étranger. Une simple décision ministérielle rendait un contrat inexécutable, faute d'objet.

La seule disposition louable du décret-loi la question

est la perception des taxes d'exportation *ad valorem*. C'est une mesure prise en connaissance de cause, c'est-à-dire en connaissance de l'Etat des organismes fiscaux du Royaume,

Le décret-loi n° 1573 devait être promptement modifié.

* * *

Le décret-loi n° 2117 du 8 mai 1920 est venu accorder un crédit de 5 millions de lei pour les exploitations pétrolifères de l'Etat et pour l'exploitation de la mine de pyrite d'Altan-Tepe (dep. Tulcea).

Ce décret indiquait une tendance à une politique pétrolifère d'Etat de la part du gouvernement roumain.

On peut faire la même constatation en ce qui concerne le décret-loi n° 2521 du 10 juin, relatif aux écoles polytechniques de Roumanie, spécialisées en vue des exploitations des mines et du pétrole.

CHAPITRE V

La politique de préférence des sociétés roumaines. Un décret-loi illégal

La série des lois, étudiées jusqu'ici, a déjà esquissé aux yeux du lecteur, la pensée que la politique du gouvernement roumain tendait à une roumanisation des exploitations pétrolifères, sans que cela signifiât pourtant l'exclusion des capitaux étrangers.

Il s'agit plutôt d'une préférence montrée par l'Etat roumain envers les sociétés roumaines, en ce qui concerne ses contrats et les diverses concessions.

Cette politique a été mise en lumière par le *décret-loi n° 2491 du 13 juin 1920 relatif à la vente des produits pétrolifères dans l'intérieur du pays*.

Ce décret institue d'abord, le monopole de la vente, qui est ensuite concédé à la société *L'industrie roumaine de pétrole* (I. R. D. P.) sous les conditions suivantes :

1° Tous les moyens de transport et de dépôt restent à l'Etat, qui les achètera ou les louera ;

2° L'importation des produits pétrolifères appartient à l'Etat, qui fera ce que bon lui semblera ;

3° Pour assurer la consommation intérieure du pays, les producteurs devront posséder une réserve permanente, qui représentera la consommation pour une période de trois mois ;

4° Les droits visés sont concédés à la société I. R. D. P. pour une durée de cinq ans, avec faculté de prorogation. Cette société sera contrôlée par l'Etat, qui y apportera un nombre d'actions équivalent avec son apport, lequel sera déterminé par experts ;

5° Cette concession fait l'objet d'un contrat joint, modifiable ;

6° L'Etat recevra 25 0/0 des bénéfices nets de la société.

* * *

Le décret-loi n° 2491 a provoqué une véritable pro-

testation diplomatique de la part des ambassadeurs des pays d'origine de certaines sociétés pétrolifères de Roumanie. Le motif apparent de cette démarche était une protestation contre une certaine réquisition des installations de transport et de dépôt des sociétés pétrolifères.

En réalité le décret-loi prévoit l'achat ou la location des installations utilisées à la consommation intérieure du pays. En vertu de la loi des concessions d'Etat avait le droit de prendre cette disposition.

Le motif caché de la démarche diplomatique était autre : c'était la surprise causée par la concession du monopole à une société roumaine.

* * *

La protestation des sociétés pétrolifères n'était pas fondée. La science économique a pourtant son mot à dire, sur un point de vue tout différent à savoir si, dans un pays producteur de pétrole comme la Roumanie, le monopole intérieur est nécessaire.

La Roumanie a eu ce monopole pendant la guerre. Nous le comprenons. Nous comprenons aussi que cette situation durât tant que la situation militaire et des considérations extérieures demandaient dans le pétrole plutôt des lois politiques que des lois économiques.

Nous avons montré le caractère provisoire des lois étudiées jusqu'à présent et leur nécessité pour l'Etat roumain.

Mais, du moment que le gouvernement roumain organise un monopole, concédé pour une durée de cinq

ans, — nous ne pouvons plus nous arrêter à le considérer comme provisoire, — mais nous devons l'étudier au point de vue scientifique.

Le décret-loi 2491 forge l'économie nationale et prend une part active à son développement. Il ne peut plus être considéré comme législation provisoire.

* * *

Un monopole intérieur dans un pays producteur de pétrole ?

La Roumanie possède près de 200 exploitants de pétrole qui se font concurrence, et ne peuvent que suivre le libre jeu de la concurrence.

On voit donc que l'introduction d'un intermédiaire — qui achètera au producteur pour vendre à la population — aura pour résultat l'augmentation du prix de vente des produits pétrolifères.

Un tel monopole intérieur se justifie en France, pays importateur de pétrole.

Ayant des contrats d'importation, il est naturel que l'Etat français s'occupe aussi de la vente intérieure des produits pétrolifères, pour laquelle il a travaillé, dans le but de donner à ces citoyens du pétrole à bon marché.

* * *

Qu'est-ce que nous pouvons dire de la Roumanie ? Qu'est-ce que signifie ce monopole intérieur dans un pays producteur de pétrole ?

Nous comprendrons l'encouragement à l'industrie nationale, nous comprenons la protection aux initiatives

nationales, — mais nous ne pouvons pas comprendre que l'Etat ait voulu faire retomber sur la population la hausse des pétrolifères, — dans l'unique but de soutenir un groupe d'intermédiaires nationaux.

Peut-être l'Etat a-t-il institué le monopole pour avoir une source de revenus. Ce serait donc un impôt indirect !... Dans ce cas les avantages de l'Etat sont trop faibles et la loi est irrégulière, car elle aurait dû être présentée par le ministre des Finances.

CHAPITRE VI

L'autorisation des transactions pétrolifères Les prix maxima. Les taxes d'exportation

Comme si le gouvernement roumain avait voulu atténuer la mauvaise impression produite par le décret-loi 2491, il édicta le 7 juin 1920 *le décret-loi n° 2447* qui donne une nouvelle réglementation aux transactions minières et industrielles.

Cette fois il dispose l'annulation des vieux décrets qui prohibaient les transactions pétrolifères, c'est-à-dire les décrets-lois n° 4118 du 12 septembre 1919, 1104 du 8 mars 1919 et 4241 du 7 octobre 1919.

En vertu de ce nouveau décret les concessions, transactions, cessions, etc., sont permises sous l'autorisation du ministère de l'Industrie et du Commerce, jusqu'à une nouvelle organisation du régime minier.

Les dispositions du décret-loi n° 2447 quoique ayant

un caractère provisoire seront étudiées dans la partie législative de cette période.

Ici il faut remarquer pourtant sa ressemblance avec la loi de 1906 qui repoussait toutes les demandes existantes et futures de concession des terrains pétrolifères de l'Etat jusqu'à ce que ces régions soient étudiées par le ministère.

Naturellement, comme en 1906, le système des lois provisoires reste mauvais pour le développement de l'économie nationale.

* * *

Le 25 juillet 1920 le *Moniteur officiel* n° 91 publiait une nouvelle *liste des prix maxima* des produits pétrolifères, vendues dans l'intérieur du pays.

Les anciens prix étaient augmentés en proportion égale à la cherté des exploitations. C'était juste.

Quelques jours plus tard — le 27 juillet — le Ministère de l'Industrie établit par une décision ministérielle les taxes d'exportation sur les produits pétrolifères.

Les exploitants étaient pourtant obligés de satisfaire premièrement la consommation intérieure.

L'Etat se réservait le droit d'acheter 10 0/0 de la production au prix établi pour l'intérieur du pays.

Les produits de pétrole permis à l'exportation étaient : le lampant distillé et raffiné, la benzine légère et lourde, la motorine et les huiles légères.

L'exportation était interdite aux produits suivants : le pétrole brut, le mazout, les huiles lourdes et la paraffine.

Les produits susceptibles d'exportation devaient payer des taxes d'exportation établies sur une échelle proportionnelle à la valeur des produits exportés. Ces taxes variaient entre 5.000 et 18.000 lei pour le wagon de 10.000 kilogrammes et une commission de 20/0, qui variait entre 500 lei et 1.400 lei pour le wagon de 10.000 kilogrammes.

Voici la liste des taxes d'exportation :

	Taxe d'exp. par wag.	Commission de 20/0 par wagon
Benz. légère.	18.000	1.400
— lourde	18.000	1.200
Lampant raffiné, molarine	6.000	740
Huiles p. cylindres.	5.500	500
— agricoles.	6.000	650
— C. F. R. 1 ^{er} qualit.	7.000	700
— regal industrielle 00. . . .	8.000	800
— Dresel regal 00	9.000	900
Walvoline 0 vegoline 00	10.000	1.000
— 00 vegoline 000	11.000	1.100
— spéciales, végoline S.1. . . .	12.000	1.200

* * *

Pendant les derniers six mois de 1920, il y eut une nouvelle tendance dans la politique économique de la Roumanie: c'était l'encouragement à l'exportation et la reprise des affaires de pétrole. On ne peut encore parler d'une large législation dans ce sens, mais de timides essais. Ceux-ci ont pourtant l'avantage de rassurer les exploitants étrangers du pétrole de Roumanie.

CHAPITRE VII

Un contrat de concession type pour l'avenir

Dans l'étude des années 1919 et 1920 — riches en événements concernant le pétrole, — le mois de septembre 1920 doit être noté. C'est alors que fut conclu un contrat de forage entre la société I. R. D. P. et l'état roumain pour une surface de 80 hectares de terrains pétrolifères, situé à Moreni. Le contrat prévoit qu'après l'amortissement des dépenses de forage, la production sera partagée en parties égales entre l'Etat et la société; les bénéfices seront partagés dans une proportion de 60 0/0 pour la société et 40 0/0 pour l'Etat.

L'importance de ce contrat consiste dans le fait qu'il montre les conditions dans lesquelles l'état roumain comprend concessionner dorénavant ses terrains pétrolifères.

Ce sont certainement des conditions beaucoup plus avantageuses, que celles contenues dans la loi des concessions de 1906. Conformément à l'article 11 de cette loi, le concessionnaire devait payer à l'état une redevance de 12 0/0 du produit brut de l'exploitation et 1/3 du bénéfice net, au cas où celui-ci varierait entre 10 0/0 et 30 0/0; à partir de 30 0/0, le bénéfice de l'état était de 50 00.

Un projet de loi dont il sera parlé plus tard, montre bien les intentions du gouvernement roumain en ce qui

concerne la politique qu'il entend avoir dans le commerce des produits pétrolifères.

* * *

Un décret publié dans le *Moniteur officiel*, n° 159 du 26 octobre 1920, renouvelle les taxes d'exportation du décret du mois de juillet 1920 concernant les produits pétrolifères. Il décide que la consommation intérieure une fois couverte, on peut exporter 50 0/0 du pétrole lampant produit par chaque raffinerie, 20 0/0 de la benzine lourde, 80 0/0 de la benzine légère, 10 0/0 de motorine, 10 0/0 des huiles minérales.

L'exportation du pétrole brut, du mazout et de la paraffine reste défendue.

Ce sont des produits nécessaires aux pays. D'ailleurs une décision portant le numéro 125 du 13 octobre 1920, défendait l'utilisation du pétrole brut comme combustible. Dans ce but toute vente de pétrole brut faite pour la combustion est défendue ; exceptionnellement, mais seulement avec l'approbation de la direction des combustibles on peut admettre l'utilisation du pétrole brut pour la combustion dans les industries du sucre, papier, ciment, draperies et bière.

Le décret en question est venu à temps, car l'utilisation du pétrole brut comme combustible était une barbarie qui devait cesser.

CHAPITRE VIII

L'institution de la libre exportation du pétrole en novembre 1920

Une décision toute récente du gouvernement roumain de novembre 1920, a *institué la libre exportation des produits pétrolifères* (1).

Ainsi les exploitants de pétrole de Roumanie — tant étrangers que Roumains, — ont vu presque toutes leurs doléances satisfaites. Les prix maxima avaient été augmentés, l'exportation a été laissée libre. Ils n'ont plus qu'une seule cause d'inquiétude : c'est l'avenir des concessions pétrolifères. C'est une question d'une grosse importance. Nous la traiterons dans la quatrième partie.

* * *

En ce qui concerne le transport des produits pétrolifères, la crise des transports qui sévit en Roumanie, est bien atténuée par l'existence des pipe-lines et par la spécialisation d'un nombre des locomotives pour le transport du pétrole.

Conformément à des autorisations données par le service O.K.Z. de Bucarest, au mois de décembre 1920 il y avait un nombre de locomotives destinées spécialement au pétrole. C'étaient les locomotives appartenant aux sociétés suivantes : Tryans Brothers, Sindic-Mici-

1. Le texte du décret-loi en question est donné *in extenso* dans a partie législative de la situation actuelle.

Ior Morari, Fratii Demetrian, Soc. Romano-Americana, Astra-Romana, Vega Plæsti, Societatea internationala, Fabrica hartie Busteni, Soc. Romania Petrolifera, Soc. Atlas et Soc. Petrol Blok.

* * *

L'exportation a lieu dans des conditions satisfaisantes et atteindra sûrement des chiffres importants à cause de la liberté, qui vient de lui être donnée.

CHAPITRE IX

La liquidation des capitaux allemands investis dans le pétrole roumain

L'année 1920 a apporté un important changement dans la structure des capitaux investis dans le pétrole roumain. En vertu du traité de Versailles les biens allemands de Roumanie devaient être liquidés. A la suite de l'accord de Saint-Remo, on a convenu que la Roumanie prendra 51 0/0 des actions allemandes des sociétés pétrolifères, la France prendra 24 1/2 0/0, et l'Angleterre prendra le reste, soit 24 1/2 0/0.

Après cette opération la cote des capitaux investis dans le pétrole roumain a sensiblement augmenté, comme nous l'allons montrer dans le chapitre suivant.

CHAPITRE X

La situation actuelle en chiffres

La situation actuelle donne une idée de l'avenir du pétrole roumain. Cette situation doit être considérée dans toute son étendue, dans toutes ses liaisons avec le passé et l'avenir. Les chiffres montreront clairement la situation.

§ 1. — LA PRODUCTION

En 1919: 919.047 tonnes la valeur de 137.977.050 lei.

En 1920 (9 mois) : 746.737 tonnes.

Voilà un tableau comparatif de la production en 1919 et 1920.

Production de la Roumanie dans les 9 premiers mois de 1920 comparativement à 1919, par mois et par districts (1).

Mois	1919	1920
Janvier.	86.556	70.028
Février.	80.143	66.354
Mars	102.406	79.149
Avril	95.764	90.735
Mai.	94.984	78.446
Juin.	79.539	79.747
Juillet.	24.151	83.313
Août	33.528	99.005
Septembre	96.912	99.960
Total 9 mois . .	693.983	746.737
Octobre	94.749	
Novembre.	66.913	
Décembre.	64.765	
Total	920.410	

1. D'après des données trouvées dans le *Moniteur du pétrole roumain*, de 1911.

On voit la tendance d'augmentation de la production pour 1920. L'année 1919 avait marqué pour la Roumanie une période critique : les luttes avec les bolcheviks hongrois et russes.

* * *

§ 3. — LA DISTILLATION

Dans les dernières années la distillation du pétrole s'est faite dans les mêmes bonnes conditions d'avant-guerre.

Voici un tableau comparatif pour 1915, 1916 et 1919.

Le pour cent de la fabrication par catégories de produits

	1915	1916	1919
Benzine brute. . .	24.9 0/0	23.2	20.6
Distillé de pétrole. . .	16.7	18.1	21
Gaz Oil.	8.2	12.1	7.5
Résidus.	48.5	44.6	48.6
Total	98.3	98	97.7
Pertes	1.7	2	2.3

La nouvelle Roumanie compte maintenant dans le nombre de ses raffineries, celles des nouvelles provinces roumaines c'est-à-dire :

1° La raffinerie Mineralol Industrie A.-G. de Brasov (centrale à Budapest), d'une capacité de travail d'environ 1.800 à 2 000 wagons ;

2° La raffinerie C. Joanides et Comp. de Brasov d'une capacité de travail d'environ 600 wagons par an ;

3° La raffinerie de Dies d'une capacité de travail d'environ 600 wagons par an ;

4° La raffinerie de Mures, une capacité de 1.800 à 2.000 wagons par an ;

5° La raffinerie « Orsovaer Petr. A.-G. d'Orsova » d'une capacité de travail de 5.000 à 6.000 wagons par an.

* * *

Voici encore une liste complète par districts des raffineries de pétrole qui se trouvent et fonctionnent maintenant dans l'ancien territoire du royaume de Roumanie :

En Prahova : 1. Steana Romana ; 2. Vega ; 3. Standard (Petrol Blok) ; 4. Lumina (Blok) ; 5. Astra Romano ; 5. Orion ; 7. Norio (Petrol Blok) ; 8. Cometa ; 9. A. Niculescou ; 10. N.-V. Ciocardel ; 11. Pacura romaneasca ; 12. Fratia (Rom. Petrolifera) ; 13. Uranuo ; 14. Agvila Franco-Romana ; 15. Luciana (Generala Petrol) ; 16. Prahova (Roum. Con. Oulf).

En Bacau : 17. B. Blum ; 18. Radu Manea ; 19. M. Solomon ; 20. B. Solomon ; 21. Aoram Leibu ; 22. H. Bernstein ; 23. Alik Leibu ; 24. B. Seifler ; 25. M. Haimsohn ; 26. N. Silberman ; 27. M. Frischoff I ; 28. M. Frischoff II ; 29. Alter Schwartz ; 30. Margineni Stat ; 31. Soc. Romana-Bacau.

District de Dambovita : 32. J. Haiman » Ulmi » ; 33. Ana Z. Pantzu ; 34. Jacg. Axenfel Helios ; 35. Victoria ; 36. J. Haiman Doiceste ; 37. Grigorescu Succesori ; 38. G. Gavrilesco fin.

District de Constantza : 39. Colombia Cerna-Voda ; 40. Dep. Steana Romana ; 41. Dep. Aquila Franco Romana ; 42. Dep. Statului.

District de Buzeu : 43. Saturn (Petrol Block) ; 44. S.-L. Joldenstein ; 45. Corana Districte Neamt ; 46. Z. Chaimsohn ; 47. J.-B. Blum.

District de Draila : 48. Dep. Credit Petrolifer.

District de Covurlui : 49. D. Poenaru.

District de Iasi : 50. Nicolina.

District de Ilfov : 51. Baneasa (Petrol Blok).

District de Putna : 52. Leon A. Leibu.

District de R. Sarat : 53. Venus.

District de Vlasca : 54. Dep. Steana Romana.

* * *

J'indique ici que pour la fabrication de l'acide *sulfuric* nécessaire à la distillation du pétrole lampant et des huiles minérales raffinées, la Roumanie possède trois fabriques : Valea Calugareasca, à Brasov et à Campina (actuellement en réparation).

§ 4. — L'EXPORTATION

L'exportation a été insignifiante en 1919. On a exporté 10.204 tonnes de résidus, brut, gaz-oil et huiles, 24.977 tonnes de pétrole lampant et distillé, et 2.271 tonnes de benzine brute et rectifiée, soit un total de 38.947 tonnes de pétrolifères. En 1920 (dans les 9 mois) la Roumanie a exporté 86.940 tonnes de pétrole raffiné, 38.210 tonnes de benzine, 9.060 tonnes d'huiles minérales et 3.500 tonnes de pétrole brut. Total de 137.710 tonnes. C'est donc une bien sensible augmentation.

En 1913 la Roumanie avait exporté 1.036.446 tonnes d'une valeur de 94.773.850 lei.

J'expliquerai plus bas les causes du peu d'exportation pétrolifère en 1919.

* * *

Il est encore intéressant de connaître la direction de l'exportation du pétrole roumain après la guerre. On y

verra un grand changement. Le tableau ci-dessous l'indique.

§ 5. — L'EXPORTATION PAR PAYS DE DESTINATION
EN 1919 (1)

	Tonnes	
Autriche.	1.390	
Bulgarie.	9.375	26 0/0
Com. Armée Italienne. . .	995	
Hongrie.	779	
Yougo-Slavie.	2.386	
Italie.	3.600	10 0/0
Tchéco-Slovaquie.	11.370	31 0/0
Turquie.	8.856	
Ukraine.	196	23 0/0
Total.	38.947	

On voit donc que le pétrole roumain concurrencé sur les marchés des pays occidentaux, trouve des débouchés dans les pays qui l'entourent: la Tchéco-Slovaquie, la Bulgarie, la Turquie, l'Italie, la Yougo-Slavie sont de bons clients du pétrole roumain.

La proportion de l'exportation du pétrole dans l'ensemble des exportations roumaines est la suivante :

En 1919 :

Exportations

Céréales.	37.000.000 lei
Produits pétrolifères.	63.000.000 lei
Total.	100.000.000 lei

Il faut remarquer que le total des exportations de la Roumanie avant guerre — 1913 par exemple — s'élevait à 670.705.335 lei dont le pétrole formait 22 0/0. En 1919 il formait 63 0/0 des exportations.

1. D'après les statistiques du Ministère de l'industrie de Roumanie.

Exportations

En 1920. — Il a été exporté de Roumanie dans les premiers neuf mois de l'année 1920 les articles suivants :

10.190	wagons de pétrole raffiné.
4.765	— d'essence.
2.000	— de résidus de pétrole.
1.191	— d'huiles minérales.
350	— de pétrole brut.

Total. . . 18.496 wagons de produits du pétrole.

C'est donc une augmentation considérable des exportations ; car en 1919 la Roumanie n'avait exporté que 3.894 wagons de produits de pétrole.

En 1920 la plus forte quantité de pétrole raffiné a été exportée en Egypte ; les essences et les huiles minérales en Autriche.

Dans l'ensemble des exportations le pétrole tient la première place pour les neuf mois de 1920. Ensuite vient le maïs avec 9.500 wagons, orge 15.352 wagons, seigle 781 wagons, avoine 398 wagons, blé 24 wagons, farine de blé 6 wagons.

§ 6. — LA CONSOMMATION ANNUELLE DU PAYS

En regardant les chiffres de la consommation du pays avant-guerre et après-guerre, on s'aperçoit que cette consommation n'a pas augmenté quoique la Roumanie ait doublé de territoire. Il faut en trouver l'explication dans la crise des transports qui sévit en Roumanie.

Consommation annuelle du pays

	Avant-guerre 1915	Après-guerre 1919
Benzine brute et raffinée.	31.672 t.	41.377
Lampant et distillé.	51.741	51.470
Pétrole brut	48.348	40.688
Résidus, gaz oil, etc.	1.849	919
Huiles minérales.	501.943	263.857
Paraffine	160.189	74.292
Total.	802.832 t.	482.603

On voit donc que contrairement à l'opinion commune la consommation du pétrole après la guerre a été beaucoup plus faible qu'avant la guerre.

Je crois que cela ne prouve pas que les besoins de la Roumanie d'après-guerre (une fois plus grande que celle d'avant-guerre) soient moindres.

La petite consommation du 1919 est due comme il a été dit à la crise des transports.

§ 7. — TARIFS DE TRANSPORTS DU PÉTROLE
SUR LES CHEMINS DE FER ROUMAINS

Il est bien intéressant d'indiquer les tarifs du transport des produits du pétrole par wagon-citernes sur les chemins de fer roumains, tant pour la consommation intérieure que pour l'exploitation. Les premiers de ces tarifs ont été en vigueur du 1^{er} janvier 1919 au 1^{er} avril 1920 ; les deuxièmes ont été en vigueur du 1^{er} avril 1920 jusqu'à aujourd'hui.

Tarif des transports sur les C. F. R. en citernes de 10 tonnes (i)

1) du 1^{er} janvier 1919 au 1^{er} avril 1920

PARCOURS		Klm.	POUR L'INTÉRIEUR			POUR L'EXPORTATION		
			A. Pétrole brut, Motorine, Pétroline		B. Distillé et raffiné	A. B. Bruts et raffinés		
			6° Cl. 108 lei		2° Cl. 268 lei	12° Cl. 108 lei		
De Campina à Bucarest.....	96		»	162 »	»	»	»	162 »
» » Ramadan.....	177		»	208 »	»	»	»	208 »
» » Constantza....	315		»	94 »	»	»	»	94 »
Baicoi » Bucarest.....	82		»	156 »	»	»	»	156 »
» » Ramadan.....	163		»	200 »	»	»	»	200 »
» » Constantza....	301		»	74 »	»	»	»	74 »
» » Bucarest.....	60		»	142 »	»	»	»	142 »
» » Ramadan.....	142		»	196 »	»	»	»	196 »
» » Constantza....	279				»	»	»	199 »

2) du 1^{er} avril 1920 jusqu'à une nouvelle modification

PARCOURS		Klm.	Pour l'intérieur et l'exportation A. Pétrole brut, Motorine, Pétroline			Pour l'intérieur et l'exportation B. Raffiné et distillé		
			Tarif spécial	100 lei la vag.	5 o/o la t.	2° Cl.	100 lei le vag.	5 o/o la t.
						Klm.		Total Lei B.
De Campina à Bucarest.....	96	212	100	10.60	322.60	96	402	522.10
» » Ramadan.....	177	346	»	17.30	463.30	177	630	761.50
» » Constantza....	315	514	»	25.70	639.70	315	1020	1271.50
Baicoi » Bucarest.....	82	184	»	9.20	293.20	92	354	471.00
» » Ramadan.....	163	326	»	16.30	442.30	63	597	726.85
» » Constantza....	301	502	»	25.10	627.10	301	978	1126.80
» » Bucarest.....	60	140	»	7.00	247.00	60	292	396.10
Ploesti » Bucarest.....	142	288	»	14.40	402.40	142	543	670.15
» » Ramadan.....	279	478	»	22.90	601.90	279	921	1867.05
» » Constantza....								

I. D'après la décision du Ministère des Travaux Publics du mois d'avril 1920.

A la fin de 1920 une commission se réunit à Bucarest pour étudier et fixer les prix du transport des produits pétrolifères sur les pipe-lines.

§ 8. — CAPITAUX INVESTIS DANS LE PÉTROLE ROUMAIN

Comme nous l'avons montré, les capitaux investis avant la guerre dans le pétrole roumain s'élevaient à une somme de 519.459.738 lei (1).

Mais depuis de nouvelles sociétés se sont formées, d'anciennes ont doublé et triplé leur capital.

D'après une statistique publiée par la direction générale roumaine on constate que depuis le 1^{er} janvier 1910 (2) jusqu'au 10 octobre 1920, un nombre de 296 nouvelles sociétés par actions ont été fondées en Roumanie. Elles ont un caractère financier, commercial et industriel et représentent un capital de 2.139.312.200 lei.

Depuis le 1^{er} janvier 1919 jusqu'au 1^{er} octobre 1920 un nombre de 173 sociétés par actions représentant un capital social de 647.312.537 lei ont augmenté leur capital de 1.453.770.000 lei, c'est-à-dire 200 0/0. Leur capital actuel représente une somme de 2.100.812.537 lei.

Parmi les sociétés pétrolifères, un grand nombre ont

1. Pour la proportion par nationalité de ces capitaux, voir « la période 1906-1914 ».

2. Donc tout de suite après l'armistice.

augmenté leur capital. En voici la liste : la *Société Romana-Americana* de 37.500.000 lei à 150.000.000. *Pétrole Blok* de 30.000.000 lei à 40.000.000 lei. *Orion* de 18.100 000 lei à 40.000.000 lei. Dernièrement *Steana Romana* annonçait l'augmentation de son capital de 100.000.000 lei à 300.000.000 lei.

* * *

Les actions des sociétés pétrolifères sont très bien cotées en bourse. Elles rapportent des bénéfices énormes à leur possesseurs.

Voilà un tableau de la hausse du prix des actions des sociétés de pétrole pendant le mois de novembre 1920.

Steaua Romana	500	8.500
Astra Romana.	500	9.000
Speranta.	500	8.500
Petrol Blok.	400	2.160
Petrolul.	500	550
Petrolul romanesc.	200	1.670
J. R. D. P. pr.	500	1.020
General petrolifera	500	810
Concordia	500	1.595
Crédit pétrolifer.		

Voilà maintenant un tableau complet des sociétés de pétrole existantes en Roumanie au 1^{er} janvier 1921.

**Tableau des sociétés de pétrole existantes au 1^{er} janvier 1921
avec leurs capitaux (1)**

No. con.	NOM DE LA SOCIÉTÉ	Année de fondation	Capital nominal		Total du capital nominal
			en actions préf. & ord.	en obligations	
1	Steaua Romana	1896	300.000.000	20.000.000	320.000.000
2	Romano-Americana	1904	150.000.000	—	150.000.000
3	Astra Romana.	1910	135.000.000	—	135.000.000
4	Colombia	1900	100.000.000	—	100.000.000
5	Petrol Block	1918	100.000.000	—	100.000.000
6	Ind. Rom. de Petrol I. R. D. P.	1920	100.000.000	—	100.000.000
7	Generala Petrolifera	1920	60.000.000	—	60.000.000
8	Phoenix Oil et Transp. Ltd. Cy.	1920	51.762.500	—	51.762.500
9	Redeventa.	1918	50.000.000	—	50.000.000
10	Cometa	1916	50.000.000	—	50.000.000
11	Uniunea Petrolifera.	1920	50.000.000	—	50.000.000
12	Roum. Consol. Oilfields	1912	44.187.500	1.262.500	45.450.000
13	Aquila Franco-Romana	1904	48.000.000	—	48.000.000
14	Orion	1910	40.100.000	—	40.100.000
15	Concordia.	1907	40.000.000	—	40.000.000
16	Petrolul Romanesc.	1920	37.000.000	—	37.000.000
17	Victoria.	1913	30.000.000	—	30.000.000
18	Soc. Roum.-Belge de Pétrole.	1908	25.000.000	—	25.000.000
19	Creditul Minier.	1919	25.000.000	—	25.000.000
20	Petrolmina.	1920	25.000.000	—	25.000.000
21	Romania Petrolifera	1920	25.000.000	—	25.000.000
22	Titeiul.	1915	25.000.000	—	25.000.000
23	Campurile Petrolif. Baicoi . . .	1920	22.000.000	—	22.000.000
24	Creditul Petrolifer	1905	20.000.000	—	20.000.000
25	Nafta	1906	20.000.000	—	20.000.000
26	Sirius	1920	20.000.000	—	20.000.000
27	Dacia.	1919	20.000.000	—	20.000.000
28	Pacura Româneasca	1920	15.000.000	—	15.000.000
29	Forajul.	1920	15.000.000	—	15.000.000
30	Chiciura Oilf. of. Rom. Ltd. . .	1913	12.625.000	—	12.625.000
31	Hamilton's Oil. Conces. Ltd. . .	1920	12.625.000	—	12.625.000
32	Petrolul Bucuresti.	1920	12.000.000	—	12.000.000
33	Géonafta	1914	10.000.000	—	10.000.000
34	Soc. des Pétroles de Bustenari.	1914	10.000.000	—	10.000.000
35	Nafta Romana.	1920	10.000.000	—	10.000.000
36	Standard Petr. Explorat. Cy. . .	1913	7.827.500	1.585.700	9.413.200
37	Aurora.	1898	2.000.000	6.727.970	8.727.970
38	Internationala.	1899	6.250.000	1.666.666	7.916.666
39	Dacia rom. Petr. Synd. Ltd. . . .	1919	7.575.000	—	7.575.000
40	Italo-Romana	1905	7.500.000	—	7.500.000
41	Moreni Ghirdoveni.	1908	7.500.000	—	7.500.000
42	Prahova	1920	7.500.000	—	7.500.000
43	Maisels Petroleum Trust.	1911	6.312.500	568.125	6.880.625
44	British Colonial Petr. Cy.	1906	6.312.500	—	6.312.500
45	Trajan Roumanian Oil Cy. . . .	1913	6.312.500	—	6.312.500
46	London et Midland Oil Cy. . . .	1920	6.312.500	—	6.312.500
47	Bitum Matita.	1919	6.000.000	—	6.000.000
48	Omnium des Gaz et Pétroles. . .	1920	6.000.000	—	6.000.000
49	Scantela	1915	5.769.000	—	5.769.000
50	Anglo-Roumanian Petr. Cy. . . .	1909	5.787.000	1.262.500	5.050.000
51	Petrolul	1908	5.000.000	—	5.000.000
52	Vega.	1905	5.000.000	—	5.000.000
53	Auxiliara	1913	5.000.000	—	5.000.000
54	Standard	1912	5.000.000	—	5.000.000
55	Catina	1920	5.000.000	—	5.000.000
A reporter			1.827.259.000	33.073.461	1.861.332.461

1. Pour faire ce tableau nous avons été aidés par des données trouvées dans le *Moniteur du pétrole roumain*.

Tableau des sociétés de pétrole existantes au 1^{er} janvier 1921
avec leurs capitaux (suite).

No. cor.	NOM DE LA SOCIÉTÉ	Année de fondation	Capital nominal		Total du capital nominal
			en actions préf. & ord.	en obligations	
	Report.		1.827.259.000	33.073.461	1.861.332.461
56	Sidus.	1920	3.000.000	—	3.000.000
57	Magda.	1920	5.000.000	—	5.000.000
58	Stavrop. Moreni Oil Prop.	1912	4.418.750	300.475	4.719.250
59	Saturn.	1913	4.000.000	—	4.000.000
60	Craiova	1914	4.000.000	—	4.000.000
61	Sphinx Petroleum Cy. Ltd.	1913	3.787.500	—	3.787.500
62	Beciu (Roum.) Oil Fields	1910	3.787.500	—	3.787.500
63	United Roum. Oil fields, Ltd	1912	3.456.250	—	3.456.250
64	Pacura Romana.	1913	3.000.000	—	3.000.000
65	Sospiro.	1920	3.000.000	—	3.000.000
66	Roumanian Oil Wels Invest.	1913	2.525.000	—	2.525.000
67	Apostolake	1908	2.500.000	—	2.500.000
68	Romana	1910	4.500.000	500.000	2.000.000
69	Comptoir Pétrolifer	1919	2.000.000	—	2.000.000
70	La Tega	1919	2.000.000	—	2.000.000
71	Breaza.	1920	2.000.000	—	2.000.000
72	Cyprus Oil Trust	1916	1.893.750	—	1.893.750
73	Société française de Bordeni	1914	1.850.000	—	1.850.000
74	Baneasa	1914	1.800.000	—	1.800.000
75	Arnhemseche Petroleum Maat	1899	1.680.000	—	1.680.000
76	Raffineriile Predinger.	1913	1.600.000	—	1.600.000
77	Soc. Romaneasca a petrolului	1914	1.600.000	—	1.600.000
78	Montana Romana	1910	1.500.000	—	1.500.000
79	Soc. des Pétroles de Bustenari.	1914	1.500.000	—	1.500.000
80	Helios.	1920	1.500.000	—	1.500.000
81	Sonda.	1920	1.500.000	—	1.500.000
82	Sperantza.	1899	1.456.000	—	1.456.000
83	Duplex.	1920	1.300.000	—	1.300.000
84	Westminster Oil Syndicate Ltd.	1912	1.262.500	—	1.262.500
85	Soc. des Pétroles Roumains.	1903	1.250.000	—	1.250.000
86	Matitza.	1903	1.250.000	—	1.250.000
87	Draganeasa	1920	1.200.000	—	1.200.000
88	Roumania Moreni Deep Oil Cy.	1920	1.010.000	—	1.010.000
89	Soc. de Distribution.	1908	1.000.000	—	1.000.000
90	Aliantza	1908	1.000.000	—	1.000.000
91	Primul Conduct Bust.-Plopeni	1900	1.000.000	—	1.000.000
92	Danubiul.	1914	1.000.000	—	1.000.000
93	Maces.	1913	1.000.000	—	1.000.000
94	Soc. Auxiliaire des Pétr. Roum.	1920	1.000.000	—	1.000.000
95	Soc. Rom. pt. ind. si com. petr.	1889	818.750	—	818.750
96	Baicoi Petr. Cy., Ltd.	1912	737.500	—	737.500
97	Steaua Basarabiei.	1918	600.000	—	600.000
98	Oltenia	1904	580.000	—	580.000
99	Chantier Glodeni.	1914	525.000	—	525.000
100	Tosca Romana.	1912	500.000	—	500.000
101	Union.	1914	450.000	—	450.000
102	Venus.	1919	500.000	—	500.000
103	The Balkan Petr. Syndicate, Ltd.	1910	353.500	—	353.500
104	Moroni-Filipesti.	1906	300.000	—	300.000
105	Nederlandsche Rumeensehe Petr. Matt.	1898	210.000	—	210.000
106	Pacura	1901	200.000	—	200.000
107	Gura Ocnitzei	1916	200.000	—	200.000
108	Excelsior.	1914	170.000	—	170.000
109	Carpathia.	1913	100.000	—	100.000
110	Interbohr.	1914	100.000	—	100.000
111	Vulcaneshti.	1911	80.000	—	80.000
	Total.		1.917.531.000	33.873.936	1.951.404.961

§ 9. — PROPORTION PAR NATION DES CAPITAUX INVESTIS
DANS LE PÉTROLE EN 1920

Après la liquidation des biens allemands, qui rapportait à la Roumanie 51 0/0 des actions, à l'Angleterre 24 1/2 0/0 et à la France 24 1/2 0/0, la situation des capitaux investis dans le pétrole était la suivante :

Anglais	30,64 0/0
Hollandais . . .	24,25 0/0
Roumain	22,10 0/0
Français	12,07 0/0
Américain . . .	6,19 0/0
Belge	3,56 0/0
Italien	1,85 0/0

Dernièrement ces proportions ont encore changé par une large participation des capitaux roumains comme il a été montré dans un chapitre précédent. Cette participation s'effectue momentanément en augmentant la cote de la Roumanie dans la proportion par nationalités. Le procès de participation n'étant pas encore terminé, nous ne pouvons pour le moment donner aucun chiffre. Je reviendrai pourtant dans le chapitre suivant sur la situation créée à l'Etat par l'absorption des capitaux roumains par les exploitations de pétrole.

§ 10. — TERRAINS EXPLOITÉS ET TERRAINS INEXPLOITÉS

D'après les dernières statistiques la Roumanie possède 47.000 hectares de terrains pétrolifères connus, mais inexploités et 150.000 hectares de terrains pétrolifères probables.

Jusqu'à présent il n'a été exploité que 2 0/0 des terrains pétrolifères.

CHAPITRE XI

Partie législative de la situation actuelle.

I. — *Le décret-loi n° 2447 de Juin 1920 sur les transactions minières et industrielles* (1).

L'importance de ce décret, que nous avons déjà analysé dans ses lignes générales, n'échappera à personne. C'est le motif pour lequel nous commençons par le donner ci-après *in extenso* :

ARTICLE PREMIER. — Jusqu'à une nouvelle organisation du régime minier, pétrolier et industriel, tous les permis d'exploitation et tous les concessions et droits d'exploitation des substances minérales, pétrole, ozochérite, asphalte, etc., ainsi que toutes les transactions, décisions, etc., etc., sous n'importe quel titre ou forme, et pour n'importe quelle cause, comme : gage, usufruit, associations, etc., se référant aux biens miniers, pétrole, gaz méthane, eaux minérales, chutes d'eau, etc., et entreprises industrielles de toute sorte, situées dans les limites de la Grande Roumanie, sont interdits sans une autorisation spéciale du Ministère de l'Industrie et du Commerce, basée sur une décision du Conseil des ministres et communiquée par un journal.

ART. 2. — Toutes les transactions, sous n'importe quelle forme, conclues jusqu'à la publication du présent décret-loi et qui seront en opposition avec les dispositions des décrets-lois mentionnés à l'article 4 ci-dessous, de même qu'avec les dispositions similaires prises par le Conseil dirigeant, seront nulles de droit et inexistantes, même si elles étaient investies des formes légales comme : authentification, transcription, etc.

1. Publié dans le *Moniteur officiel* du 9 juin 1920.

Elles pourront cependant être soumises sur simple demande, à une revision par le Ministère de l'Industrie et du Commerce, lequel pourra, après constatation qu'elles ne sont pas nuisibles à l'économie nationale, accorder son autorisation, conformément à l'article 1^{er} ci-dessus.

Les transactions, ainsi validées, seront considérées comme légales à partir de la date de leur conclusion.

ART. 3. — En ce qui concerne les provinces réunies, toutes les transactions mentionnées à l'article 1 ci-dessus, conclues postérieurement à la date de 14/27 août 1916, seront soumises à une revision par le Ministère de l'Industrie et du Commerce, conformément aux dispositions de l'alinéa 2 de l'article précédent, même si l'on n'avait contrevenu à aucune des dispositions légales alors en vigueur ou si l'on avait eu l'autorisation des gouvernements autrichien, hongrois ou russe.

ART. 4. — Les dispositions de l'article 1 du décret-loi n° 4.118 du 12 septembre 1919, relatif à la suspension jusqu'à six mois, à partir de la date où a été conclue la paix générale, de la loi de consolidation du 1^{er} juin 1913, de même que les dispositions en général des décrets-loi n° 1.104 du 6 mars 1919, n° 2.162 du 6 juin 1919, n° 4.118 du 12 septembre 1919 et n° 4.241 du 7 octobre 1919, contraires au présent décret-loi, sont et restent abrogées.

ART. 5 et dernier. — Notre ministre Secrétaire d'Etat au département de l'Industrie et du Commerce est chargé de l'exécution des dispositions contenues dans le présent décret-loi.

On autorise donc des transactions sur le pétrole, *mais* seulement avec l'autorisation du Ministère de l'Industrie. Cette situation doit durer « jusqu'à une nouvelle organisation du régime minier. »

C'est donc une législation provisoire, qui ne mérite par conséquent pas d'être étudiée en détail.

Un spectateur indifférent qui lirait le décret de la question pourrait, pourtant, se poser la question suivante :

Si la législation roumaine n'est pas encore fixée sur le régime, qu'il faut appliquer aux transactions concessions, etc., quelle garantie aura celui qui fera une demande d'autorisation (art. 1), que le Ministère sera habile à résoudre son affaire personnelle ?

C'est une simple impression d'instabilité qui se dégage : en réalité le gouvernement roumain est bien fixé sur sa politique pétrolière et n'attend que les dernières indications, pour la réaliser.

II. — *Derniers prix maxima pour les produits du pétrole, destinés à être vendus à l'intérieur du pays*

Les prix de vente des produits du pétrole livrés à la consommation pour les besoins intérieurs sont ceux prévus dans le tableau ci-dessus :

Les prix de vente maxima des produits du pétrole à livrer à la consommation intérieure que les revendeurs paieront aux fabriques fournisseuses.

1. BENZINE

- a) Benzine d'aviation et pour des buts sanitaires jusqu'au poids spécifique de 0.710 à 15°C les cent kilos. Lei 200.—
- b) Benzine légère pour autos et pour des buts industriels jusqu'au poids spécifique de 0.725 à 15°C les cent kilos. — 150.—
- c) Benzine lourde pour des buts industriels, au poids spécifique jusqu'à 0.770 à 15°C. les cent kilos. — 100.—

2. PÉTROLE

- a) Pétrole Washington pour des lampes spéciales, au poids spécifique jusqu'à 0.800 à 15°C. distillé les cent kilos. — 125.—
raffiné les cent kilos. — 145.—

b) Pétrole lampant jusqu'au poids spécifique de 0.825 à 15° C. à l'inflammabilité minimum à 23° C. distillé les cent kilos. — 100.—
raffiné les cent kilos. — 120.—

3. GAZ-OIL

Au poids spécifique maximum 0.880 les cent kilos. . . . — 100.—

4. RÉSIDU TYPE C. F. R.

(à brûler) Résidu dense pour graisser les voitures, les cent kilos — 50.—

5. PÉTROLE BRUT DÉBENZINÉ

(Résidu léger) inflammabilité au moins 30 % C. les cent kilos. — 88.—

6. HUILES MINÉRALES

	Viscosité	Inflammabilité	dist. raff. Lei 100 kilos
1. Huiles de mélange p. cylind.	3—5 à 20°C.	140—160°C.	140.00—260.—
2. Huiles pour machines agricoles « Agricoles » ou « Rural »	8—10 à 20°C.	160—175°C.	155.00—290.—
3. Huiles p. machines et essieux « C.F.R. prima et extra » . .	3.5—4.5 à 50°C.	180—190°C.	175.00—315.—
4. Huiles pour moteurs : « Regal o » ou « Industriel » . .	5—6.5 à 50°C.	190—205°C.	210.00—380.—
5. Huiles pour moteurs type Diesel et autos « Diesel Regal oo » ou Idéal	7—8 à 50°C.	200—215°C.	260.00—470.—
6. Huiles légères pr. cylindres « Valvoline o » ou « Vegolina oo »	2—3 à 100°C.	240—255°C.	315.00— —.—
7. Huiles lourdes pr. cylindres « Valvolina oo », « Vegolina ooo »	3—4.5 à 100°C.	260—270°C.	360.00— —.—
8. Huiles spéciales :			
a) pour vapeurs surchauffées Vegolina S. I.	3—4.5 à 100°C.	275—280°C.	455.00— —.—
b) pour moteurs industriels : « Regal ooo »	9.5—10 à 50°C.	215—220°C.	455.000.680.—

Ces prix sont sensiblement augmentés vis-à-vis de ceux qui étaient en vigueur en 1919. Ils satisfont pleinement les producteurs de pétrole roumain.

III. — *La libre exportation du pétrole roumain.*

Un décret du 11 novembre 1920 laisse libre l'exportation du pétrole. Ce fut une satisfaction générale et pleine de promesses. Voilà l'important décret en question :

Les produits et les marchandises compris dans le tableau n° 1 sont prohibés à l'exportation.

Les produits du tableau n° 2 sont réservés pour les compensations de l'Etat.

Les produits et marchandises compris dans le tableau n° 3, remplissant les conditions indiquées au tableau en regard de chaque catégorie, sont libres à l'exportation.

Tous les produits et marchandises non compris dans l'un quelconque des tableaux cités restent libres à l'exportation, sans autre condition que celle de payer les taxes de douane.

Les règles établies ne sont valables que pour trois mois.

En ce qui concerne les marchandises et produits compris dans le tableau n° 3, les autorisations d'exportation seront délivrées par le Ministère de l'Industrie et du Commerce qui appréciera les quantités et les modalités d'exportation en tenant compte des règles à suivre spécifiées en regard de chaque article.

Les autorisations seront valables pour trois mois. Celles qui ne seront pas exécutées dans le délai prescrit seront annulées. Les intéressés pourront obtenir une nouvelle autorisation.

Les autorisations d'exportation ne pourront être délivrées qu'après que le pétitionnaire aura déposé, au Ministère de l'Industrie et du Commerce, le reçu prouvant la taxe de commission de 2 0/0, taxe qui reste au bénéfice de l'Etat, au cas où le pétitionnaire n'exécuterait pas

l'exportation dans le délai prévu ou renoncerait à l'exportation.

On autorise l'exportation, pour l'usage individuel et seulement à l'occasion d'un voyage à l'étranger, de 50 kilos d'aliments de toute sorte. Une autorisation du Ministère de l'Industrie est nécessaire.

Les autorisations délivrées jusqu'à la mise en application de la décision présente seront prolongées de droit et après qu'il aura été prouvé qu'un commencement d'exécution a déjà eu lieu.

Les exportateurs devront prouver qu'ils sont patentés et qu'ils sont producteurs (agriculteurs, industriels, etc.).

Une commission sera instituée pour donner son avis sur les modifications à introduire et sur les taxes qui devront être appliquées.

Marchandises et produits prohibés à l'exportation

Tableau n° 1. — Colza, œufs de volaille, laine, poisson sous n'importe quelle dénomination, *paraffine*, sacs, plumes et duvets, soies de cochon, à l'exception des déchets, lait et ses dérivés, laiton sous n'importe quelle forme, phosphates artificiels, zinc sous toute forme, cuivre sous toute forme, le lin et le chanvre sous toute forme, y inclus les semences, volailles, le ciment, la fonte, le fer brut, le saindoux et les graisses, les légumes en général, la soude caustique, les pyrites de fer, l'or, l'argent, la houille, déchets de laine, papier sous toute forme, caoutchoucs, gutta-perca, sucs végétaux.

Marchandises et produits réservés pour les compensations de l'Etat

Tableau n° 2. — Le blé et ses dérivés, le seigle, les haricots, le bétail de toute sorte.

Produits dont l'exportation est autorisée

Tableau n° 3. — Les marchandises et produits suivants sont libres à l'exportation, mais en remplissant les conditions indiquées en regard de chacun :

Cellulose brute, huile goudronnée, huile de compression, le fer, le manganèse, les traverses de hêtre, le maïs et ses dérivés, l'avoine ; après que 50 0/0 de la quantité disponible seront réservés à la consommation intérieure.

La benzine légère, la benzine lourde ; lampant et raffiné, huile agricole ; huile C. E. R. ; huile Royal ; huile Diesel ; huile de valvoline 00, vélogine 000, huile spéciale vélogine S... I., graisse consistante.

En ce qui concerne les produits du pétrole qui pour la plupart sont contenus dans le tableau n° 3. On leur laisse une grande liberté.

Il est certain que c'est le meilleur régime, du moment que la situation politique et militaire du Royaume ne lui demande plus d'accumuler des réserves pour une guerre éventuelle.

Il est sûr que le décret-loi du mois de novembre 1920 prépare le terrain à une législation de complète liberté des exportations.

IV. — *Décret-loi du 21 octobre 1920 sur les taxes d'exportations*

Son contenu et les commentaires se trouvent dans la partie historique de la situation actuelle.

V. — *Projet de loi sur le commerce des produits du pétrole en Roumanie (1)*

A la fermeture du Parlement roumain le gouvernement a déposé le projet de loi qui suit. Il tend à rem-

1. Publié par le *Moniteur du pétrole roumain* du mois d'octobre 1920.

placer le fameux décret-loi n° 2491 du 10 juin 1920, qui établit le monopole de la vente des produits pétrolifères dans l'intérieur du pays et la concession de ce monopole à la société roumaine G. R. D. P.

Nous avons déjà montré qu'un tel monopole aboutit à créer un impôt indirect ce qui n'a pas été dans les intentions du gouvernement, et que, de plus, un tel monopole dans un pays producteur de pétrole n'a pas de raison d'être,

Voilà maintenant le texte du

PROJET DE LOI

Sur le commerce des produits du pétrole en Roumanie

Article unique : Le décret-loi n° 2491 du 10 juin 1920, publié au *Moniteur officiel*, n° 56 du 13 juin 1920 (1), est ratifié et remplacé par la présente loi le jour de sa promulgation au *Moniteur officiel*.

CHAPITRE PREMIER

Vente à l'intérieur. — Quantité nécessaire à la consommation intérieure et leur répartition entre les fabriques

1. La vente et la distribution des produits du pétrole, sous toutes leurs formes et dénominations, nécessaires à la consommation intérieure de la Roumanie, seront réglementées par l'Etat, conformément aux dispositions de la présente loi.

2. La consommation intérieure du pays doit être satisfaite de préférence et pour assurer la satisfaction entière des besoins intérieurs, les fabriques de pétrole sont obligées de travailler conformément à un règlement approuvé par l'Etat de façon à obtenir des produits finis en quantité et en qualité pour satisfaire à ces besoins.

3. La quantité nécessaire de chaque produit du pétrole pour les besoins intérieurs de tout genre sera établie chaque année au 1^{er} mars et il sera fixé un quantum qui devra représenter au moins la quantité de consomma-

tion des années précédentes, augmentée en proportion de la cote pour cent correspondant au développement économique du pays et par laquelle sera assurée une réserve pour trois mois de chaque produit du pétrole.

4. Dans les régions où la force motrice sera obtenue par la captation des chutes d'eau ou du gaz metan, à des prix inférieurs ou égaux à ceux du pétrole, les installations industrielles pourront être obligées d'employer ces générateurs d'énergie pour économiser la consommation du pétrole.

La quantité de chaque produit nécessaire aux besoins intérieurs, sera répartie par l'Etat suivant les règles établies par le règlement d'application de la présente loi.

Les stocks représentant la réserve d'au moins trois mois, pour les besoins intérieurs sont tenus à la disposition de l'Etat dans les réservoirs des fabriques et dans les autres dépôts d'emmagasiner de l'intérieur du pays.

6. Pour établir la cote destinée à la consommation intérieure pour la répartition de cette cote entre les fabriques de pétrole et pour toutes les autres questions relatives à l'application de la présente loi une commission sera nommée pour trois ans, dans laquelle seront également représentés l'Etat et l'Industrie du pétrole.

Un tiers des membres, de la commission sera renouvelé chaque année. Le règlement d'application de la loi présente déterminera le fonctionnement et les attributions de la commission.

CHAPITRE II

Prix des produits du pétrole. — Moyens de transport et d'emmagasiner.

1. Les prix auxquels l'Etat livre aux fabriques de pétrole les produits nécessaires aux besoins intérieurs ainsi que les prix de vente des produits aux consommateurs du pays seront établis semestriellement par la commission instituée par l'article 6. A la fixation de ces prix le coût de production du pétrole brut sera pris comme base.

Les prix établis par la commission seront soumis à l'approbation du conseil des ministres et publiés au *Moniteur officiel* par décret royal.

8. Les sociétés particulières pourront être obligées de mettre à la disposition de l'Etat soit par fermage, soit par voie de rachat les moyens de transport et d'emmagasinage dont elles disposent actuellement à l'intérieur, du pays dans la mesure de la nécessité, pour l'organisation de la distribution antérieure. Dans ce but, l'Etat prendra au préalable l'avis de la commission instituée par l'article 6 qui fera les évaluations.

En cas de désaccord sur la somme, celle-ci sera fixée par arbitrage, chaque partie choisissant un arbitre et celle-ci un tiers arbitre.

Si les arbitres des parties ne tombent pas d'accord sur le choix du tiers arbitre, celui-ci sera désigné par le président de la Cour de cassation.

CHAPITRE III

Concession des droits de l'Etat

9. Dans le but de mieux servir la consommation intérieure, le droit régalien de l'Etat de distribuer les produits de pétrole aux consommateurs du pays peut être cédé pour un terme allant jusqu'à trente ans à une société qui sera créée par l'Etat d'après les règles suivantes :

a) La société sera constituée comme société roumaine par actions ayant son siège à Bucarest ;

b) Le capital de la société sera décidé par l'Etat roumain ;

c) Ce capital sera couvert par souscription publique et émission d'actions, parmi lesquelles moitié sera nominative et moitié au porteur : Pour les trois premières années ces actions seront immobilisées dans les mains des souscripteurs ;

d) Les actions seront réparties entre les souscripteurs d'après les règles suivantes :

30 0/0 des actions seront reçues par l'Etat comme contre-valeur de son droit régalien concessionné.

50 0/0 aux entreprises de pétrole en proportion de leur capital suivant une échelle dégressive en faveur des petites entreprises, conformément aux dispositions des statuts de l'acte constitutif.

20 0/0 aux entreprises de toutes espèces consommatrices

de dérivés de pétrole, comme combustible, aux coopératives et aux banques populaires et aux particuliers citoyens roumains.

Les mêmes règles seront observées pour les nouvelles émissions de capital ;

e) La société sera obligée de se constituer des dépôts dans toutes les localités, conformément au règlement d'application de cette loi ;

f) La Société ajoutera un bénéfice de 5 0/0 à la valeur de tous les produits vendus.

Le statut de la société, les modifications des statuts, la dissolution ou la transmission de l'actif de la société, total ou partiel devront être soumis à l'approbation du gouvernement roumain ;

h) Un tiers des membres du Conseil d'Administration sera désigné par le gouvernement roumain.

Les opérations de la société seront contrôlées par un commissaire du gouvernement nommé par une ordonnance du Conseil des Ministres en vertu d'une recommandation du Ministre de l'Industrie et du Commerce ;

i) Les statuts de la société prévoient la participation aux bénéfices de tout son personnel ;

k) Le bénéfice net, après qu'auront été déduites les sommes convenues, pour l'amortissement, le fond de réserve, le Conseil d'Administration et le fond de pension et d'aide sera réparti comme suit :

Le premier dividende de 6 0/0 sur le capital, ainsi que la somme représentant la participation du personnel au bénéfice conformément aux statuts.

Du surplus jusqu'à un bénéfice de 12 0/0, l'Etat prendra un tiers et les fonctionnaires deux tiers : sur un bénéfice supérieur à 12 0/0, l'Etat prendra deux tiers, en plus du bénéfice qui lui revient comme actionnaire ;

l) A l'expiration du terme de la concession du droit de monopole, toutes les installations, moyens de transport, etc., acquis aux frais de l'Etat par rachat d'après leur valeur réelle ;

m) Le fonds de réserve au moment de la liquidation sera partagé également entre les actionnaires et l'Etat.

CHAPITRE IV

Importation. — Exportation

10. L'importation des produits de pétrole et leur vente dans le pays sont permises seulement avec l'autorisation port, etc., acquis aux frais de l'Etat par rachat d'après Ministres et en conformité des dispositions de la présente loi.

11. L'exportation des dérivés du pétrole est libre après que la consommation intérieure aura été assurée.

12. Pour les produits exportés, l'Etat percevra une taxe douanière de 20 0/0 sur le prix mondial. Cette taxe sera fixée tous les six mois, par la commission instituée par l'article 6 et sera publié dans le *Moniteur officiel*. Les taxes seront payées en lei.

La taxe de 20 0/0 peut être réduite par ordonnance du Conseil des Ministres si elle rend difficile l'exportation.

13. L'Etat peut acheter de tout exportateur 20 0/0 de la quantité exportable des dérivés du pétrole en les payant au prix de la place mondiale, en lei calculant le dollars au cours du jour.

CHAPITRE V

Pénalités

12. Les contraventions à la loi présente seront constatées conformément aux dispositions fixées par le Code pénal.

C'est le décret 2491 mieux organisé.

Ce projet de loi contient des dispositions suivantes :

1° La création d'une commission qui fixera la côte de la consommation intérieure ;

2° Les prix de vente des produits du pétrole dans l'intérieur du pays seront établis semestriellement par une commission ;

3° Fermage ou rachat des moyens de transport et de magasinage des sociétés pétrolifères particulières. En cas de désaccord on a recours à l'arbitrage ;

4° Concession du monopole pour une durée de trente ans à une société roumaine ;

5° L'importation des produits de pétrole doit être autorisée par l'Etat ;

6° L'exportation libre, mais soumise à une taxe douanière de 20 0/0 sur le prix mondial.

* * *

La loi projetée prolonge pendant trois ans le régime de spéculation sur le consommateur roumain et veut substituer la faible autorité de l'Etat au développement naturel et solide de l'économie nationale.

QUATRIÈME PARTIE

L'AVENIR DU PÉTROLE ROUMAIN

CHAPITRE PREMIER

Les tendances de la politique pétrolifère

Il y a trois tendances dans la politique pétrolifère d'Etat :

- 1° *La nationalisation intégrale ;*
- 2° *La nationalisation modérée ;*
- 3° *La nationalisation graduelle avec la participation momentanée des capitaux étrangers.*

* * *

§ 1. — LA NATIONALISATION INTÉGRALE compte bien peu de représentants.

Dans le volume *La paix de Bucarest et la question du pétrole* (1), le distingué ingénieur roumain Halaceanu arrive à la conclusion de la nationalisation intégrale des exploitations pétrolifères de Roumanie.

Dans ce but il propose deux mesures :

1. Pacea de la Bucuresti si chestiunea petrolului, 1919, édit. *Indipendenza* à Bucarest.

1° « L'expropriation de toutes les exploitations de pétrole de Roumanie au bénéfice de l'Etat » ;

2° « Une modification constitutionnelle du régime minier dans le but de reconnaître au propriétaire d'un terrain le droit de bénéficier dans une certaine mesure de la richesse du sol, — mais en réservant pour l'Etat la mise en valeur, le temps et les conditions ».

* * *

Nous sommes bien étonnés que, après l'exposé clair et lumineux de la première partie de son volume, l'auteur arrive à des conclusions irréalisables.

La première mesure est impossible tant que la Roumanie vit dans le concert des autres Etats et tant que subsiste le sentiment de reconnaissance qu'elle doit avoir pour les Alliés.

La deuxième mesure, qui dépouille le propriétaire du sol de son droit, est irréalisable tant que le monde sera démocrate et tant que l'individu saura apprécier la notion du droit et de justice.

* * *

L'ingénieur Halaceanu est certainement parvenu aux conclusions extrêmes ci-dessus qu'à cause de l'époque d'inquiétude et d'insécurité où il a écrit son volume (mars 1918), quand la Roumanie abandonnée luttait toute seule contre tous ses voisins.

* * *

§ 2. — LA NATIONALISATION MODÉRÉE est représentée par le parti national libéral de Roumanie. Elle est

bien exposée dans une excellente brochure *Le pétrole et la politique d'état* (1) publié par le grand homme d'Etat roumain M. Vintila J.-C. Bratianu.

Nous avons une très haute considération pour M. Vintila Bratianu. Sa puissante autorité nous a toujours imposé ses opinions. C'est donc avec une timidité bien légitime que nous oserons présenter nos observations.

Mais la discussion ne peut amener que la lumière.



Les points principaux du programme de nationalisation modérée sont les suivants :

1. L'action directe de l'Etat doit se manifester par :

a) *Le monopole d'état de tous les moyens de transport et magasinage ;*

b) *L'exportation des produits transformés seulement. Transformation par la distillation ou dans les industries chimiques ;*

c) *Le changement de la loi du contingentement pour assurer quantitativement et qualitativement la consommation intérieure de la Roumanie.*

Jusqu'à présent nous sommes complètement d'accord sur ces points ; nous ajoutons — pourtant — que le monopole du paragraphe a est déjà prévu par la loi des concessions de 1906 ;

1. *Petrolul si politica de Stat*, 1919. Paru en 1919, édition *Independenta* à Bucarest. La brochure ne contient nulle part cette dénomination de « nationalisation modérée ». Son esprit pourtant nous a autorisé de la classer dans cette catégorie.

d) *La création du monopole du pétrole lampant, de la benzine et des résidus pour donner à l'état le monopole de fait de la consommation intérieure du pays.*

Nous avons déjà montré notre opinion sur cette question à l'occasion du commentaire du décret-loi n° 249 ; du 14 juin 1920 qui instituait et concédait un monopole de vente intérieure des produits de pétrole à la société I. R. D. P.

Nous sommes d'avis que le régime de la libre concurrence est le meilleur dans un pays producteur de pétrole, comme le nôtre. Le système du monopole concédé introduit un simple intermédiaire, qui fera argumenter le prix de vente des produits de pétrole dans l'intérieur du pays ;

e) *Le changement du régime actuel de concession dans le but suivant : 1° Le produit du sous-sol des terrains inexploités et sans bénéfice jusqu'à présent pour le propriétaire doit passer sous la propriété de l'état ; 2° Dans n'importe quelle solution, les concessions futures doivent être accordées sous le contrôle de l'état ; 3° Il faut imposer des conditions spéciales d'exploitation du pétrole, dans le but de ménager un produit si précieux et épuisable.*

Il est exact que l'ancien régime de concessions doit être changé conformément au nouvel aspect de la question du pétrole : aspect économique, politique et militaire.

Nous trouvons pourtant que la solution du paragraphe 1^{er} est trop radicale, outre qu'elle touche au droit de propriété. Prévoyant, d'ailleurs ces objections,

M. Bratianu propose au paragraphe 2 seulement la concession sous le contrôle de l'Etat. Nous allons parler de cette importante question au chapitre *Conclusions*.

En ce qui concerne le paragraphe 3, notre opinion est tout à fait différente. Nous croyons que dans l'actuel état des choses, la Roumanie devrait pousser la production du pétrole vers un grand développement et rendement ; c'est la seule solution qui faciliterait une restauration rapide de l'état et une organisation, qui mettrait la Roumanie à l'abri des craintes d'une guerre, provoquée par ses ennemis.

Une restriction de la production du pétrole, donc des exportations, retarderait la restauration de la Roumanie et rendrait dangereuse la situation actuelle, pour laquelle 500.000 soldats roumains sont morts dans la grande guerre, et des richesses immenses ont été détruites.

On peut prévoir pourtant des restrictions dans l'exploitation pour le moment où la Roumanie sera complètement rétablie ;

f) *Le rachat des terrains concédés sous l'ancien régime (en liaison avec les observations faites au § d).*

A notre avis ces concessions devraient non seulement ne pas être rachetées, mais être consolidées.

C'est la seule voie, par laquelle nous pouvons convaincre l'étranger (qui nous est extrêmement utile) que les Roumains sont honnêtes dans leurs affaires. Car au fond qu'est-ce que voudrait dire rachat sinon une invi-

tation autoritaire de vendre les terrains concédés sous peine des lois *drastiques*.

Le pétrole a besoin d'une législation solide et *stable*, qui pourrait offrir aux capitaux une entière *sécurité* ;

g) *La constitution d'un crédit industriel pour le pétrole ;*

h) *Le développement de l'enseignement technique et commercial ;*

i) *La protection du travail national dans l'industrie et le commerce du pétrole, conformément à un régime normal du travail.*

Ce sont trois points irréprochables.

2) **L'action indirecte de l'Etat doit consister dans :**

a) *La réserve des concessions de pétrole aux associations faites par les propriétaires du sol et du sous-sol et avec la participation de l'Etat. Des sociétés nationales d'exploitation ;*

b) *Une réserve de terrains inexploités pour l'avenir ;*

c) *Que les exploitants du pétrole soient intéressés dans les raffineries du pétrole ;*

d) *L'encouragement de l'industrie chimique ;*

e) *La réduction de la consommation de mazoute ;*

f) *L'exportation des produits pétrolifères soumis au monopole d'Etat se fera par une entente de ce dernier (associé avec les raffineries) avec les organisations des états qui importent ;*

g) *Une politique douanière en liaison avec ces directives de la politique pétrolifère d'état.*

* * *

Du moment que — comme on verra plus tard, — nous croyons à la nécessité de la participation des capitaux étrangers aux exploitations du pétrole roumain, il est naturel de faire des réserves en ce qui concerne les opinions exprimées au paragraphe f. La préférence aux initiatives roumaines est bonne, tant qu'elle permet le développement harmonieux de l'économie nationale.

CHAPITRE II

Conclusions

Système d'une nationalisation graduelle avec la participation des capitaux étrangers

§ 1^{er}. — GÉNÉRALITÉS

Jusqu'à la grande guerre les grands Etats luttèrent pour conquérir des colonies ; — à présent ils luttent pour conquérir le pétrole.

Actuellement la vie économique et politique d'un pays est impossible sans l'utilisation du pétrole (1). Sans

1. En ce qui concerne cette affirmation, elle vient d'être mise bien en évidence par le projet de loi relatif au régime intérieur du pétrole présenté à la Chambre des députés de Paris, au mois de décembre 1920.

Dans l'exposé des motifs on lit ;

« La guerre et ses conséquences de tous ordres ont brusquement révélé à la France, avec un retard de trente années, l'importance du pétrole, facteur à la fois de la vie économique, de la défense militaire et de la sûreté intérieure du pays. Privée de toute source de pétrole qui lui fût propre, démunie de flotte-citerne, sans préparation technique et sans l'action directrice qu'aurait dû lui réserver,

doute l'utilisation des chutes d'eau réduira son emploi ; mais il n'est pas moins vrai que, jusqu'à l'organisation et la construction des installations, bien des années s'écouleront encore.

Il faut une législation pétrolifère pour cette durée ; quitte à ce que cette législation soit changée au moment où les circonstances seront différentes. D'ailleurs — par définition — une loi est faite pour être changée, de même qu'un « fort est construit pour qu'il tombe ».

* * *

La situation de la Roumanie est délicate. Sa politique du pétrole devra tenir compte de la reconnaissance due aux Alliés, qui l'ont aidé à réaliser ses aspirations nationales.

L'histoire est l'enchaînement des périodes étroitement liées ; la loyauté a toujours été une qualité qui a cimenté les liaisons.

Une Roumanie reconnaissante gardera ses anciennes

au sein des affaires de pétrole où elle était investie, une part considérable de son épargne, la France a vécu dans l'étroite dépendance de ses alliés. »

Et plus loin :

« Le Parlement et l'opinion sont unanimes à réclamer une politique nationale du pétrole ; ils estiment avec raison que le Gouvernement ne saurait, sans méconnaître gravement ses responsabilités, s'en rapporter uniquement des destinées du pays au hasard de luttes commerciales dont les directives peuvent nous demeurer étrangères. Qui peut d'ailleurs affirmer qu'elles doivent se prolonger, à propos d'un produit que tout annonce déficitaire ?

Nous ne pouvons nous résoudre à une vassalité définitive du pétrole qui peut paralyser la France dans ses efforts actuels et futurs d'affranchissement et dégénérer en vassalité politique. Le problème du pétrole n'est pas seulement commercial, c'est avant tout un problème d'activité nationale et de politique étrangère. »

amitiés et montera même dans l'estime de ses ennemis.

Notre manière de voir l'avenir de la législation du pétrole roumain, tient compte de très près de ces considérations.

* * *

L'économie du pays est premièrement intéressée à la résolution des questions suivantes, pendantes du pétrole :

1° La nationalisation des exploitations pétrolifères, ou la participation des capitaux étrangers ?

2° L'augmentation de la production.

3° L'organisation de la consommation intérieure du pays, avec protection des intérêts des nationaux.

4° L'organisation de l'exportation des produits raffinés du pétrole (et non pas du pétrole brut) (*des raffineries !*)

5° Le transport sur le Danube et sur les mers (*des bateaux !*)

§ 2. — NATIONALISATION OU PARTICIPATION DES CAPITAUX ÉTRANGERS ?

Une observation d'ordre général s'impose avant l'étude de cette question.

Une bonne politique économique d'Etat consiste non seulement dans le développement d'une certaine branche économique mais dans le développement harmonique de l'ensemble des richesses nationales. Elle ne doit pas poursuivre le développement d'une seule activité économique au détriment des autres; — car une

telle situation amènerait de graves troubles dans l'équilibre de l'Etat.

Passant à la question du pétrole roumain il faut voir quelle serait la situation si l'on organisait la nationalisation.

A cause du mirage créé autour des exploitations de pétrole, les capitaux roumains s'y précipiteraient immédiatement, en grand nombre. Nous pouvons dire même que la plus grande partie des capitaux disponibles dans le pays irait dans les industries de pétrole.

L'aspect général de l'économie nationale ne serait pas alors encourageant. Par l'investissement des capitaux dans le pétrole, au moins deux industries d'avenir seraient paralysées : celle des pâtes alimentaires et celle du bois. Car il est incontestable que dans un pays « éminemment agricole » et couvert de forêts, ces deux industries citées, sont destinées au plus grand avenir.

Par conséquent une politique qui condamnerait ces deux branches de l'économie nationale ne serait pas sérieuse.

Ses immenses richesses permettent à la Roumanie de poursuivre avec succès le développement de toutes les industries.

Il y a des pays qui par la pauvreté des richesses naturelles du sol, ont été forcés de devenir, qui, pays des montres, qui, pays des pâtes, qui, pays de la métallurgie, etc.

La Roumanie peut facilement devenir un *pays complet*. Cela sera très profitable pour elle. Espérons que

ses dirigeants n'auront pas la velléité d'en faire seulement un pays de pétrole.

Il faut voir d'ailleurs qu'une politique qui poursuivrait le développement de l'industrie pétrolifère au détriment des autres industries, ressemblerait au désir d'un individu qui voudrait engraisser une jambe et laisser le reste du corps maigre.

* * *

Dans la première supposition étudiée, nous avons considéré que les capitaux roumains seraient suffisants pour exploiter le pétrole. Nous avons montré que *même si la réalité était telle*, la nationalisation ne serait pas bonne, parce qu'elle déséquilibrerait le développement harmonieux de l'économie nationale.

La réalité est différente.

Les exploitations du pétrole nécessitent des grands capitaux, que nous n'en avons pas, sans compter que, actuellement ces exploitations sont tributaires à l'étranger pour le fret et l'outillage, qui manquent dans le pays.

Les capitaux étrangers amèneraient avec eux des grands avantages, — nécessaires à la Roumanie — aujourd'hui plus que jamais. Nous voulons dire : des avantages de crédit, fret, transports, débouchés, outillage et magasinage.

Au point de vue économique, donc, la participation des capitaux étrangers est nécessaire pour le développement des exploitations pétrolifères de Roumanie. Les conditions de cette participation seront analysées plus

loin; auparavant il faut se demander si, au point de vue politique elle ne présentait pas un danger pour la sûreté de l'Etat.

La question est simple. Les exploitations étrangères de pétrole de Roumanie, ont présenté dans le passé un danger, — parce que l'ancienne législation — ignorante de l'importance politique et militaire du pétrole, n'avait pris aucune disposition, à cet égard.

Actuellement la situation a changé; la triple importance du pétrole est bien connue; le plus faible des législateurs saurait imposer dans les lois et les contrats des conditions et des mesures telles, que tout danger politique serait écarté, tout en sauvant le principe du libre développement économique des entreprises pétrolières.

Il y a encore une chose, qui contribuerait au même résultat; c'est le fait que les capitaux étrangers viendraient non pas sous forme de sociétés séparées, mais sous forme de collaboration avec les capitaux roumains.

De cette manière le *principe économique, qui dans cette occasion est la participation des capitaux étrangers*, — est sauvé — et d'un autre côté les hauts intérêts politiques du pays sont suffisamment sauvgardés.

* * *

Nous venons de montrer que nous voyons l'avenir du pétrole roumain, dans une collaboration entre le capital étranger et le capital Roumain. Nous ne pouvons pas concevoir le renouvellement de la triste situa-

tion d'avant-guerre, quand le capital national était au service des capitaux étrangers.

Si l'on place la discussion sur ce terrain, une question s'impose d'abord : c'est celle de la préférence à accorder aux capitaux étrangers.

Nous croyons que les capitaux de nos Alliés devaient être préférés. C'est seulement au dernier degré qu'on appellerait les capitaux neutres.

Il est évident que, du moment où les capitaux étrangers viendraient avec des intentions pacifiques économiques — ne poursuivant qu'un bon bénéfice — l'entente avec l'état roumain serait très facile.

Il suffirait de leur offrir dans le pétrole roumain *un bénéfice plus grand que le meilleur bénéfice réalisé normalement dans leur pays d'origine* pour attirer fatalement ces capitaux vers la Roumanie.

Cette formule est certainement très élastique, mais elle prouve l'importance que nous donnons à l'intérêt de l'Etat, de trouver dans le pétrole de riches ressources.

Sous le régime de la participation des capitaux étrangers, l'aspect politique de la question du pétrole justifiera le droit de l'état d'avoir la faculté de s'opposer à certaines concessions. Toutes les concessions devaient donc être accordées avec l'autorisation de l'état. Ce droit devra être réglementé de telle manière qu'à son abri les gouvernements ne puissent commettre d'arbitraire.

En ce qui concerne les concessions la question se pose en Roumanie pour :

1° Les terrains des particuliers ;

2° Les terrains de l'état.

d) *Les particuliers* doivent avoir la liberté de concéder leurs terrains à n'importe qui, avec l'autorisation de l'état et dans les conditions, indiquées par une loi élaborée dans l'esprit indiqué plus haut. C'est-à-dire : sauvegarder les hauts intérêts politiques et économiques du pays.

Dans l'ancien royaume il ne faut pas compter au nombre des terrains particuliers les terrains expropriés au bénéfice des paysans. La réforme agraire concède en effet à l'état la propriété du sous-sol. Ce n'est pas ici la place de traiter cette question.

Pour la Roumanie transcarpatine le droit de concession du pétrole appartient à l'état.

Pour la Bessarabie la propriété du sous-sol appartient de même à l'état.

2° Les terrains de l'Etat

Nous croyons que la meilleure solution réside dans la création d'une grande société nationale du pétrole. Au commencement cette société aurait à exploiter une série de lots. Au fur et à mesure on y en ajouterait d'autres. Pour lui faciliter le crédit, il faudrait pour-tant constituer tous les terrains pétrolifères de l'état comme fonds de la société.

On peut concevoir encore un système (1) dans lequel l'état conserverait un nombre de terrains, qu'il

1. Le plus probable — croyons-nous — à cause de la situation économique du pays.

concéderait à des capitaux étrangers associés à des capitaux roumains.

La grande société nationale de pétrole arriverait à commander d'une manière absolue sur le marché roumain par le simple jeu de la libre concurrence.

C'est un résultat, qui contenterait les meilleurs disciples de la nationalisation. Nous ne parlons pas de ceux qui voudraient une politique économique qui encerclerait la Roumanie dans des murs chinois. Rien de ce qui est humainement possible ne les contenterait.



Dans ce chapitre nous avons voulu mettre en évidence la nécessité de l'acceptation de la participation des capitaux étrangers dans les exploitations pétrolières de Roumanie.

En ce qui concerne la proportion et les conditions de cette participation, c'est une question d'une grande importance, qui ferait l'objet d'une étude spéciale, basée sur des dates et des statistiques en ce qui concerne les capitaux investis dans les industries, les capitaux nécessaires aux industries qui doivent être créées, les disponibilités, etc...

Nous n'entrerons pas dans l'étude de cette question.

§ 3. — AUGMENTATION DE LA PRODUCTION

Dans l'actuelle situation de la Roumanie — d'un côté avec un territoire doublé et une augmentation de la consommation intérieure — et d'un autre côté des finances ébranlées, demandant de l'exportation, une

politique prévoyante devrait prendre des dispositions urgentes pour l'augmentation de la production.

On peut arriver à ce résultat par l'accroissement des exploitations de pétrole et par un régime de liberté qui attirerait les capitaux. La solution de cette question implique, elle aussi, la participation des capitaux étrangers.

§ 4. — ORGANISATION DE LA CONSOMMATION INTÉRIEURE

C'est une des questions qui préoccupe l'Amérique même, qui détient le record de la production mondiale du pétrole.

Pour organiser la consommation intérieure, il faut utiliser toutes les énergies qui peuvent remplacer le pétrole. C'est-à-dire les chutes d'eau, le charbon, le bois, le gaz méthane d'Ardéal, etc.

Une diminution de la consommation intérieure permettra l'augmentation de l'exportation et par conséquent une consolidation plus urgente des finances du pays.

§ 5. — ORGANISATION DE L'EXPORTATION DES PRODUITS RAFFINÉS ET DÉFENSE DE L'EXPORTATION DU PÉTROLE BRUT.

De cette manière le pays pourra vraiment bénéficier complètement du pétrole. On donnera en même temps un bel essor aux industries des raffineries, en empêchant aussi le chômage des travailleurs du pays.

Pour la réalisation de cette condition, le nombre des raffineries et des écoles spéciales doit être augmenté.

§ 6. — TRANSPORTS SUR LE DANUBE ET SUR LES MERS
DES BÂTEAUX !

Le transport doit être une des principales préoccupations du pétrole roumain.

Il nous faut des bateaux ! De nombreux bateaux ! Pour le Danube et pour la mer.

Tant que la Roumanie devra faire appel au frêt étranger, l'économie du pétrole ne sera pas indépendante et c'est négliger une branche d'activité, qui pourrait rapporter des bénéfices aux citoyens roumains et procurer du travail aux ouvriers.

Les transports sur le Danube nous intéressent tout particulièrement, car beaucoup de nos clients se trouvent sur les bords de ce fleuve : la Serbie, la Hongrie, la Tchéco-Slovaquie, l'Allemagne, la Bulgarie.

Dans ces pays le pétrole roumain est facilement placé, car il ne rencontre pas la concurrence américaine.

De nouvelles pipe-lines sont nécessaires. Les conduites actuelles ont un débit de 850 tonnes par jour ; on peut donc exporter par le Danube dans les trois cents journées navigables seulement une quantité de 200.000 tonnes de pétrole.

L'état roumain a bien remarqué la nécessité de nouvelles conduites et par le décret n° 4304 du 22 octobre 1920 a autorisé un crédit de 5.313.000 lei pour la réparation et la *construction* d'une nouvelle pipe-line Bai-coi-Siurgui avec une partie du matériel pris de Dobrodgea.

Il nous faut donc des bateaux et des pipe-lines.

* * *

§ 7

Nous croyons que nous avons touché les grandes questions qui doivent être réglementées par le législateur roumain.

Il est pourtant incontestable qu'une foule de petites questions attendent leur résolution ; l'esprit général qui doit les résoudre est exposé plus haut.

* * *

La Roumanie a besoin des capitaux étrangers. Elle demandera leur participation, qui ne pourra être que purement économique.

Dans la discussion des conditions de l'exploitation du pétrole roumain, les capitalistes étrangers doivent être bien convaincus que les Roumains se rendent parfaitement compte de l'immense richesse représentée par le pétrole, et de son triple aspect : économique, politique et militaire.

Vu : le Président de la thèse,

ALLIX

Vu le Doyen

LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer

Le Recteur de l'Académie de Paris

P. APPELL

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5
BIBLIOGRAPHIE.....	9
<i>Généralités</i>	11
CHAPITRE PREMIER. — Le charbon et le pétrole. — Les avan- tages. — Elément de l'économie nationale.....	11
CHAPITRE II. — Données techniques sur le pétrole roumain..	14
CHAPITRE III. — Les sources de pétrole de Roumanie. — Les zones.....	17
L'exploitation. — L'éruption.....	19
CHAPITRE IV. — <i>Aperçu historique</i> , 1825-1865-1906. Avec don- nées statistiques sur la production, l'exportation, con- sommation, etc.....	20
CHAPITRE V. — La situation mondiale du pétrole.....	24
CHAPITRE VI. — Aperçu historique des courants économiques et de la législation du pétrole de 1825 à 1905.....	27
CHAPITRE VII, 1906-1914. — Chiffres comme au chapitre IV. — Où allait le pétrole roumain ? Les capitaux investis dans le pétrole. — Transports.....	40
CHAPITRE VIII, 1914-1918 — Chiffres comme au chapitre VII.	51

DEUXIÈME PARTIE

LA LÉGISLATION. — SON INTERPRÉTATION ÉCONOMIQUE

CHAPITRE PREMIER. — Règlement des conditions générales de l'accord du droit de rechercher et d'exploiter le pétrole sur les propriétés de l'Etat de 1893.....	59
CHAPITRE II. — <i>La loi des mines de 1895</i>	62
Le règlement de la loi des mines.....	64
CHAPITRE III. — Règlement du droit de rechercher et d'explo- iter le pétrole sur les terrains de l'état, 1900.....	65
CHAPITRE IV. — Loi pour la réglementation et la consolida- tion du droit d'exploiter le pétrole et l'osokerite sur	

les propriétés particulières, 1913. — Discussion sur la nature mobilière du droit de concession. — Dispositions révoltantes.....	68
La loi des consolidations pétrolifères de 1904.....	70
CHAPITRE V. — Loi pour le refus des demandes existantes et futures relatives à la concession des terrains pétrolifères de l'Etat, jusqu'à l'étude des régions par le ministère, 1905.....	76
CHAPITRE VI. — Loi pour la concession des terrains pétrolifères de l'Etat, 1906. — Les 4 grands principes. — Terrains connus et inconnus. — La constitution de la réserve des terrains pétrolifères de l'Etat. — La conservation absolue des transports dans les mains de l'Etat.....	77
CHAPITRE VII. — Règlement pour accorder le droit de rechercher et d'exploiter le pétrole sur les propriétés de l'Eforie des hôpitaux civils, 1903.....	84
CHAPITRE VIII. — Loi pour l'interprétation et l'extension des articles 5 et 58 de la loi des aliénations des biens de l'Etat du 6 avril 1889.....	87
CHAPITRE IX. — Lois taxant le pétrole.....	88
Loi de création de l'impôt sur le mazout 1887.....	88
Loi pour la création d'une taxe de consommation du pétrole, 1900.....	89
CHAPITRE X. — Loi sur le travail des mineurs et des femmes dans les établissements industriels et les exploitations minières en 1906. — Loi inspirée par la législation française.....	93
CHAPITRE XI. — Divers règlements.....	93
a) Règlement sur la fabrication et la vente des distillés du pétrole du 1 ^{er} décembre 1892.....	93
b) Règlement des mesures de défense de la santé publique menacée par les exploitations de pétrole, 13 octobre 1899.....	93
c) Règlement sur les modalités de travail par sondage hydraulique, 4 février 1906.....	93
d) Règlement d'administration et de police minière, 1906.....	94

TROISIÈME PARTIE

LA SITUATION ACTUELLE

CHAPITRE PREMIER. — Après l'armistice de 1918. — Les décrets-lois. — Faute. — Aperçu de la situation mondiale du pétrole.....	95
---	----

CHAPITRE II. — Le pétrole <i>nervus belli</i>	100
CHAPITRE III. — Les prix maxima des produits pétrolifères. Causes.....	104
CHAPITRE IV. — Un décret-loi qui tout en organisant l'exportation, l'interdit.....	107
CHAPITRE V. — La politique de préférence des sociétés roumaines. — Le décret-loi n° 2491 du 13 juin 1920 illégal.....	109
CHAPITRE VI. — L'autorisation des transactions pétrolifères. — Les prix maxima. — Les taxes d'exportation.....	113 116
CHAPITRE VII. — Un contrat de concession-type pour l'avenir.	
CHAPITRE VIII. — L'institution de la libre exportation du pétrole en novembre 1920.....	118
CHAPITRE IX. — La liquidation des capitaux allemands investis dans le pétrole roumain.....	119
CHAPITRE X. — La situation actuelle en chiffres.....	120
§ 1. — La production.....	120
§ 2. — La production pour 1920 par mois, raisons sociales et chantiers.	121
§ 3. — La distillation. — Les raffineries existantes.....	121
§ 4. — L'exportation en 1919 et 1920.....	123
§ 5. — L'exportation par pays de destination en 1919 et 1920.....	124
§ 6. — La consommation annuelle du pays.....	125
§ 7. — Tarifs de transport du pétrole sur les chemins de fer roumains.....	126
§ 8. — Capitaux investis dans le pétrole roumain.....	128
§ 9. — Proportion par nations des capitaux investis dans le pétrole en 1920.....	130
§ 10. — Terrains exploités et terrains inexploités.....	130
CHAPITRE XI. — Partie législative de la situation actuelle	133
1° Le décret-loi n° 2447 de juin 1920 sur les transactions minières et industrielles.....	135
2° Derniers prix maxima pour les produits du pétrole destinés à être vendus à l'intérieur du pays.....	
3° La libre exportation du pétrole roumain. — Le décret de novembre 1920.....	137
4° Décret-loi du 21 octobre 1920 sur les taxes d'exportation.....	139
5° Projet de loi sur le commerce des produits du pétrole en Roumanie.....	139

QUATRIÈME PARTIE

L'AVENIR DU PÉTROLE ROUMAIN

Les tendances de la politique pétrolifère.....	147
--	-----

<i>La nationalisation intégrale.</i> — Critique du volume « La paix de Bucarest et la question du pétrole », par M. l'ingénieur Halaceanu.....	147
<i>La nationalisation modérée.</i> — Le volume « Le pétrole et la politique d'Etat », par M. Vintila J.-C. Bratiano. — Observations.....	148
Nos conclusions : système d'une nationalisation graduelle avec la participation momentanée des capitaux étrangers.....	153
1° Généralités.....	153
2° Nationalisation ou participation des capitaux étrangers ? Une bonne politique économique consiste dans le développement harmonique de l'ensemble des richesses nationales. — Les industries des pâtes alimentaires et du bois.....	155
Donner aux capitaux étrangers un bénéfice plus grand que le meilleur bénéfice réalisé normalement dans leur pays d'origine.....	160
Une grande société pétrolifère.....	160
3° Augmentation de la production.....	161
4° Organisation de la consommation intérieure.....	162
5° Organisation de l'exportation des produits raffinés et défense de l'exportation du pétrole brut.....	162
6° Transports sur le Danube et sur les mers. — Des bateaux !.....	162

